Conférence européenne

Développement économique intégré des territoires transfrontaliers

Paris, 15 avril 2014

Cette conférence est cofinancée par l'Union Européenne dans le cadre du programme Europ'Act.
L'Europe s'engage en France avec le Fonds européen de développement régional.

Ouverture

Marc DESJARDINS

Directeur de l'animation du réseau
Direction du développement territorial et du réseau
Caisse des Dépôts

Introduction

Jean PEYRONY

Directeur général de la MOT

Programme de la conférence

10h00	Ouverture
10h10	Introduction - Présentation du projet de la MOT
10h30	Défis et potentiel du développement économique transfrontalier
11h15	Pause
11h30	Pratiques de la coopération économique
12h45	Déjeuner - buffet
14h00	Eclairages européens
14h40	L'action publique dans le développement économique transfrontalier
16h10	Perspectives et conclusion
16h30	Fin de la conférence

Projet « Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers »

Objectifs de la conférence de lancement :

- **Porter un regard d'ensemble sur l'état du développement économique des territoires transfrontaliers**
- **Évoquer les principaux enjeux, obstacles et besoins rencontrés par les acteurs des territoires**
- **Lancer le débat sur le développement économique transfrontalier**
- **Susciter l'intérêt et l'adhésion des partenaires au projet mené par la MOT dans le cadre d'Europ'Act**

Catégorie d'adhérents Category of members *Mitglieder-Kategorien*

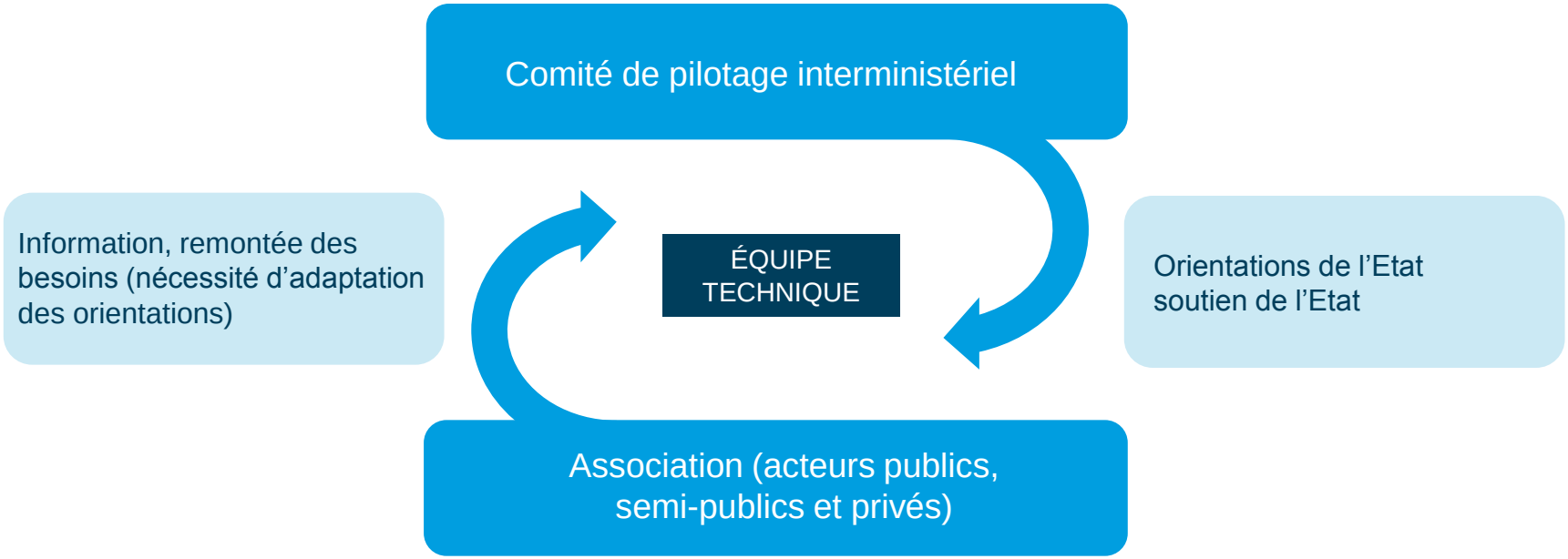
- **Etat** State *Staat*
- **Région** Region *Region*
  Canton Canton *Kanton*
  Communauté autonome Autonomous community *Autonome Gemeinschaft*
- **Département**
  Province Province *Provinz*
  Comté County *County*
- **Groupement plurinational de collectivités territoriales** Plurinational grouping of local authorities *Plurinationaler Verband von Gebietskörperschaften*
- **Groupement de collectivités territoriales** Grouping of local authorities *Verband von Gebietskörperschaften*
- **Commune** Municipality *Gemeinde und Kommune*
- **Entreprise** Company *Unternehmen*
- **Réseau** Network *Netzwerk*
- **Autre structure** Other structure *Weitere Struktur*

Autres réseaux partenaires dont la MOT est membre fondateur Other partner networks of which MOT is founding member *Andere Netzwerke dessen Gründungsmitglied die MOT ist*

Le réseau et les partenaires institutionnels de la MOT

La Mission Opérationnelle Transfrontalière

Une structure unique au service des territoires transfrontaliers



La Mission Opérationnelle Transfrontalière

Les missions :

1. Veiller aux intérêts des territoires transfrontaliers

2. Assister les porteurs de projets

3. Mettre en réseau les acteurs et les expériences

Contexte du développement économique transfrontalier

Jonathan BOUDRY

Chargé de mission à la MOT

Projet « Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers »

Constats

- **Les régions frontalières, des « zones de rencontres » entre des systèmes nationaux différents : concurrence (salariale, fiscale, …). Contraintes et opportunités.**

- **Contexte de renforcement de l'intervention des collectivités dans le développement économique local (mais non coordonné en transfrontalier).**

- **Pour les acteurs publics et privés, recommandation d'exploiter au mieux le capital territorial transfrontalier commun par un jeu complexe entre concurrence et coopération : « coopétition ».**

- **Pour les territoires frontaliers, passage d'une position périphérique à un positionnement plus central grâce à la coopération transfrontalière : potentiel encore insuffisamment utilisé.**

Projet « Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers »

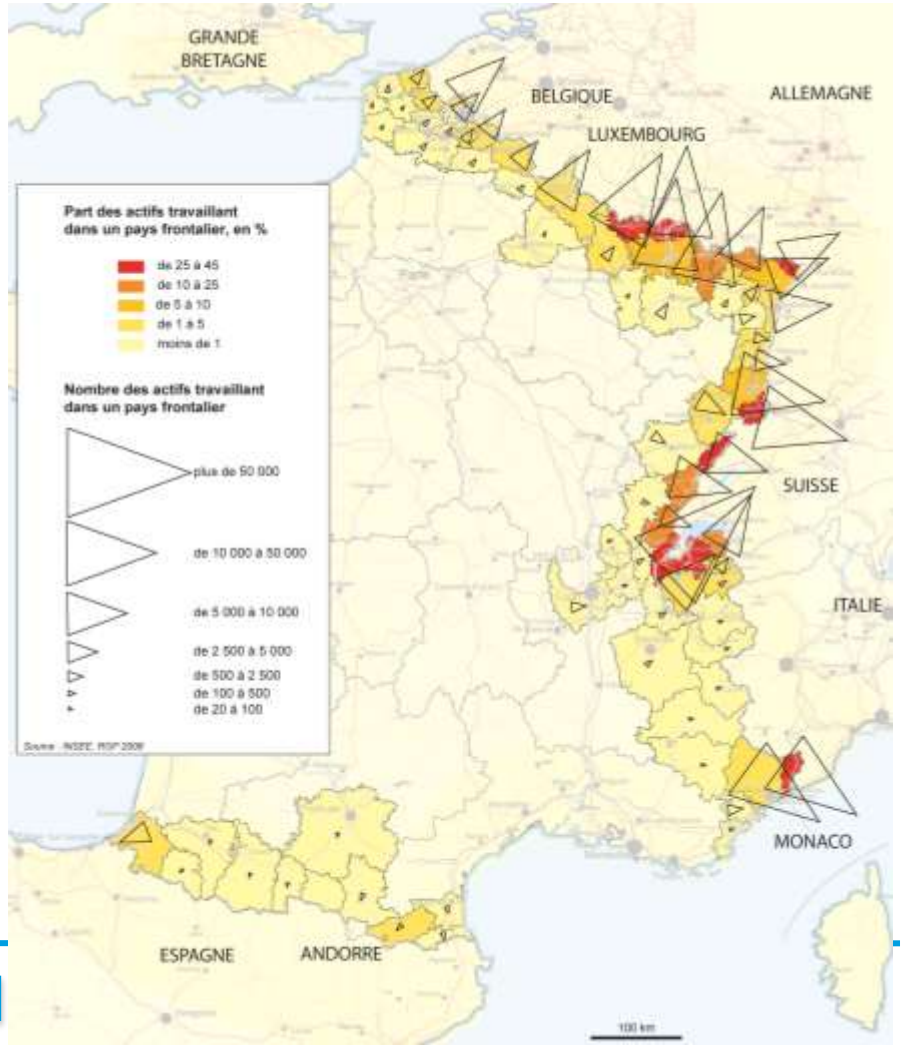
Emploi frontalier :

- **La question de l'emploi frontalier est extrêmement importante pour la France (pays de résidence de 40% des travailleurs frontaliers de l'UE, soit plus de 360 000 en 2013).**

  Taux d'actifs transfrontaliers par zone d'emploi frontalière française, MOT 2012

- **Les liens existants sur un territoire transfrontalier entre le développement économique, l'emploi et la formation sont insuffisants.**

- **Il existe un certain cloisonnement des acteurs, notamment entre le monde des collectivités et celui de l'entreprise.**



Projet « Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers »

Contexte européen :

- **On a observé une faible implication des acteurs économiques dans les programmes européens passés et notamment dans les programmes de coopération transfrontalière.**
- **Le développement économique est une priorité majeure de la politique de cohésion 2014-2020.**

  Objectifs thématiques des fonds européens 2014-2020 directement concernés :

  - OT1. Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation
  - OT3. Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises et du secteur agricole
  - OT4. Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone dans tous les secteurs
  - OT8. Promouvoir l'emploi et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre
- **Il est nécessaire d'élaborer de nouveaux outils au service des gestionnaires des programmes pour faciliter le montage de projets de coopération dans le domaine du développement économique .**

Projet « Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers »

Thématiques du développement économique transfrontalier

- **Emploi frontalier et formation (formation professionnelle, langue) : des enjeux prédominants dans les réflexions transfrontalières.**
- **Equipements communs (aéroport Bâle-Mulhouse, …)**
- **Zones d'activités communes ou mise en réseau de zones d'activités (Eurozone Forbach – Sarrebruck, …)**
- **Services aux entreprises (accompagnement de l'autre côté de la frontière, mise en réseau pour l'innovation, …)**
- **Clusters transfrontaliers (Offensive Sciences, Intermat, …)**

Projet « Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers »

Quelques sujets à développer

Stratégie de développement économique pour le territoire transfrontalier (logique de complémentarité entre les territoires, exploiter le potentiel multiculturel ou multilingue, réaliser des économies d'échelle, …).

- **Economie productive : mise en réseau des entreprises et des compétences, utiliser au mieux le potentiel de recherche et faciliter le transfert technologique.**
- **Economie présentielle (réflexion transfrontalière sur les flux économiques, incluant le tourisme, étroitement liée à l'aménagement du territoire et au maillage entre des « zones de vie »).**
- **Conditions préalables : connaissance du fonctionnement du système voisin, prise de conscience de l'utilité de la coopération, mise en réseau des acteurs publics et privés pour déterminer les sujets communs de coopération.**

Projet « Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers »

Adela SPULBER

Chargée de mission à la MOT

Projet «Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers»

Objectifs généraux du projet :

- **Apporter aux acteurs de la coopération transfrontalière une meilleure connaissance des enjeux en matière de développement économique des territoires transfrontaliers.**
- **Apporter une meilleure connaissance des liens entre les aspects économiques et de l'emploi.**
- **Rechercher et diffuser des outils et des bonnes pratiques.**
- **Encourager et renforcer les échanges et les partenariats sur les territoires transfrontaliers en matière de développement économique et d'emploi.**
- **Contribuer à la levée des obstacles au développement économique des territoires transfrontaliers.**
- **Contribuer à l'évolution des conditions-cadres s'appliquant aux territoires transfrontaliers en matière de développement économique et d'emploi.**

Projet «Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers»

Productions finales :

- **Diagnostic sur le développement économique intégré des territoires transfrontaliers**
- **Fiches de bonnes pratiques**
- **Vadémécum pour la dynamisation des partenariats locaux autour du développement économique**
- **Vadémécum pour faciliter l'émergence de projets**
- **Recommandations**

Projet «Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers»

Déroulement du projet :

- **Phase 1 : DIAGNOSTIC (janvier – août 2014)**
  - Étude documentaire, entretiens de terrain, recherche de bonnes pratiques

- **Phase 2 : CO-CONSTRUCTION DES OUTILS (septembre 2014 – janvier 2015)**
  - Groupes de travail :
    - L'optimisation des démarches de partenariats locaux transfrontaliers autour du développement économique
    - L'aide à l'émergence des projets de développement économique transfrontaliers

- **Phase 3 : FINALISATION ET DIFFUSION DES OUTILS (février – juin 2015)**

Défis et potentiel du développement économique transfrontalier

- **Stéphanie FUCHS – FR/DE/CH**
  Chef du service de l'action internationale et transfrontalière, Conseil général du Haut-Rhin
- **Aurélien BISCAUT – FR/BE/LU**
  Directeur de l'Agence d'urbanisme et de développement durable Lorraine Nord
- **Florian NEMETI – CH/FR**
  Directeur de la Chambre Neuchâteloise du Commerce et de l'Industrie

Défis et potentiel du développement économique transfrontalier

Stéphanie FUCHS – FR/DE/CH
Chef du service de l'action internationale et transfrontalière
Conseil général du Haut-Rhin

Conseil Général

Haut-Rhin

Expérimentation d'une zone économique européenne

Conseil Général du Haut-Rhin
15 Avril 2014

Conseil Général
Haut-Rhin

Source : SIGRS-GISOR 2014

<u>Nécessité de fédérer les décideurs politiques de l'espace élargi de la métropole bâloise</u> (région de 3,5 millions d'habitants comprenant le Canton du Jura et le Territoire de Belfort) autour d'une série de projets-clés :

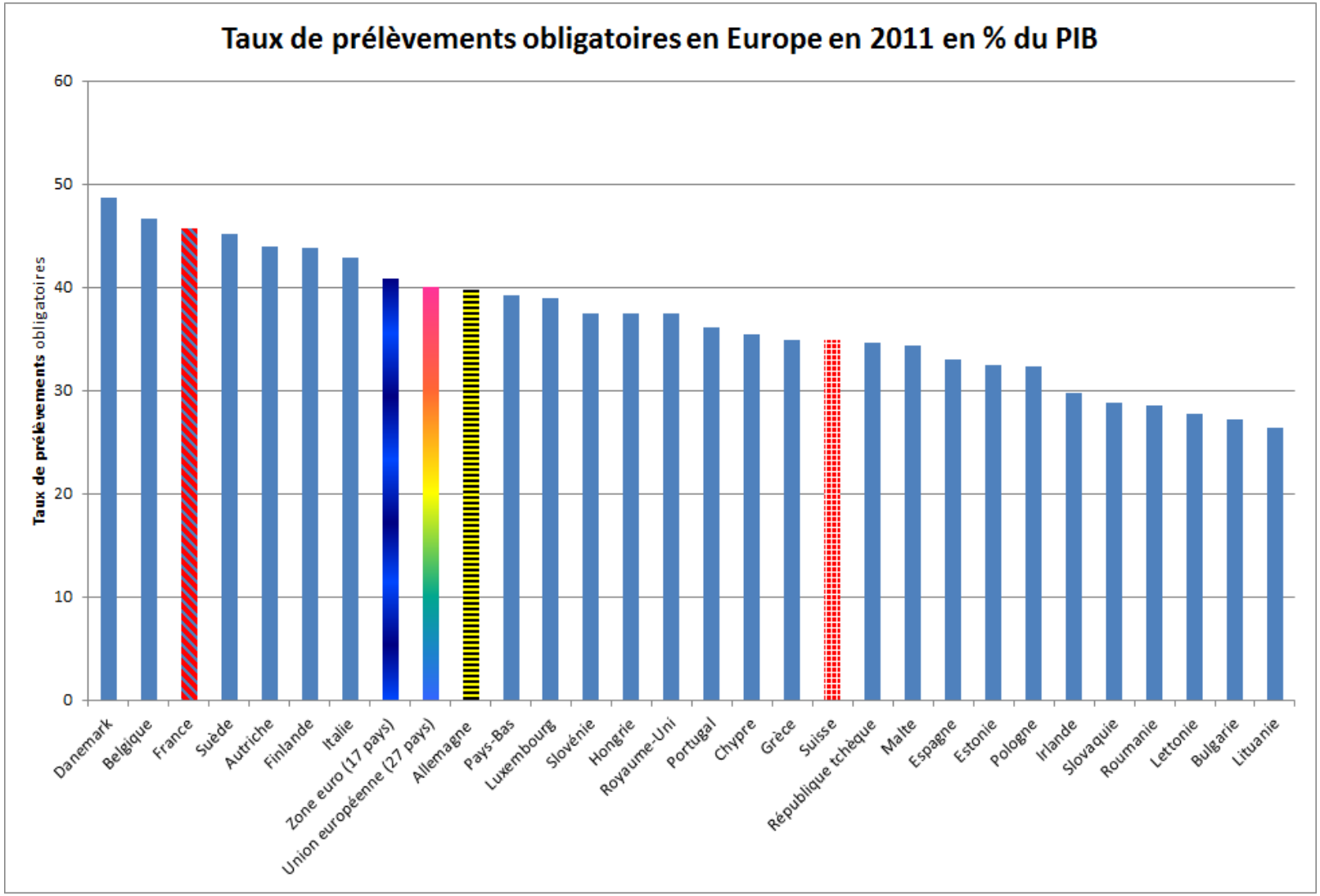
- **EAP ;**
- **Raccordement ferré de l'EAP ;**
- **LGV ;**
- **Formation ;**
- **R&D ;**
- **Multilinguisme ;**
- **Énergie (fermeture de Fessenheim…) ;**
- **Développement économique….**
- **Etc…**

Depuis 2007, un contexte radicalement nouveau :

Conseil Général Haut-Rhin

- Une compétitivité accrue de nos deux voisins suisses et allemands
- La crise qui a particulièrement affecté l'Alsace et le Haut-Rhin
- La révolution bâloise de 2005-2007
- La remise en question du statut social et fiscale des entreprises de droit suisse implantées sur l'EAP

Une part de population dépendante bien plus importante en France que dans d'autres pays européens



- **Un taux de prélèvement obligatoire qui dépasse largement ceux de la Suisse et de l'Allemagne ;**

- **Un droit du travail beaucoup moins flexible et «sécure» pour ses entreprises et leurs employés que celui des deux régions voisines ;**

- **La baisse des résultats PISA qui handicapent dès aujourd'hui le capital humain du Haut-Rhin ;**

- **Une perte de vitesse du bilinguisme.**

Conseil Général
Haut-Rhin

L'Alsace confrontée aux deux pays européens les plus compétitifs d'Europe

Conseil Général
Haut-Rhin

L'économie suisse, la plus compétitive du monde

L'Allemagne au 6ème rang

La France au 21ème rang

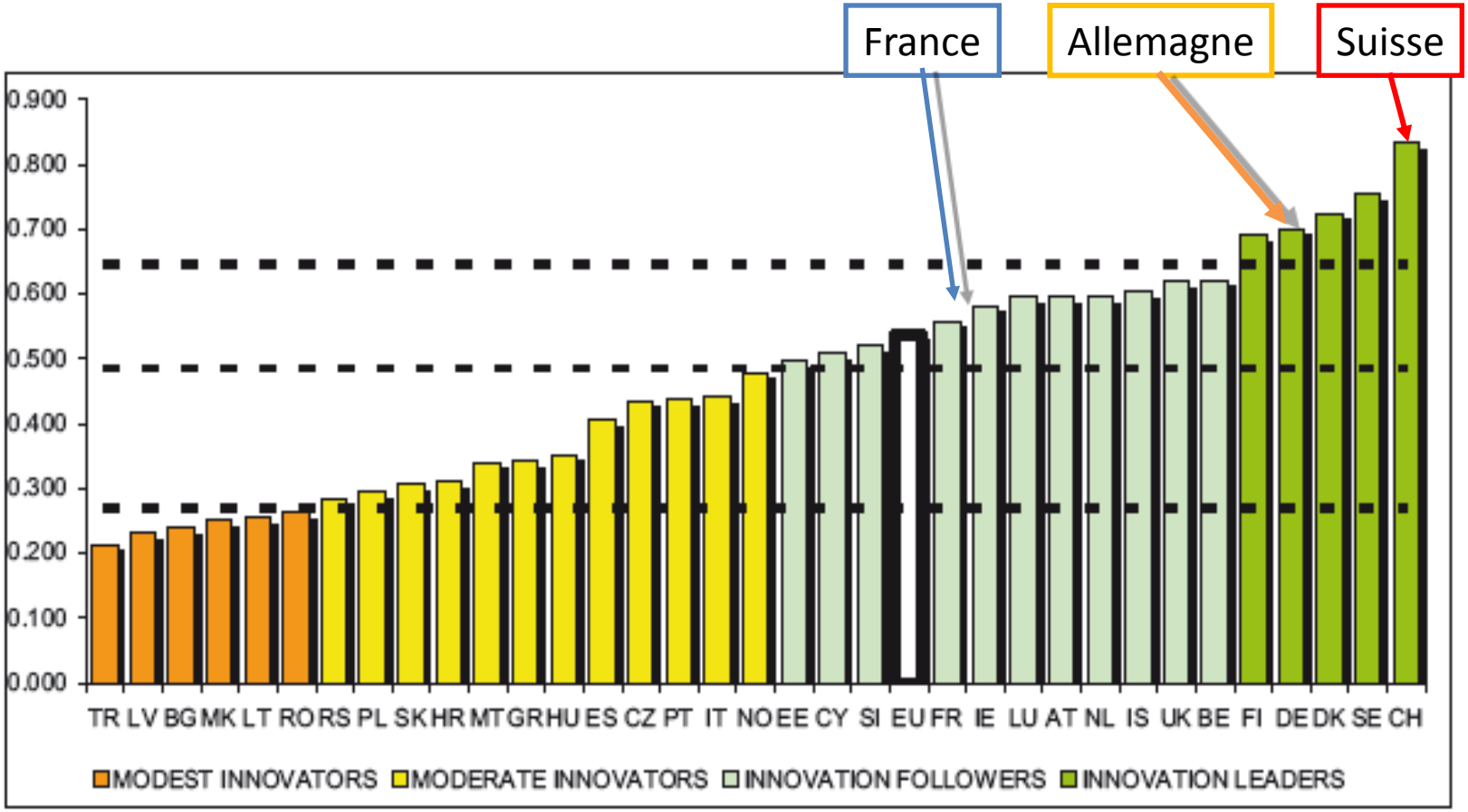
The Global Competitiveness Index 2012-2013 rankings

© 2012 World Economic Forum | www.weforum.org/gcr

Country/Economy	GCI 2012-2013 Rank	GCI 2012-2013 Score	GCI 2011-2012 Rank	Change
Switzerland	**1**	**5,72**	**1**	**0**
Singapore	2	5,67	2	0
Finland	3	5,55	4	1
Sweden	4	5,53	3	-1
Netherlands	5	5,50	7	2
Germany	**6**	**5,48**	**6**	**0**
United States	7	5,47	5	-2
United Kingdom	8	5,45	10	2
Hong Kong SAR	9	5,41	11	2
Japan	10	5,40	9	-1
Qatar	11	5,38	14	3
Denmark	12	5,29	8	-4
Taiwan, China	13	5,28	13	0
Canada	14	5,27	12	-2
Norway	15	5,27	16	1
Austria	16	5,22	19	3
Belgium	17	5,21	15	-2
Saudi Arabia	18	5,19	17	-1
Korea, Rep.	19	5,12	24	5
Australia	20	5,12	20	0
France	**21**	**5,11**	**18**	**-3**

La Suisse dispose du système d'innovation le plus performant d'Europe
Ce qui se traduit par exemple par un ratio de brevets par habitants 3 fois plus élevé en Suisse qu'en France et la région de Bâle est au deuxième rang suisse

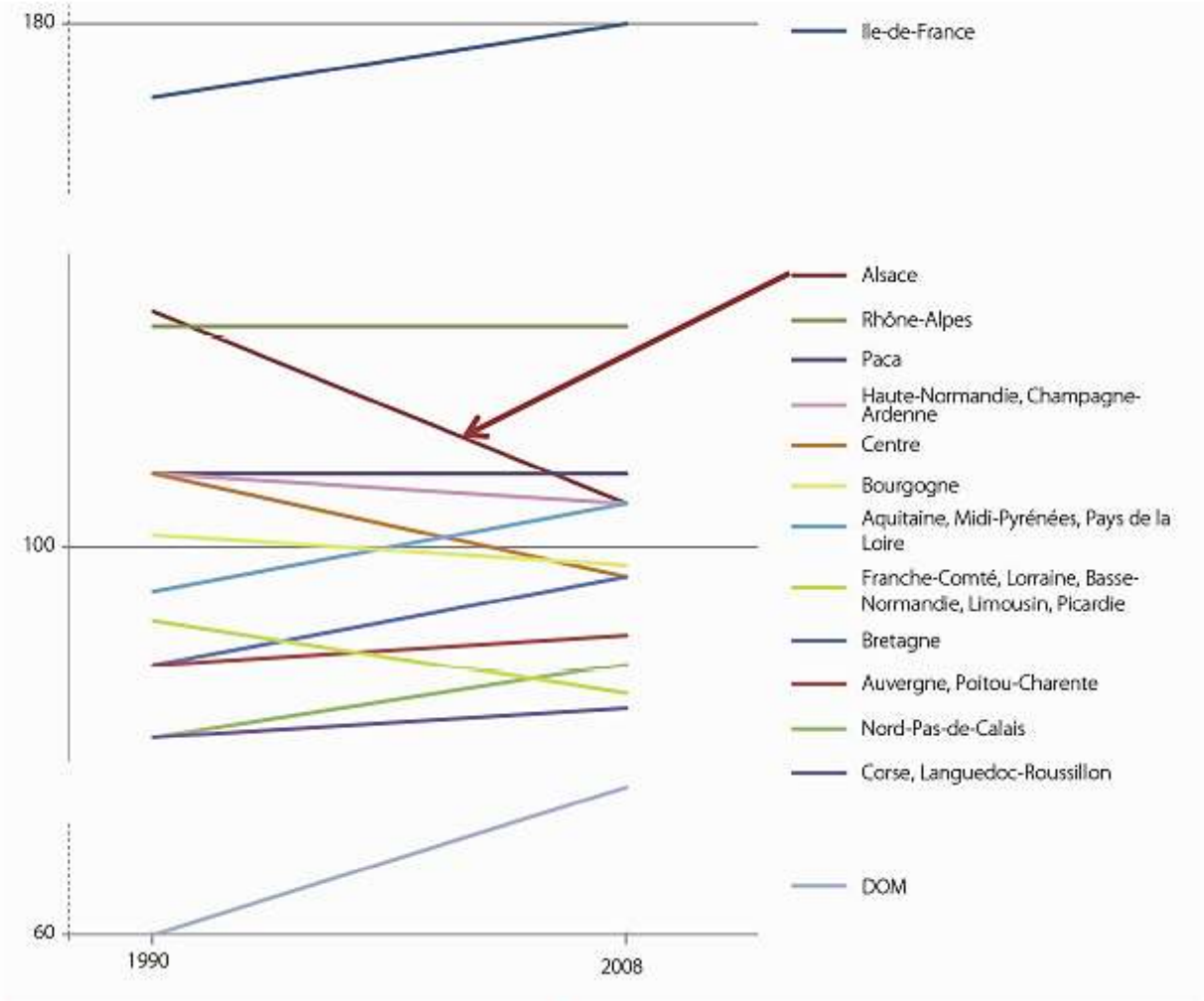
FIGURE 9: EUROPEAN COUNTRIES' INNOVATION PERFORMANCE



Conseil Général
Haut-Rhin

La crise et les difficultés de l'Alsace

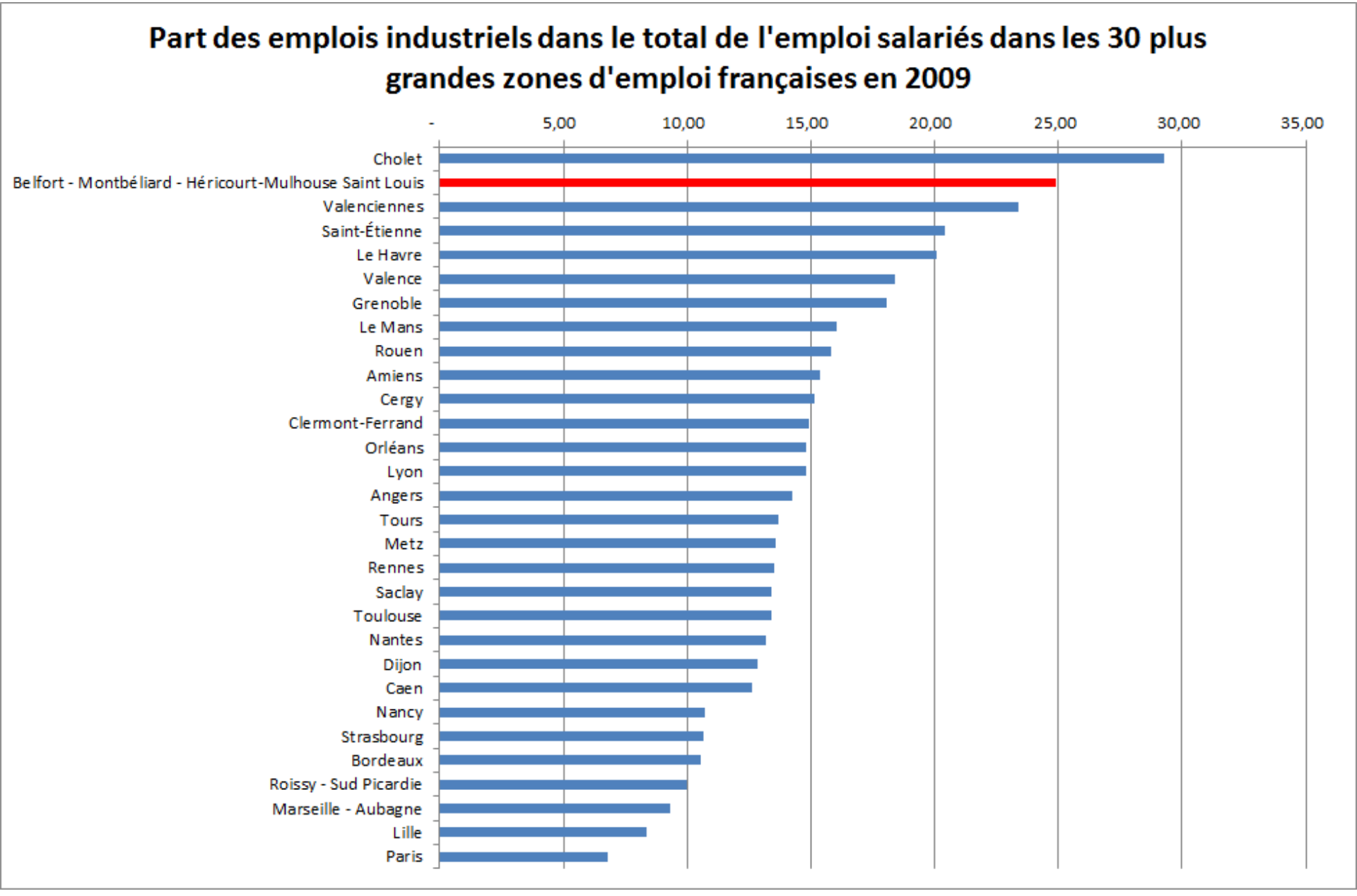
Evolution régionale des écarts à la moyenne des PIB par habitant de 1990 à 2008 en France : l'Alsace, la plus forte chute relative des régions françaises en 18 ans



Note : La référence 100 correspond à la moyenne des régions, hors Ile-de-France et DOM
Source : Insee

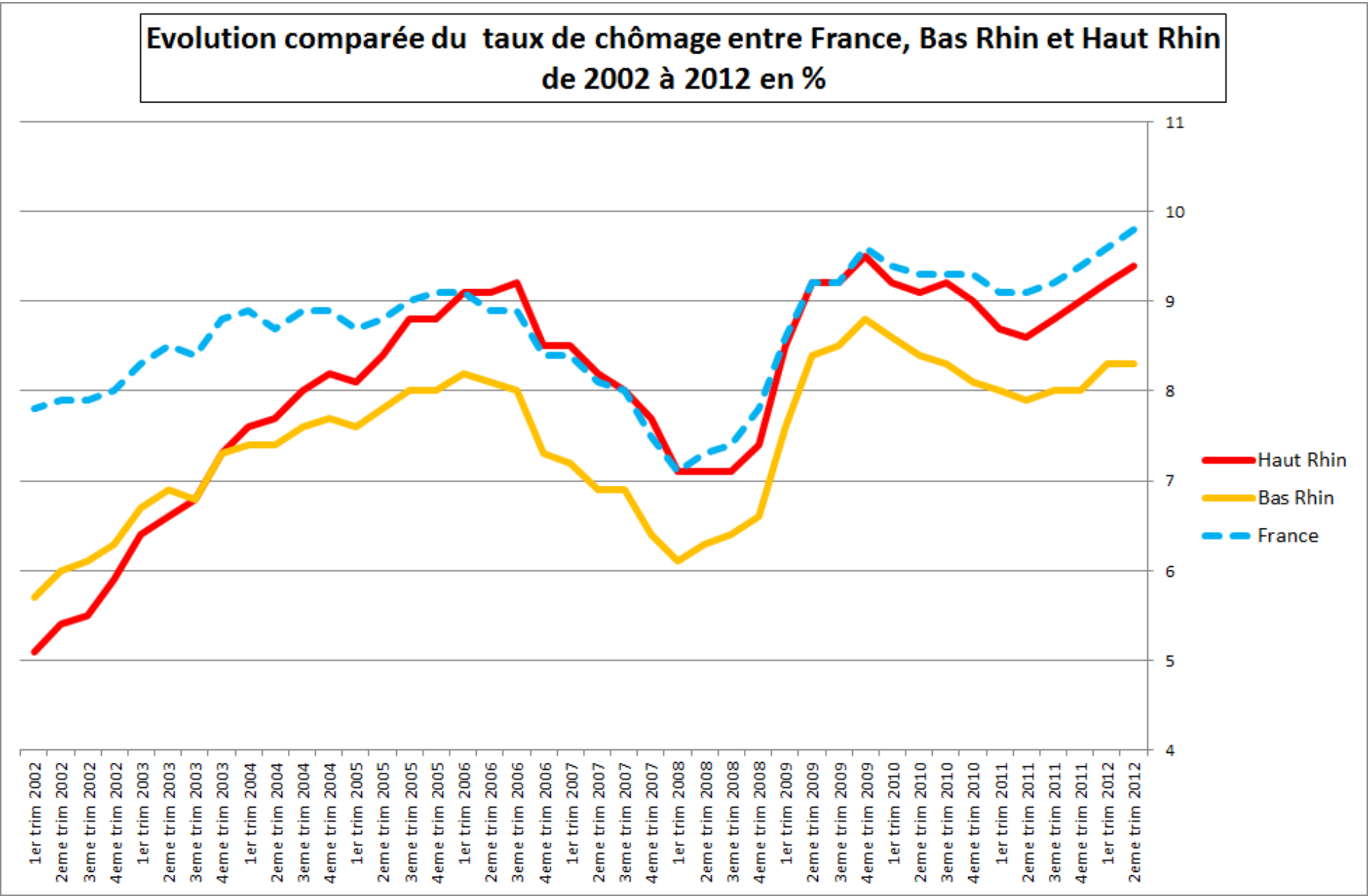
Le Haut Rhin et le nord Franche-Comté, un des territoires le plus exposé à la concurrence mondiale

Conseil Général Haut-Rhin



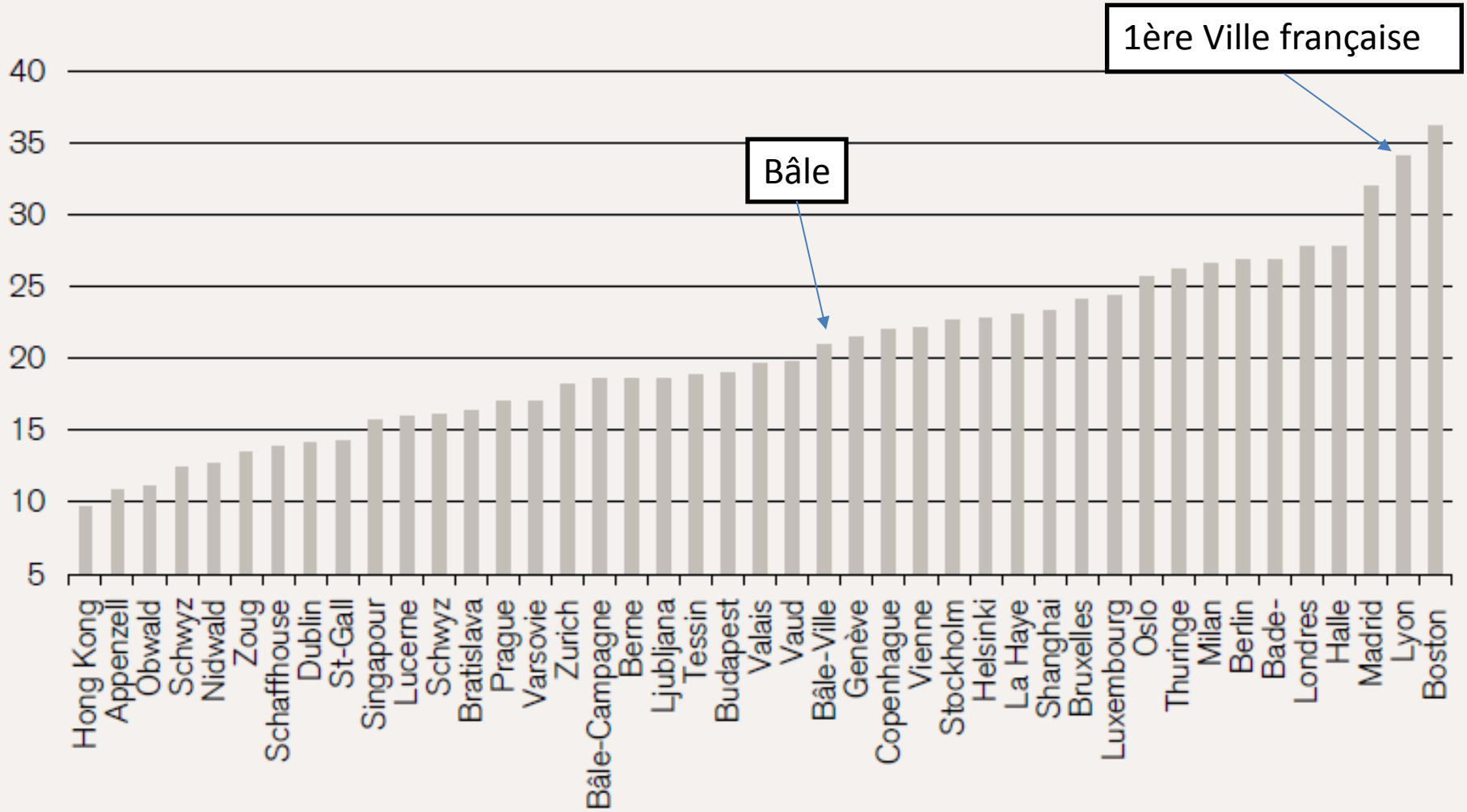
Conseil Général Haut-Rhin

Les deux départements alsaciens comparés à la France de 2002 à 2012



Charge fiscale effective moyenne pour les entreprises, 2009

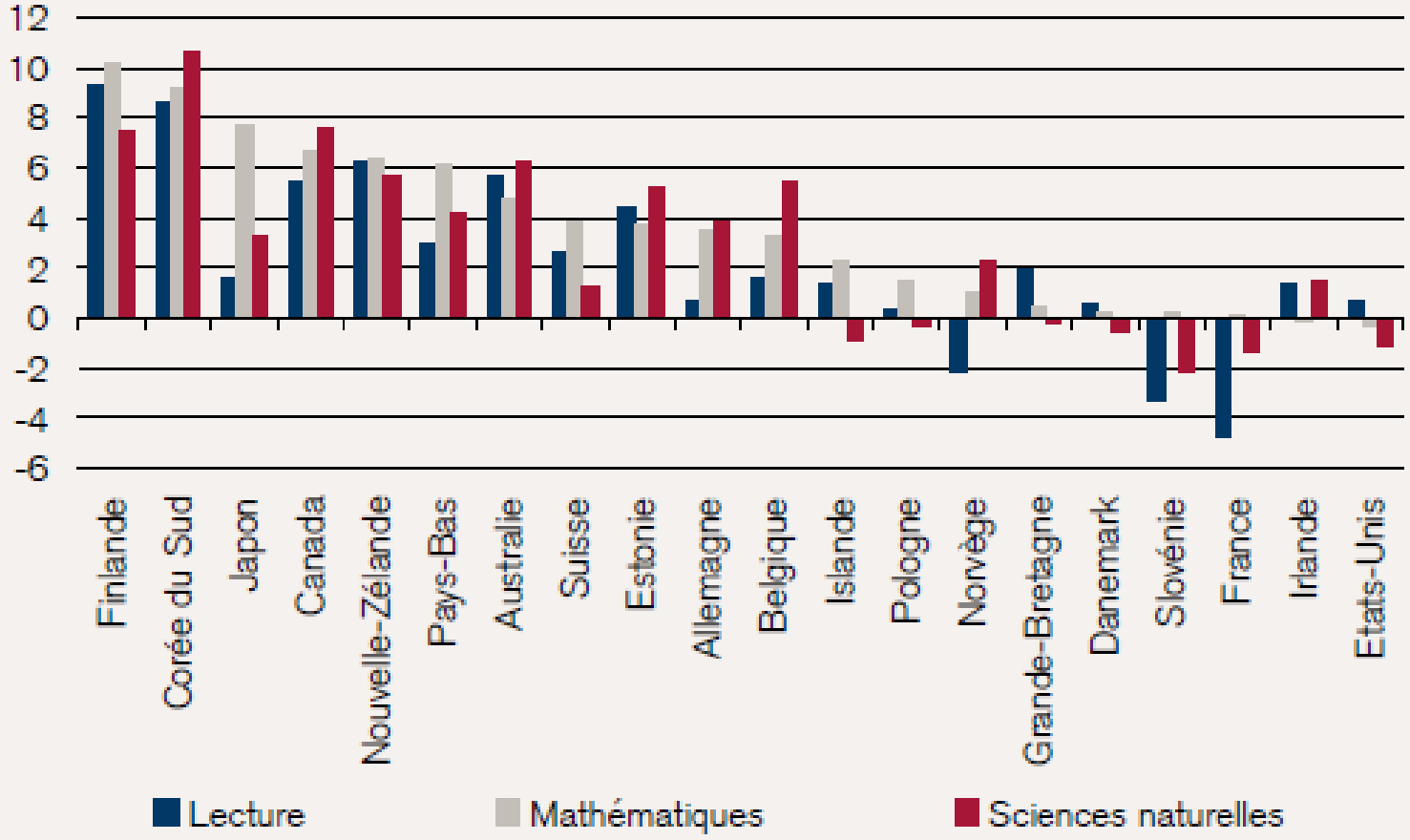
En %; indication de la charge dans les principales villes ou dans les centres économiques; en Suisse dans les chefs-lieu de canton.



Sources: Centre pour la recherche économique européenne/recherches économiques Bâle SA

Résultats de l'enquête PISA, 2009

En % au-dessus de la moyenne de l'OCDE; 20 principaux pays



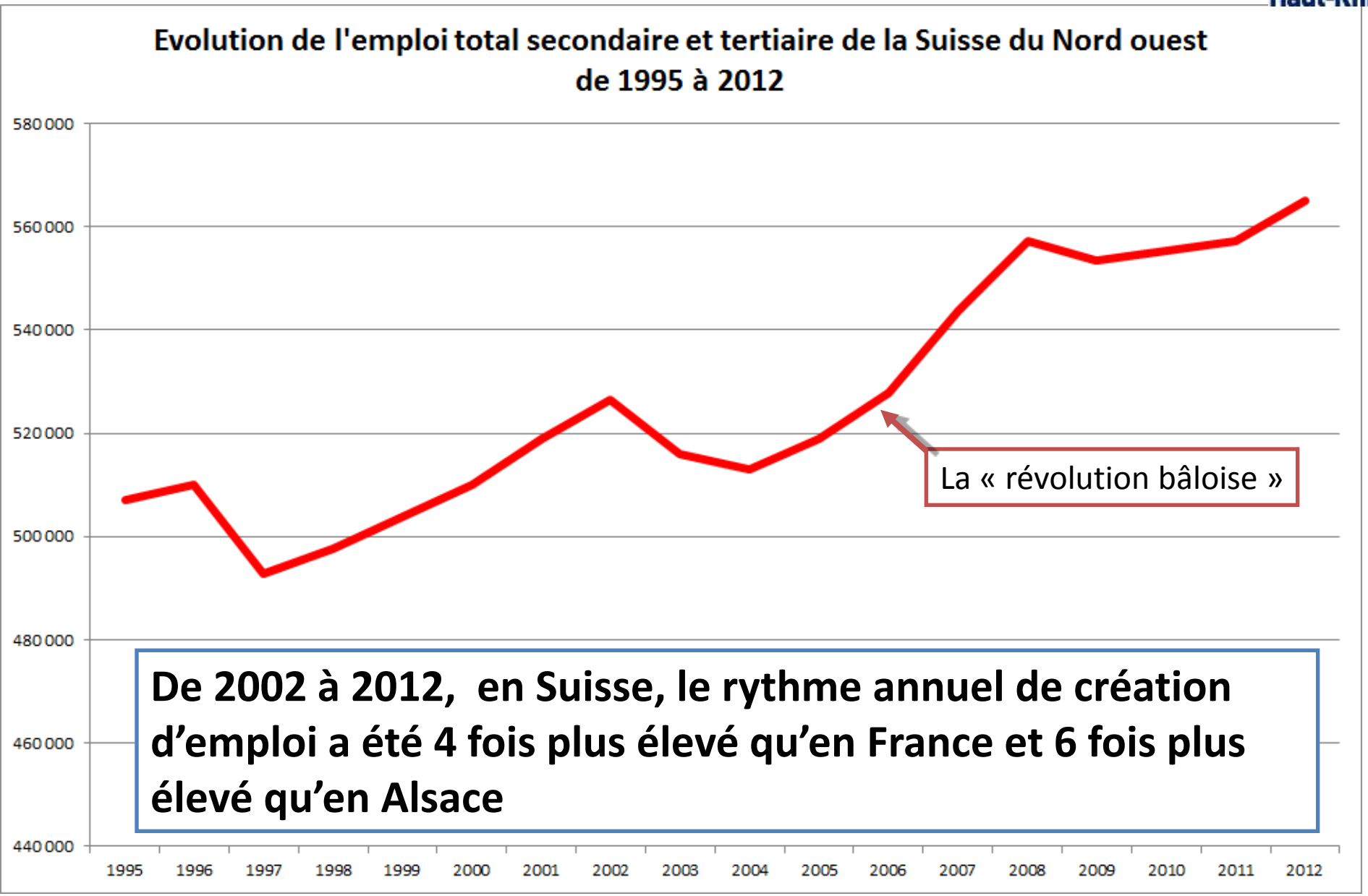
Source: OCDE

Conseil Général
Haut-Rhin

La révolution bâloise de 2006 - 2007 et ses effets

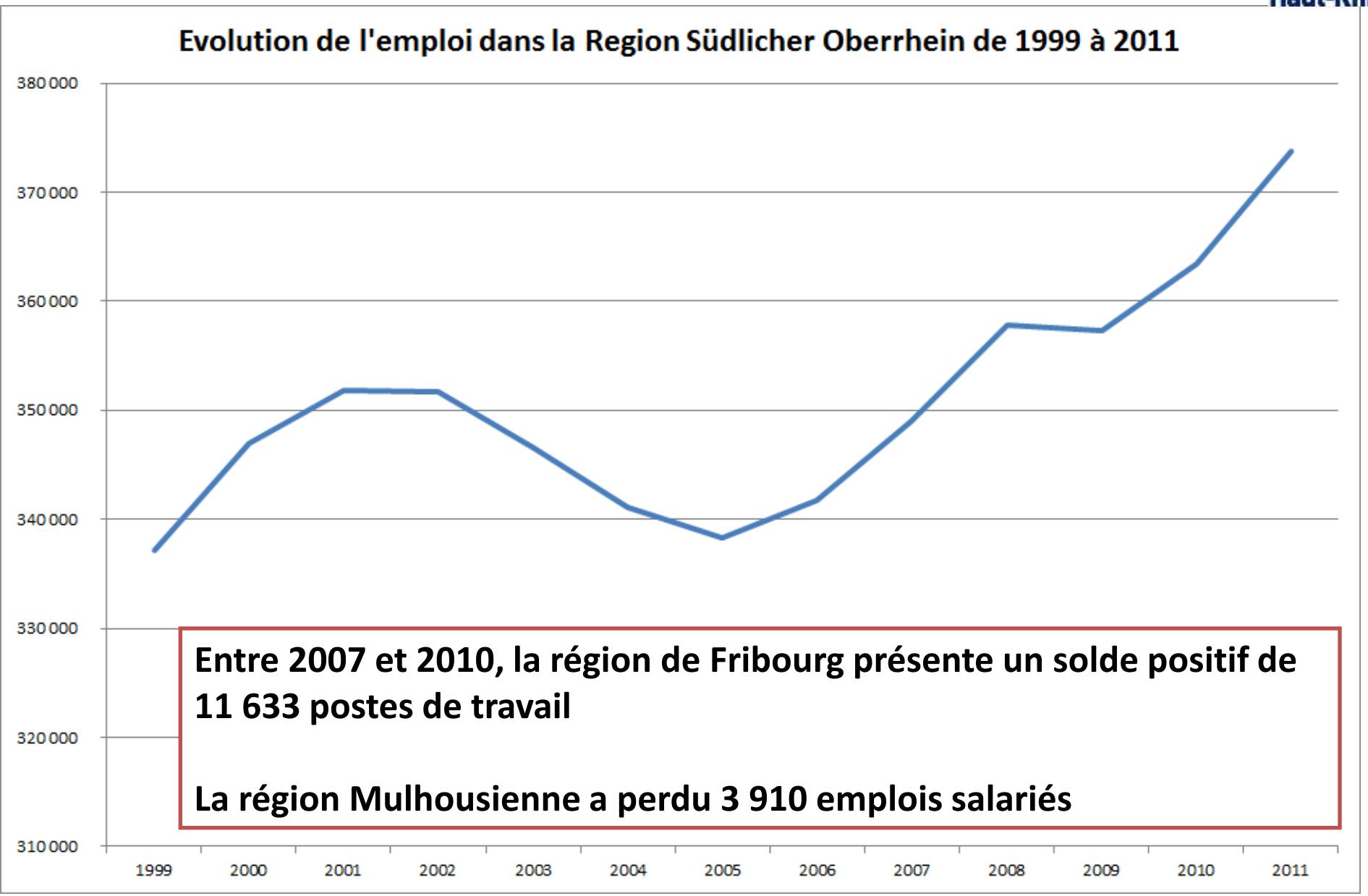
Le «Beschäftigungswunder» du Nord-Ouest de la Suisse

Conseil Général Haut-Rhin



De 2002 à 2012, en Suisse, le rythme annuel de création d'emploi a été 4 fois plus élevé qu'en France et 6 fois plus élevé qu'en Alsace

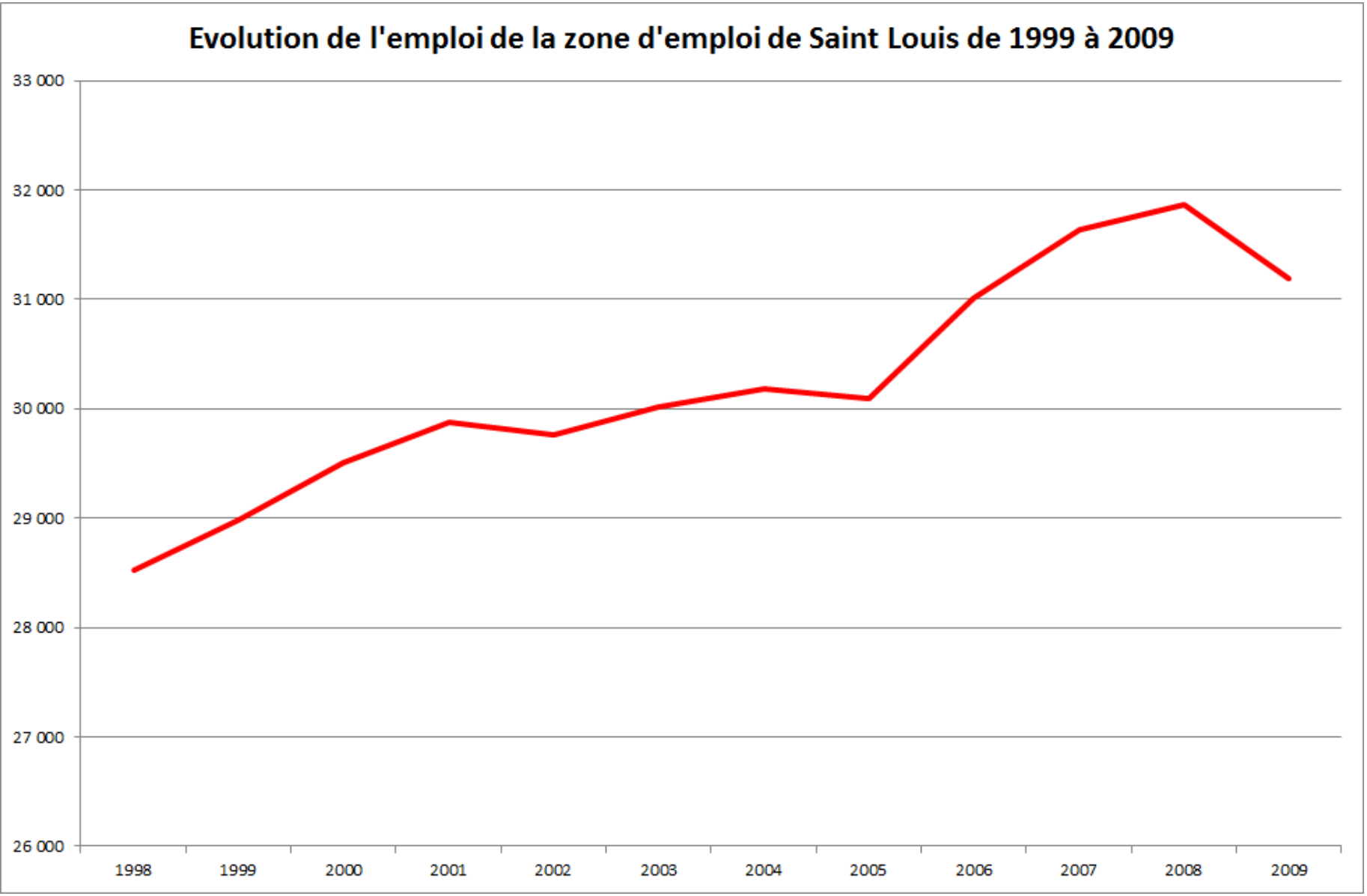
Conseil Général
Haut-Rhin



Entre 2007 et 2010, la région de Fribourg présente un solde positif de 11 633 postes de travail

La région Mulhousienne a perdu 3 910 emplois salariés

Mais, la croissance suisse a permis de limiter les difficultés du sud du Haut-Rhin



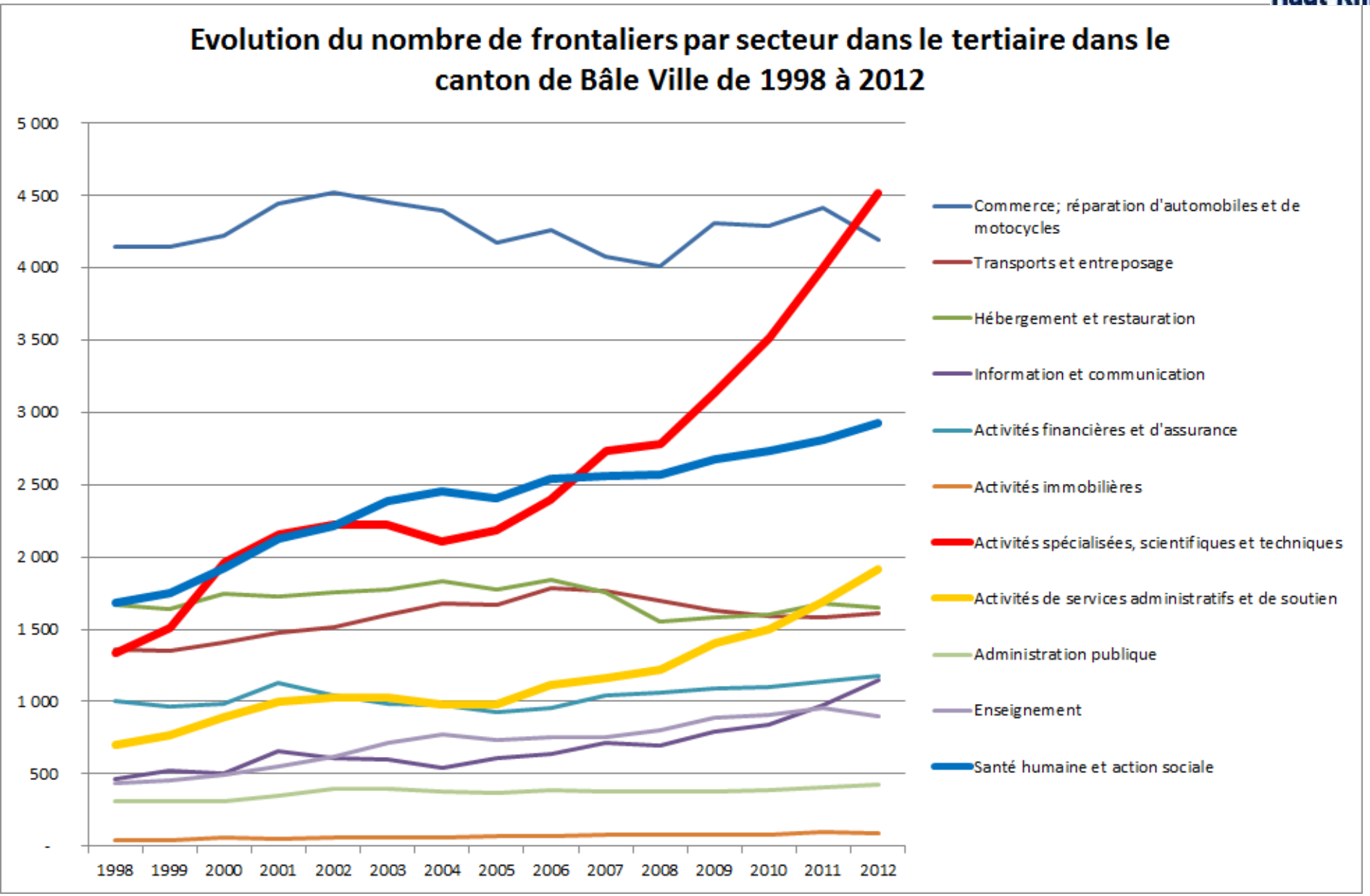
Conseil Général
Haut-Rhin

Un centre de salons
et de congrès de niveau mondial

Des projets ambitieux comme
la IBA ou Dreiland

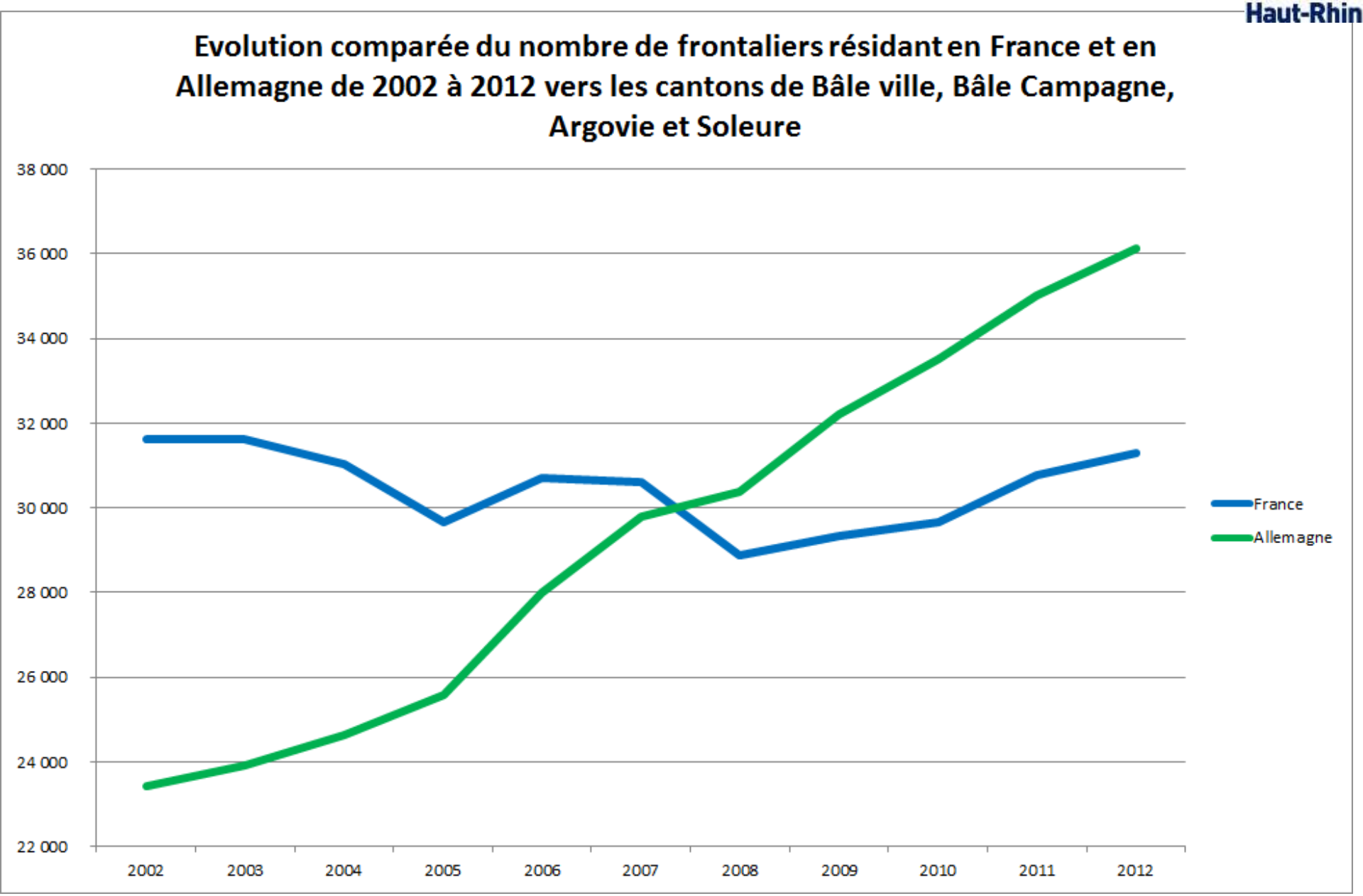
Egalement perceptible dans les secteurs occupés par les frontaliers

Conseil Général Haut-Rhin



Mais les alsaciens ne peuvent pas répondre à la mutation de cette demande

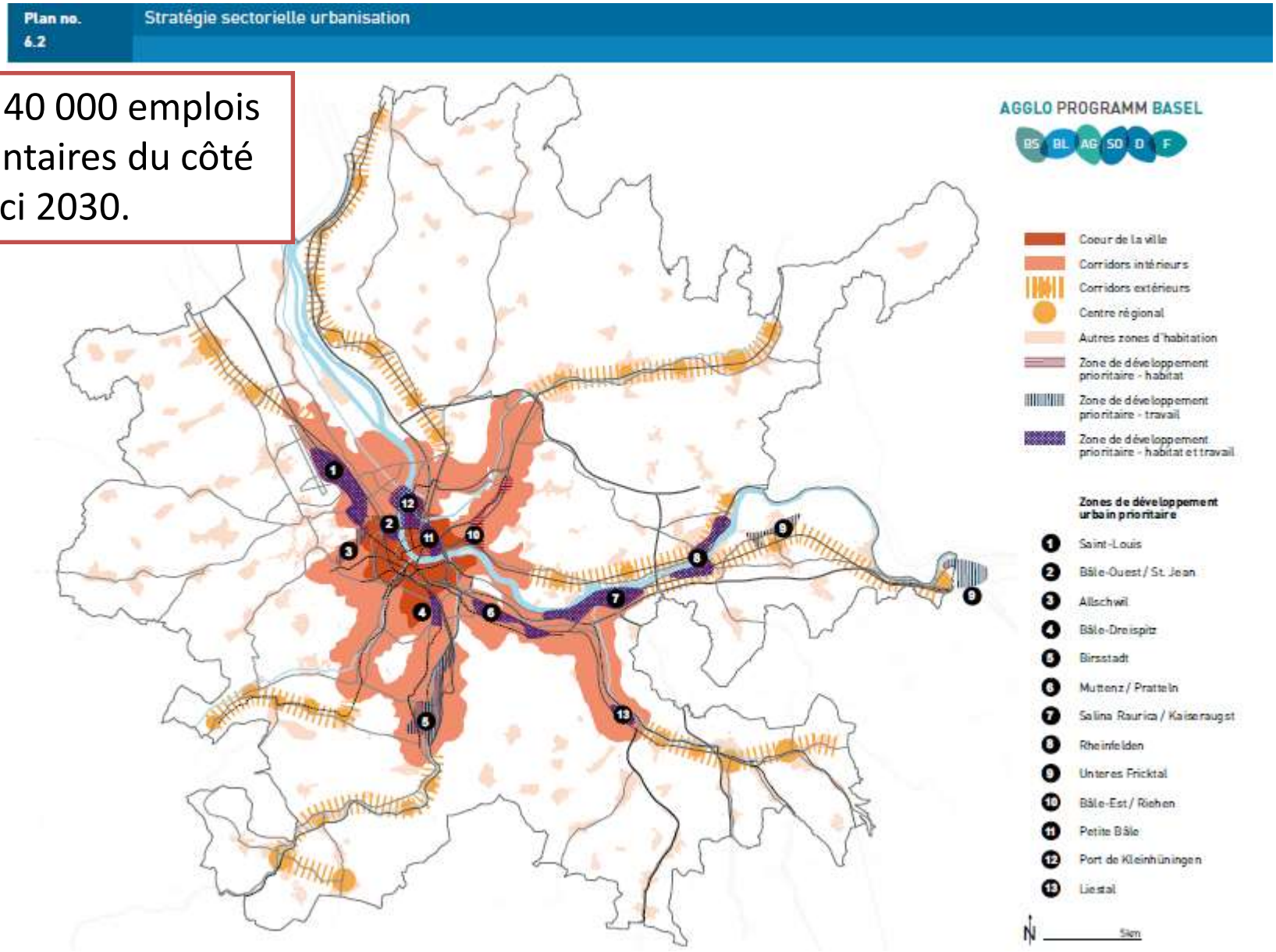
Conseil Général Haut-Rhin



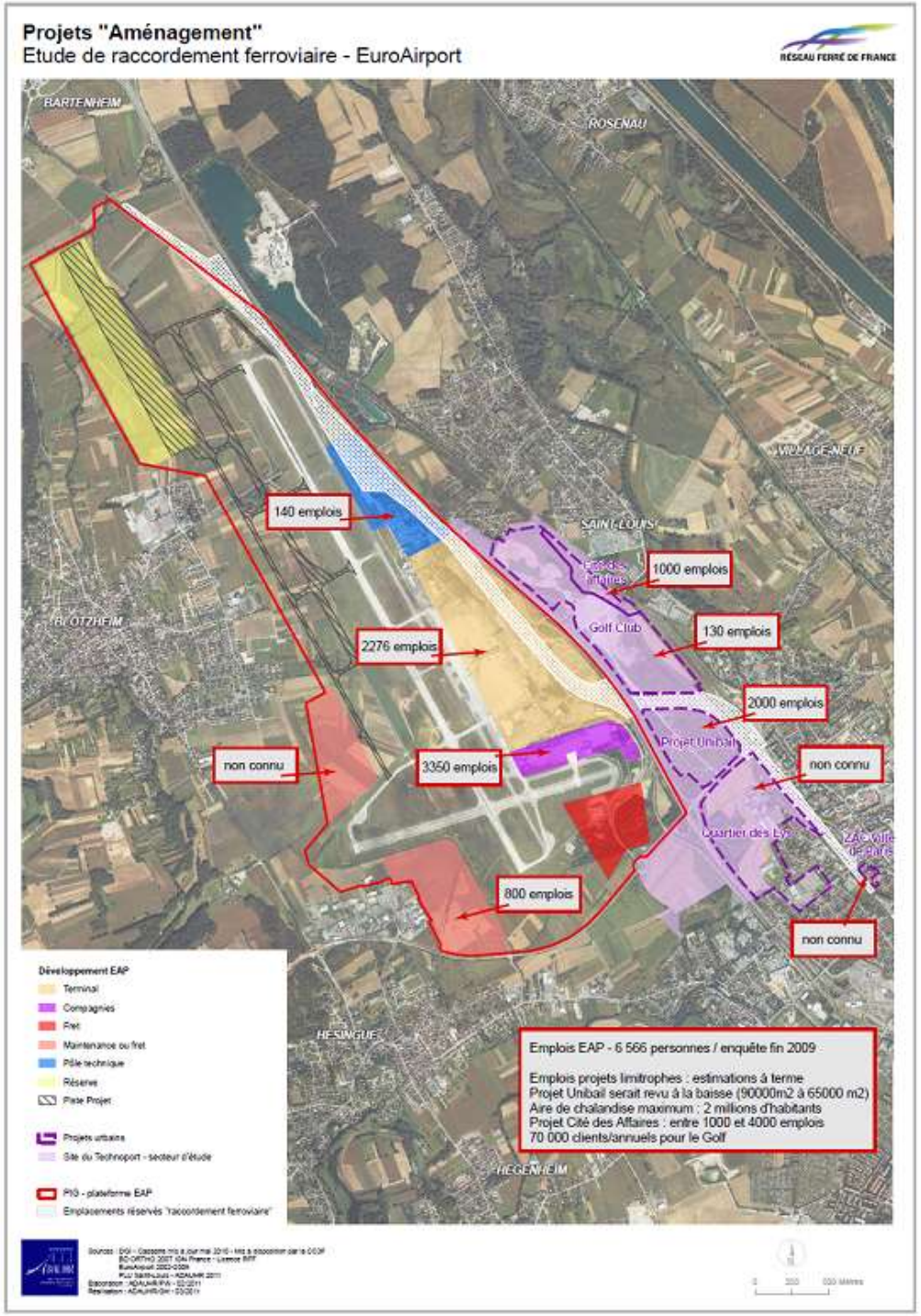
La partie française d'ETB, une zone de développement prioritaire dans l'agglomération bâloise

Conseil Général Haut-Rhin

Au moins 40 000 emplois supplémentaires du côté suisse, d'ici 2030.



Des grands projets d'aménagement



Conseil Général Haut-Rhin

De ces constats et des contacts pris avec les acteurs socio-économiques et politiques, aussi bien français, allemands que suisses, sont nées les propositions suivantes:

7 projets clés pour relever ces défis

Conseil Général Haut-Rhin

Projet clé N° 1

Zone économique européenne :
Expérimentation possible sur le site de L'EuroAirport de Bâle-Mulhouse

Conseil Général
Haut-Rhin

Projet clé N° 1

L'Alsace dispose d'une zone à statut spécial doté d'un très fort potentiel de développement

L'EuroAirport (EAP)

Toute prospection d'entreprise est aujourd'hui interrompue tant que les questions relatives au droit fiscal et au droit du travail ne seront pas réglées.

La conclusion des négociations est nécessaire et urgente pour permettre à l'EAP :

- **De concevoir un projet de développement industriel et tertiaire ;**
- **De concrétiser son important potentiel de développement économique ;**
- **De faciliter le projet du raccordement ferroviaire ;**
- **De renforcer l'attractivité de l'ensemble du territoire ;**
- **De développer son activité aéroportuaire et l'emploi qui lui est lié.**

Conseil Général
Haut-Rhin

Projet clé N° 1

Sur le modèle du statut de l'EAP qui a démontré son succès

Engager la création de zones d'activités à statut économique et social européen

Non pas une zone « franche », mais une ou plusieurs zones où le droit fiscal, le droit du travail sont identiques pour toutes les entreprises françaises, allemandes, suisses de façon à :

- **Reconquérir en Alsace une partie des conditions cadres du développement** pour permettre à la région de redevenir un lieu de production attractif ;

- Contribuer aux équilibres budgétaires des collectivités de tous les niveaux ;

- Supprimer la concurrence « sociale » entre les différents pays de l'Union ;

- Améliorer l'attractivité des régions frontalières ;

- Engager depuis la « base » la préfiguration de ce que pourrait être l'**Europe sociale ;**

- **Ensuite étendre ce nouveau statut à l'EAP.**

Conseil Général
Haut-Rhin

Une « **zone européenne** » **qui ne soit pas une zone « libre de taxes ou d'impôts »**

mais une zone qui **préfigure l'Europe économique, environnementale et surtout sociale de demain**

Cette zone constituerait, à travers :

- Son droit social ;
- Sa fiscalité sur les entreprises (y compris la fiscalité locale) ;
- Son droit de l'environnement ;
- La gestion de son accessibilité aux différents modes de transport ;
- Le droit de l'aménagement, etc ;

une synthèse de ce qui pourrait s'imaginer de mieux pour l'Europe de demain

- **Une zone attractive et séduisante sur le plan de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'accessibilité ;**
- **Une zone attractive pour les entreprises sur le plan social et juridique ;**
- **Une zone attractive pour les employés à travers un droit social équitable ;**
- **Une zone qui contribue aux macro-équilibres budgétaires de collectivités de tous les niveaux.**

Conseil Général
Haut-Rhin

Autres actions proposées en complément

Le deuxième volet de la reconquête des conditions cadres du développement concerne l'excellence ;

- **Du niveau de formation initiale et supérieure (Novatris, centre de compétence transfrontalières) ;**

- **De la qualité de la R & D (exploiter la mutation du marché de la recherche) ;**

- **Du multilinguisme de la population ….**

Pour passer de la société de la connaissance à la société de la création

Conseil Général
Haut-Rhin

L’enjeu macroéconomique résumé de la partie française d’ETB et au-delà du Haut-Rhin peut se résumer ainsi :

Mieux se connecter à l’économie rhénane dynamique en prenant le virage de la durabilité, de la créativité et de l’innovation pour reconquérir sa compétitivité et exporter ce modèle dans le reste de l’Alsace, la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin supérieur et la Métropole Rhin Rhône.

Conseil Général
Haut-Rhin

Projet clé N° 2

La transition énergétique transfrontalière

5 questions importantes :

- La sécurité de l'approvisionnement après d'importantes baisse de capacité de production

- La lutte contre les émissions de GES

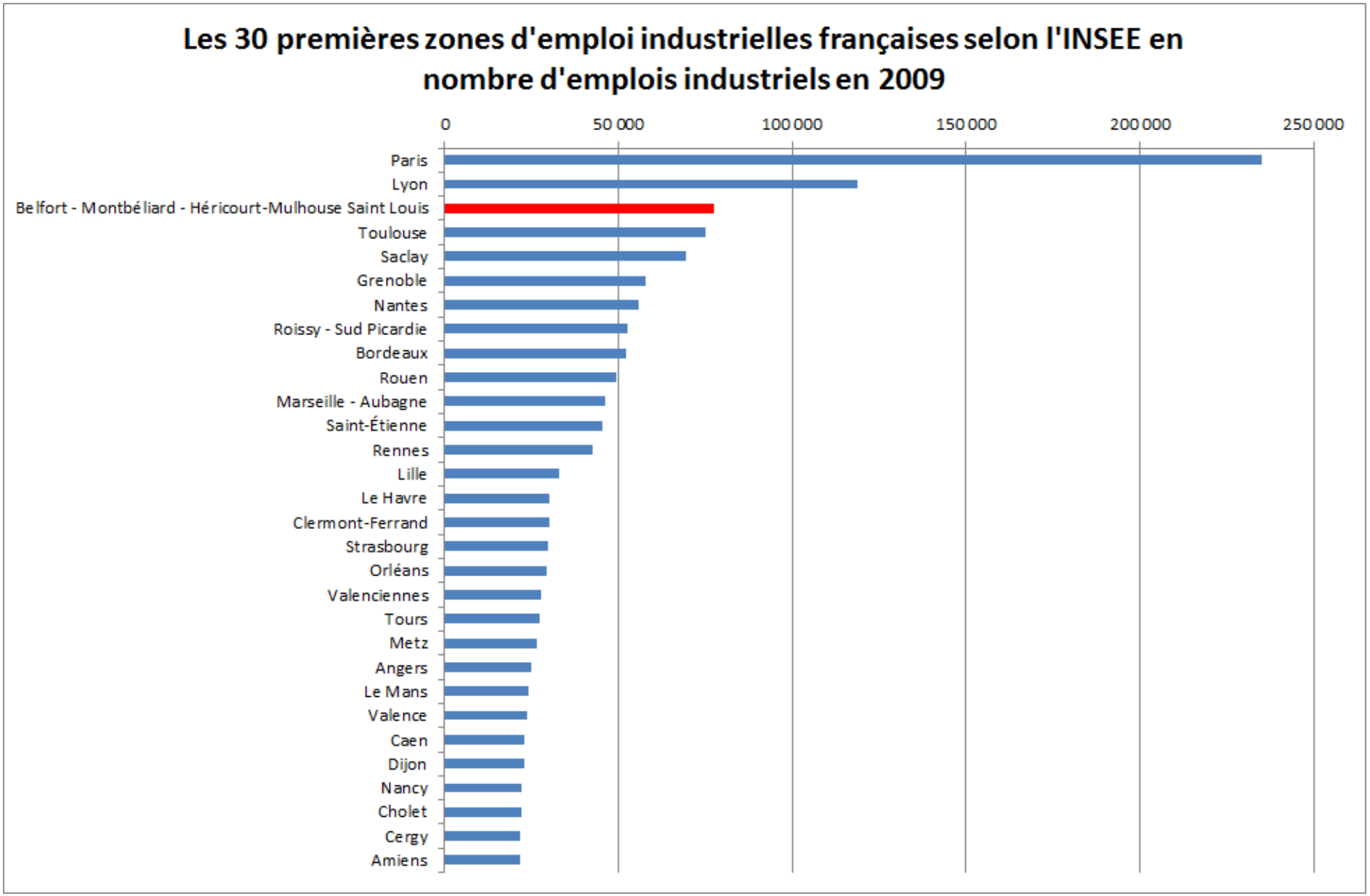
- Le maintien des coûts de l'électricité à un tarif compétitif

- La crise du marché de l'électricité européen liée aux énergies nouvelles, au gaz de schiste, au marché du CO2

- Et donc la gestion coordonnée de l'intégration des énergies nouvelles dans la gestion des réseaux électriques européens et frontaliers

Conseil Général Haut-Rhin

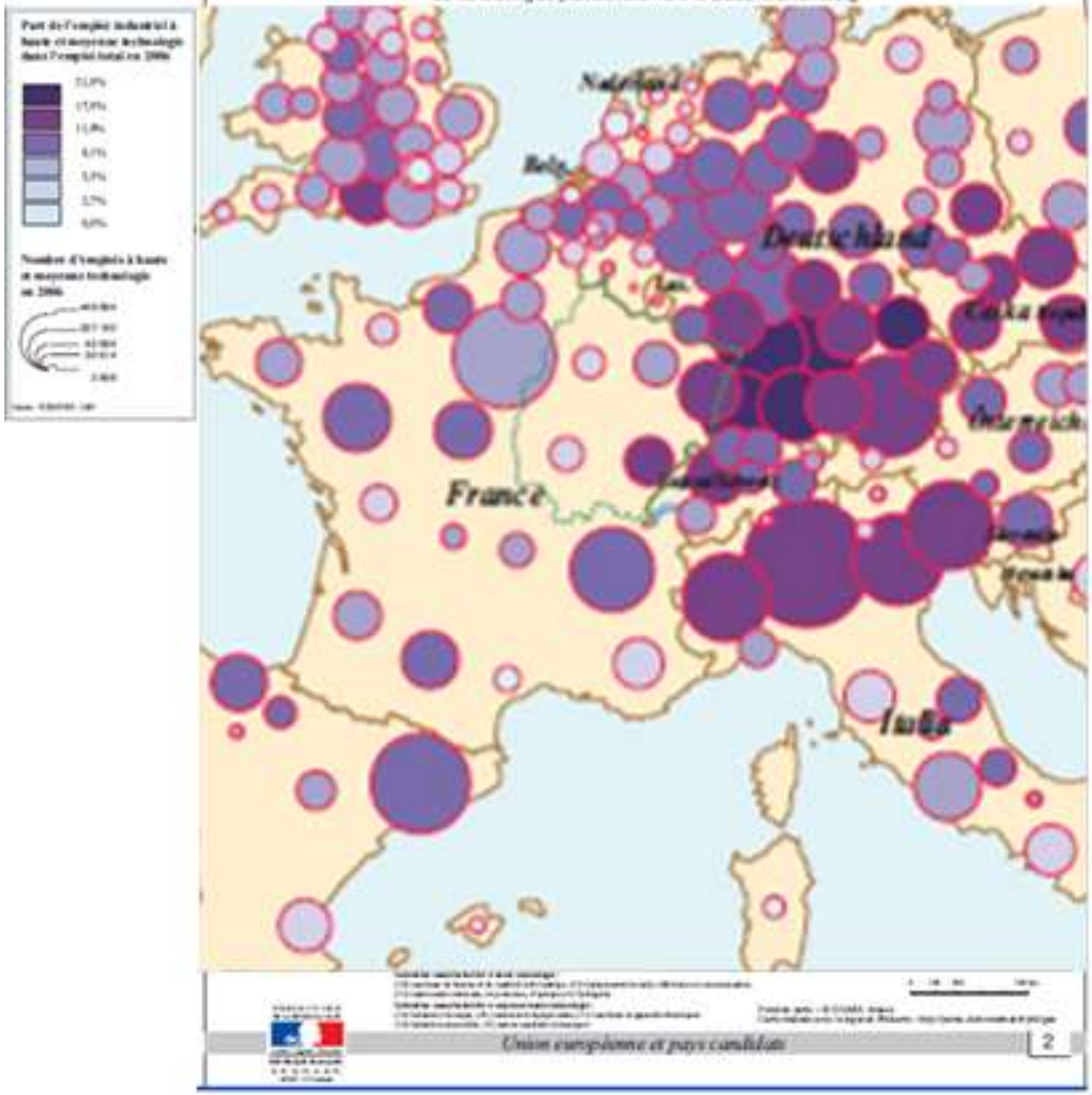
Une structure d'activités très sensible à la qualité de l'approvisionnement électrique qui doit être garanti pour ne pas fragiliser l'économie du territoire



Conseil Général
Haut-Rhin

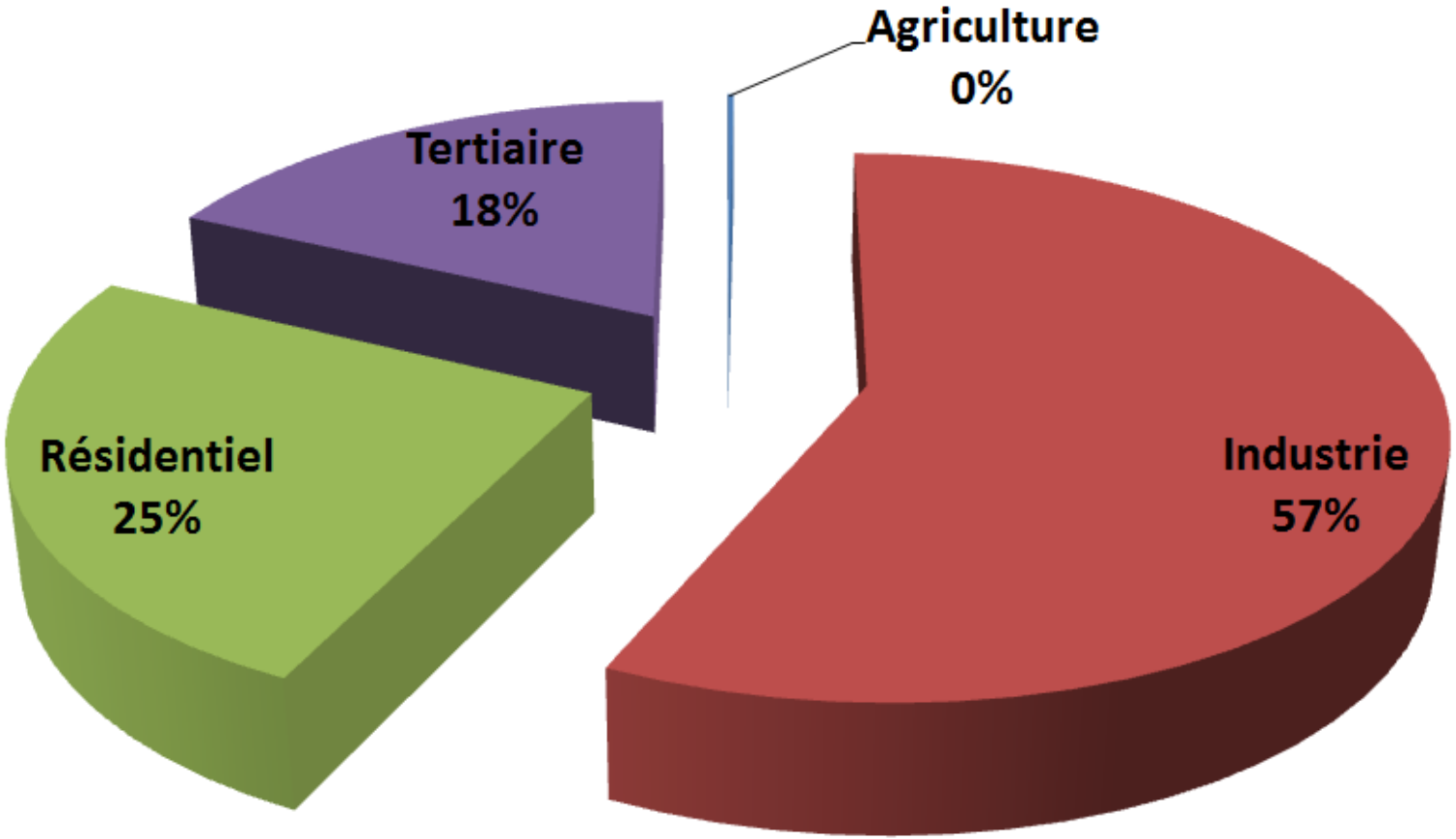
Industrie : Emplois à haute et moyenne haute technologie

La Franche-Comté, l'Alsace et la Lorraine au contact du cœur industriel de la mégalopole européenne où se distingue particulièrement le Bade-Wurtemberg



Conseil Général
Haut-Rhin

Répartition des consommations d'électricité par secteur dans le Haut-Rhin en 2004



Beznau (Argovie)

2 X 365 MW, mise en service en 1969 et 1971 ;
Fermeture envisagée en 2019 et 2022.

Mühleberg (Berne)

373 MW, mise en service en 1972 ; Fermeture envisagée à court terme.

Conseil Général
Haut-Rhin

Fessenheim
1 800 MW en 1978 arrêt prévu 2017

Philippsburg près de Karlsruhe

926 MW 1979 arrêtée en 2011 ;

1456 MW 1984 arrêt envisagé en 2025.

Conseil Général
Haut-Rhin

Neckarwestheim

840 MW, mise en service en 1976 arrêtée en 2011

1400 MW mise en service en 1989, arrêt prévu en 2036

Préparation de la transition énergétique, p. m. :

2 803 MW supprimés à court ou moyen terme dans l'une des régions les plus industrialisées d'Europe. (Fermeture progressive des centrales nucléaires).

Si la transition énergétique, la planification électrique de ce territoire n'est pas anticipée, cette région industrielle « sûre » sur le plan de l'approvisionnement électrique va être transformée en une région dépendante et fragile.

Maintien des tarifs de l'électricité à un coût compétitif

- Alors que les prix de gros de l'électricité ont fortement diminué (les prix français de l'électricité sur le marché J+1 étaient en moyenne de 70 €/MWh en 2008 et sont désormais de 42 €/MWh en 2013), les prix de détail pour les consommateurs résidentiels et tertiaires ont augmenté de 7% par an au sein de l'UE. Pour les consommateurs industriels, ils ont augmenté de 21 % entre 2008 et 2012.

- Cette hausse des prix de détail est principalement due aux coûts des dispositifs de soutien aux énergies renouvelables financés par des contributions et des taxes prélevées auprès du consommateur final.

- Les secteurs industriels perdent leur compétitivité, avec un risque important de localisation de nouvelles industries dans d’autres pays (aux États-Unis en particulier).

- Les consommateurs résidentiels sont confrontés à une plus grande précarité énergétique.

Lutte contre les émission de GES

Les émissions de GES sont en hausse dans certains pays : entre 2011 et 2012, elles ont augmenté d'environ 1,5 % en Allemagne alors que la consommation d'électricité a baissé de 4,6%

Conseil Général
Haut-Rhin

L'amélioration des interconnexions transfrontalières

L'ouverture des marchés et l'intégration massive des énergies renouvelables dans la production d'électricité rendent en effet l'exploitation du système électrique beaucoup plus complexe et requièrent une coordination accrue des réseaux électriques européens ce qui met les régions frontalières aux premières « loges » de cette mutation.

La limitation des interconnexions entre la France et l'Allemagne.
Le prix du marché de gros a été identique en France et en Allemagne pendant 67 % du temps en 2011 et 64 % en 2012. Selon la bourse EPEX Spot, au cours du premier semestre 2013, les prix à un jour sont restés les mêmes pendant seulement 42 % du temps. **Ces chiffres pointent une limitation des interconnexions entre la France et l'Allemagne.**

In fine, il s’agit d’optimiser une équation à 7 variables dans 3 régions frontalières appartenant à 3 pays :

Conseil Général Haut-Rhin

- La minimisation des coûts d’approvisionnement, pour les ménages comme pour les entreprises

- La sécurité de l’approvisionnement,

- Le respect des politiques énergétiques

- Le respect des politique de l’environnement,

- la maximisation de l’emploi

- L’optimisation des ressources fiscales liées à la production,

- Une distribution et une consommation « intelligente »….qui tienne compte de l’apparition de nouvelles consommations modulables et intelligentes (voiture électrique, smarts grids)…..**Il faut donc mener une prospective des productions, des transports, des consommations d’électricité transfrontalière.**

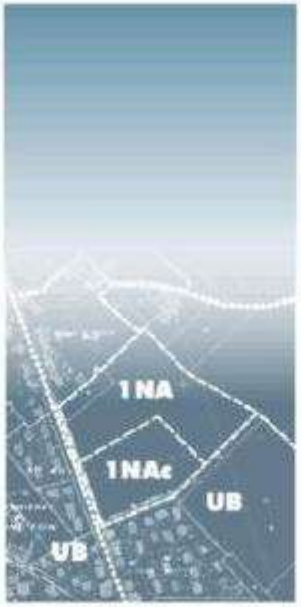
Défis et potentiel du développement économique transfrontalier

Aurélien BISCAUT – FR/BE/LU

Directeur de l'Agence d'urbanisme et de développement durable Lorraine Nord

AGAPE

Agence d'urbanisme
et de développement durable
Lorraine Nord

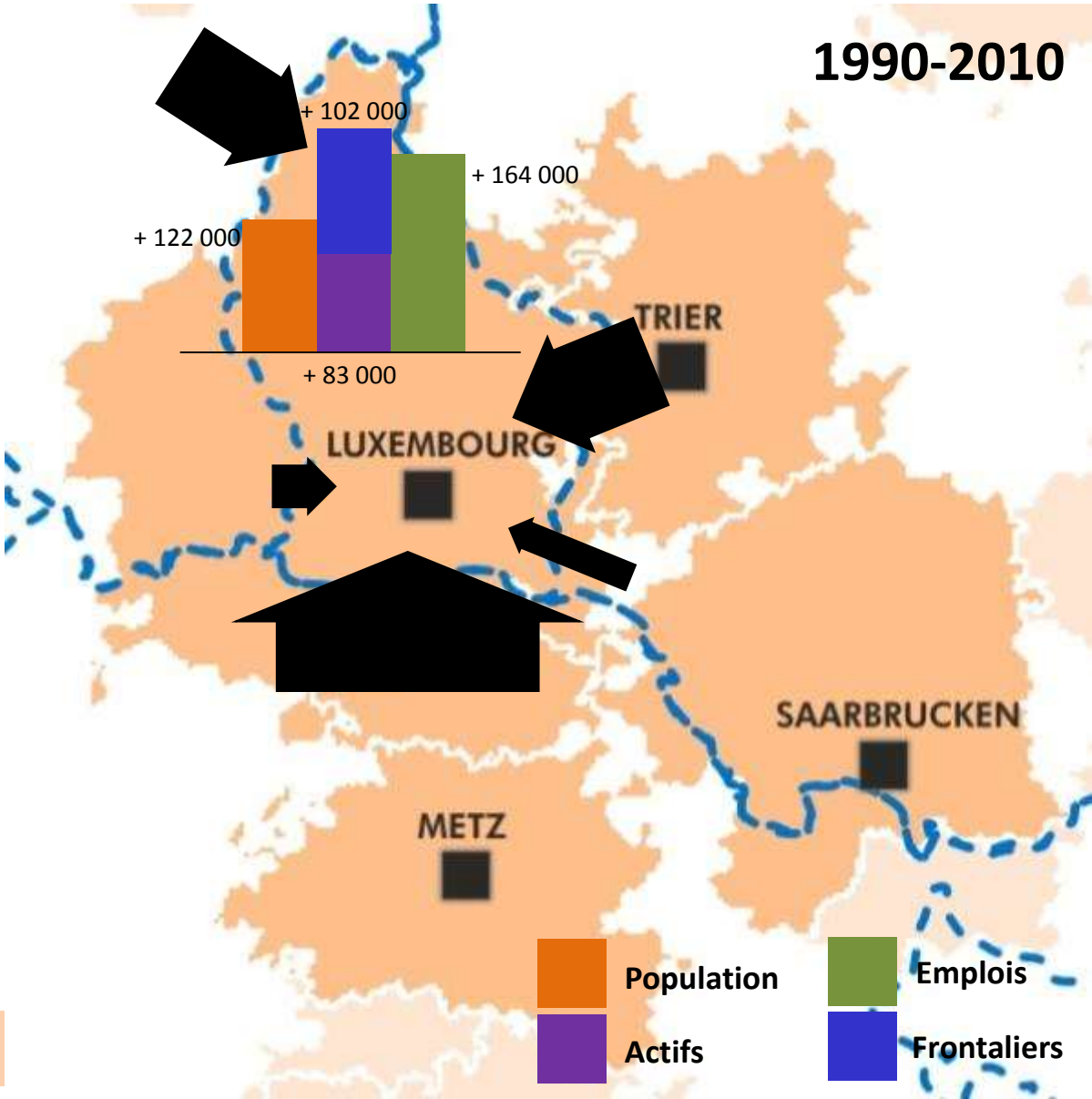


Lorraine Nord : défis et perspectives pour une croissance intelligente, durable et inclusive transfrontalière

Paris – 15 avril 2014

Luxembourg et frontaliers, une dépendance mutuelle…

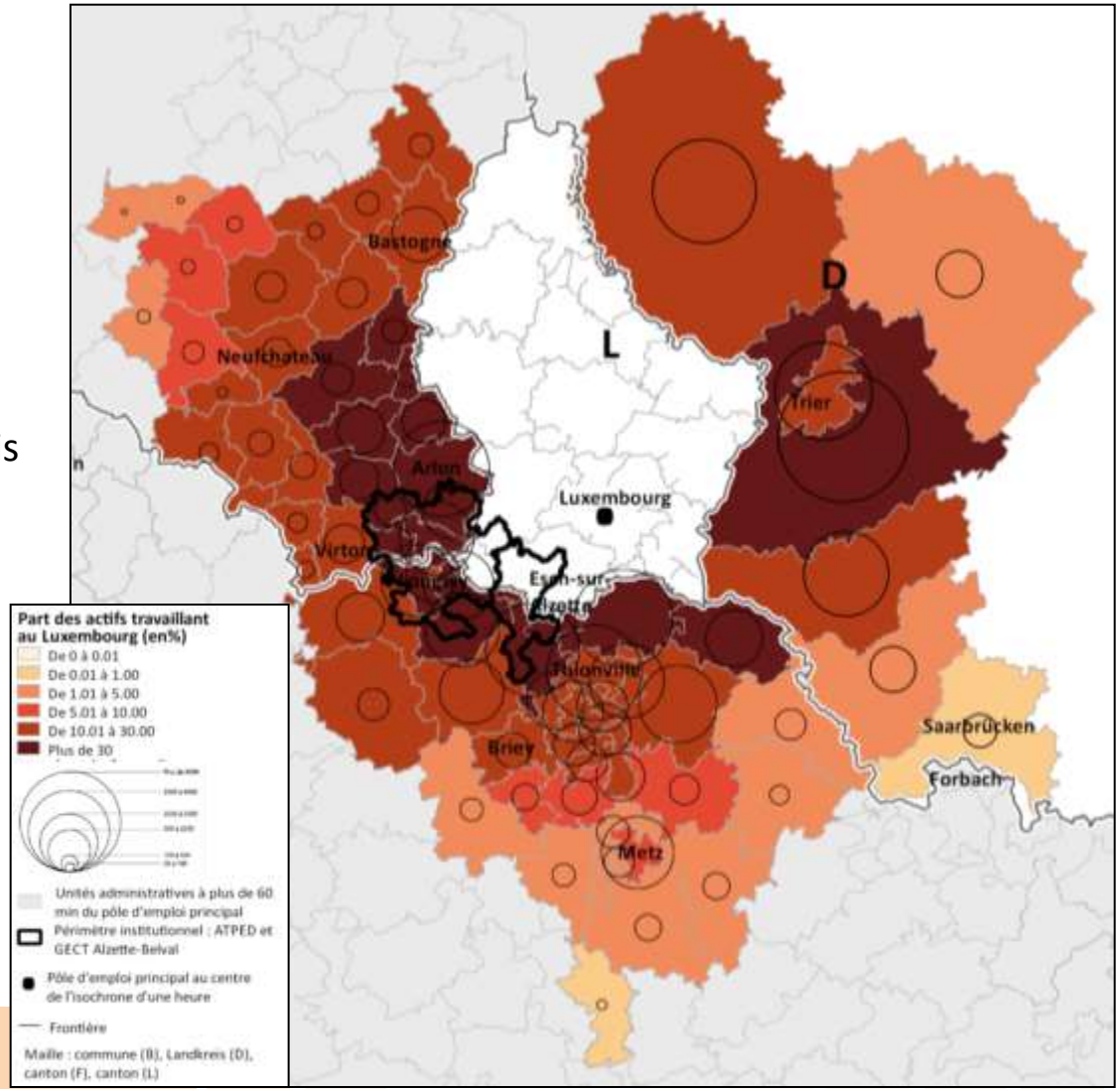
- Un moteur économique :
  - Emplois x2 en 20 ans
  - 25% de la croissance des emplois en Gde-Région (pour 4% des emplois)
- Une dynamique démographique interne qui ne suffit pas aux besoins économiques
  - Actifs +40% en 20 ans
- Une main-d'œuvre supplémentaire dans les pays voisins comme « **variable d'ajustement** »
  - Frontaliers x3 en 20 ans



Luxembourg et frontaliers, une dépendance mutuelle…

- Des flux qui ne s'arrêtent pas
  - +20 000 frontaliers depuis 2007
- Un territoire dépendant de la main-d'œuvre étrangère
  - Les résidents luxembourgeois = 5% des emplois créés en 20 ans
  - Les frontaliers = 60% des emplois créés en 20 ans
- La hausse du chômage au Luxembourg est liée aux résidents, pas aux frontaliers
  - + 7300 chômeurs depuis 2007 (+75%)

Flux de travailleurs frontaliers à destination du Luxembourg en 2009



...générant un développement socio-démographique transfrontalier

La question de la croissance inclusive

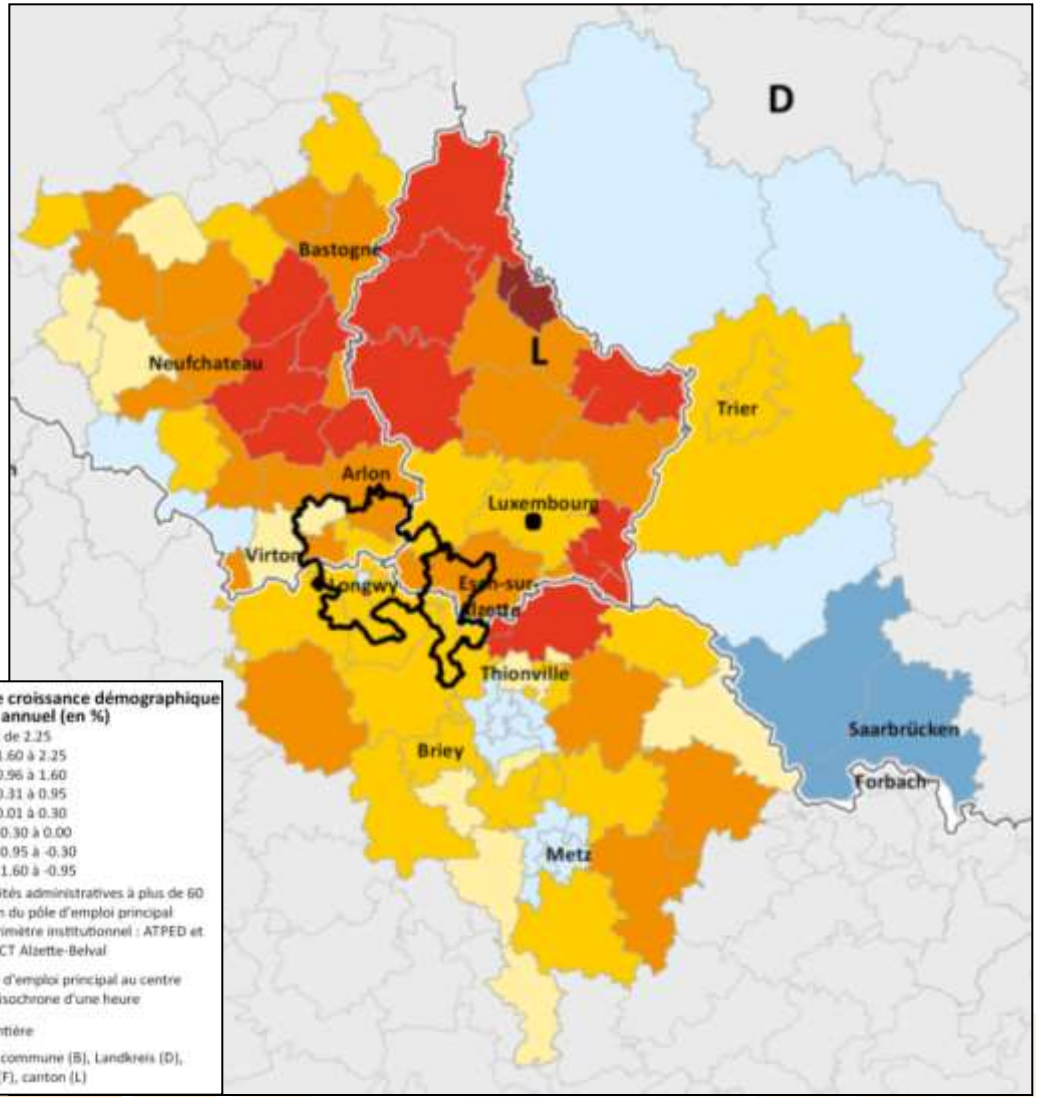
- Luxembourg + 30 km :
  - 15% de la population de la Grande Région
  - **Mais 65% de la croissance** démographique de la Grande Région des 10 dernières années

- Dans les faits, en 10 ans :
  - Wallonie = +5%
  - **Sud wallon = +9%**

  - Lorraine = +2%
  - **Nord lorrain = +5%**

  - Rh.-P + Sarre = -1%
  - **Région de Trèves = +4%**

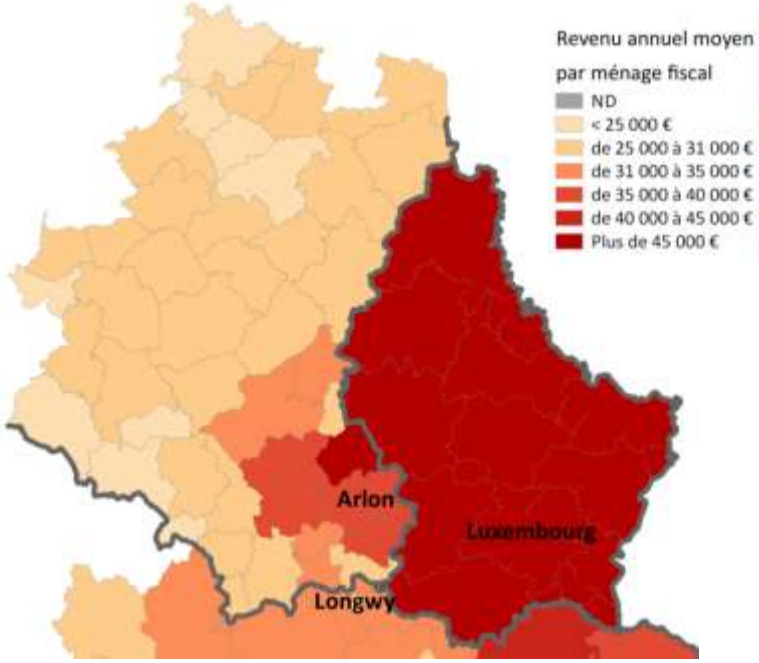
Evolution de la population entre 1999 et 2007

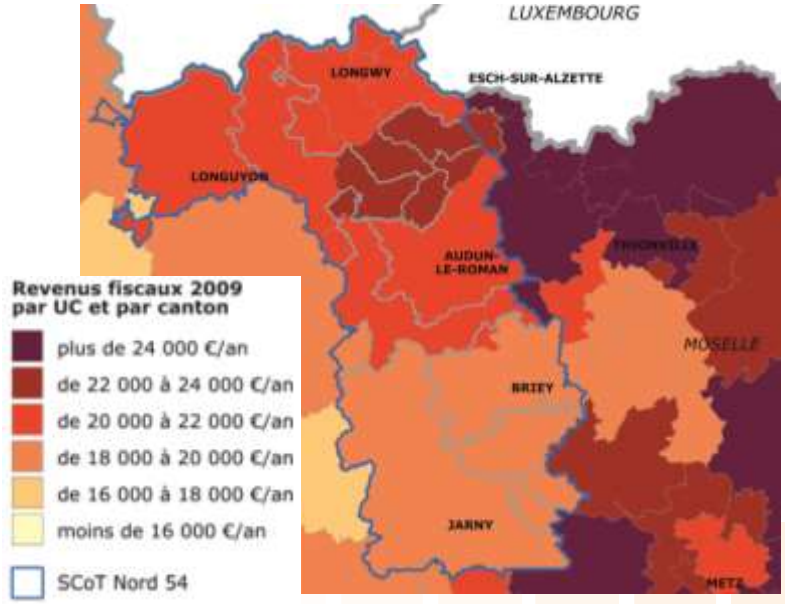


...générant un développement socio-démographique transfrontalier

La question de la croissance inclusive

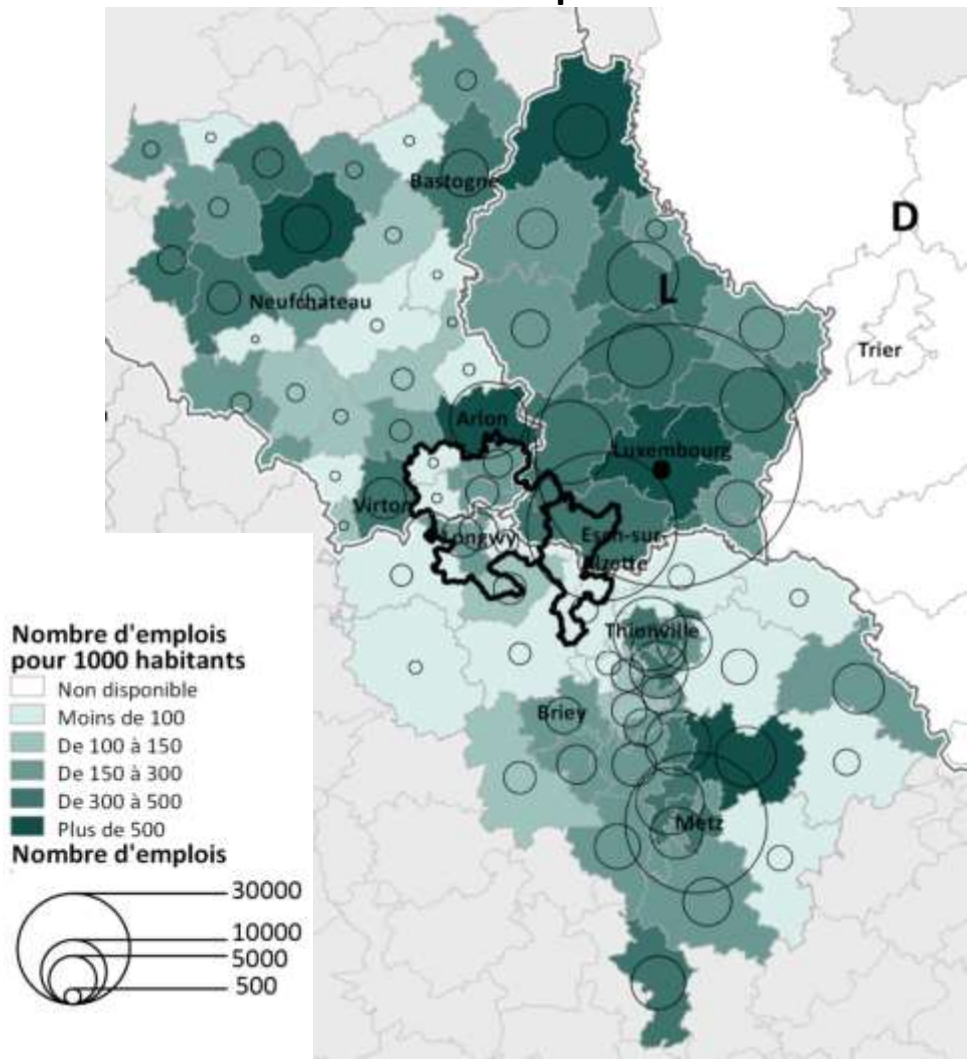
- Un potentiel de développement pour l'économie résidentielle
- Le travail frontalier génère une amélioration des revenus « moyens » lorrains et wallons le long de la frontière
- Mais crée des disparités (les « non » frontaliers)
- **Une croissance inclusive ou exclusive ?**



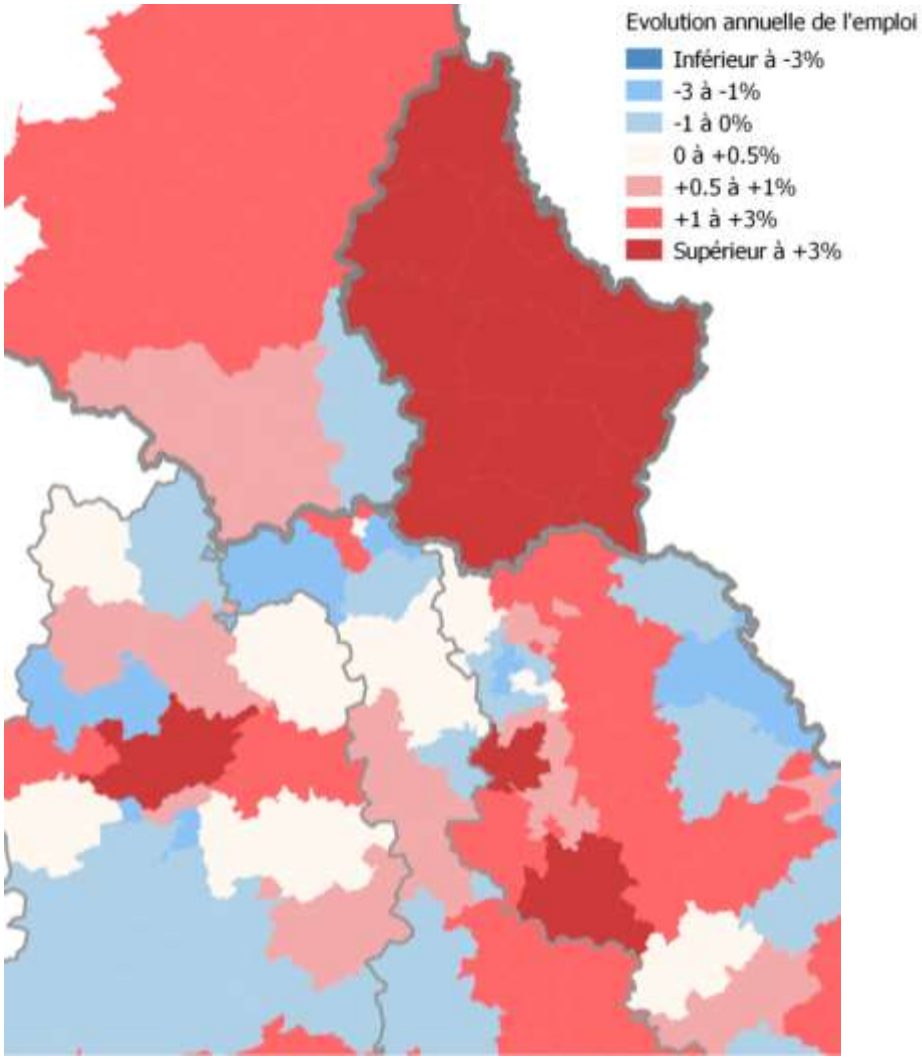


Mais quid du développement économique transfrontalier ?

Densité d'emploi 2007



Evolution annuelle de l'emploi 1999-2010



Mais quid du développement économique transfrontalier ?

- Une fiscalité avantageuse pour les entreprises faisant le choix d'une implantation au Luxembourg plutôt qu'en France :
  - Un coût inférieur de 25% pour l'entreprise ;
  - Une rémunération versée au salarié supérieure de 12%.

Etude PWC 2007	France	Luxembourg	Rapport Fr/Lux.
Coût pour l'entreprise	**164 969**	**131 701**	**125%**
Charges sociales (employeur)	48 569	15 301	317%
Salaire brut	**116 400**	**116 400**	
Charges sociales (salarié)	26 746	14 909	179%
Impôt sur le revenu	3 423	3 559	96%
Revenu net	**86 230**	**97 932**	**88%**

- Une situation clairement défavorable aux territoires frontaliers français, fragilisés par un déséquilibre de plus en plus marqué entre économie productive et économie résidentielle

Mais quid du développement économique transfrontalier ?
La question de la croissance durable

Où est l'économie industrielle ?

Emplois dans l'industrie	1999	2008 (LU) 2010 (FR)	Solde	Evo. annuelle (%)
Luxembourg	36 400	37 500	+1 100	+0,3
Lorraine Nord	49 300	42 200	-7 100	-1,4
Lorraine	182 000	143 600	-38 400	-2,1

- Un dynamisme luxembourgeois qui « se diffuse » ?
  - La Lorraine Nord semble détruire moins d'emplois industriels que la Lorraine
  - Mais hors Metz, une situation comparable à la Lorraine

- Un obstacle à l'analyse : la difficulté d'observer ces effets sur l'ensemble des frontières du Luxembourg (quid de la Belgique et de l'Allemagne ?)

Mais quid du développement économique transfrontalier ?
La question de la croissance intelligente

Où sont les emplois très qualifiés ?

Economie de la connaissance (secteur marchand)	2005 (LU) 2006 (FR)	2008 (LU) 2010 (FR)	En % de l'emploi total	Evo. annuelle (%)
Luxembourg	95 600	109 400	30%	+4,5
Lorraine Nord	23 200	26 500	10%	+3,5
Lorraine	70 400	79 500	9%	+3,0

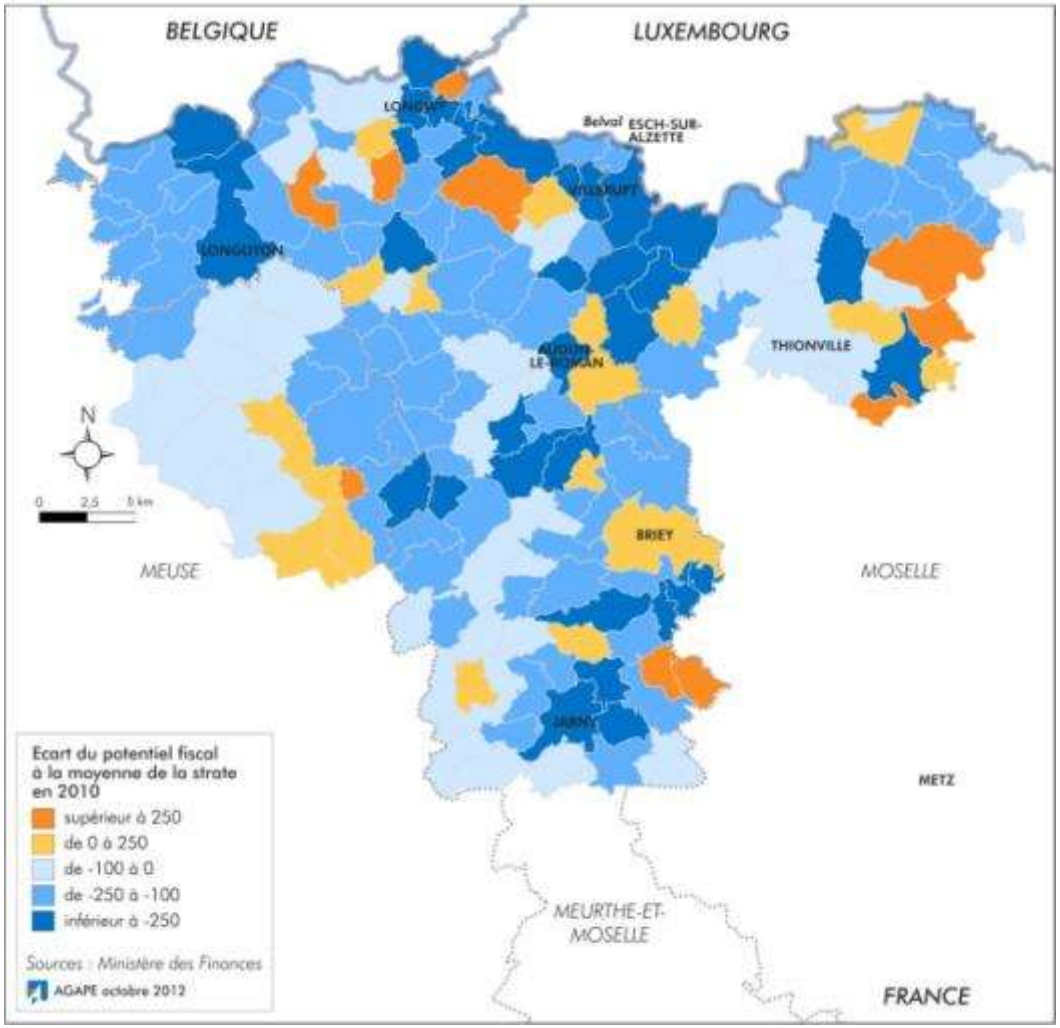
- **Une économie luxembourgeoise tournée vers l'économie de la connaissance (stratégie de Lisbonne)**
- **En Lorraine, l'économie de la connaissance représente à peine 10% des emplois**
- **En Lorraine Nord :**
  - Des résultats un peu meilleurs que la Lorraine : une diffusion de la dynamique luxembourgeoise ?

Mais quid du développement économique transfrontalier ?
La question de la croissance inclusive

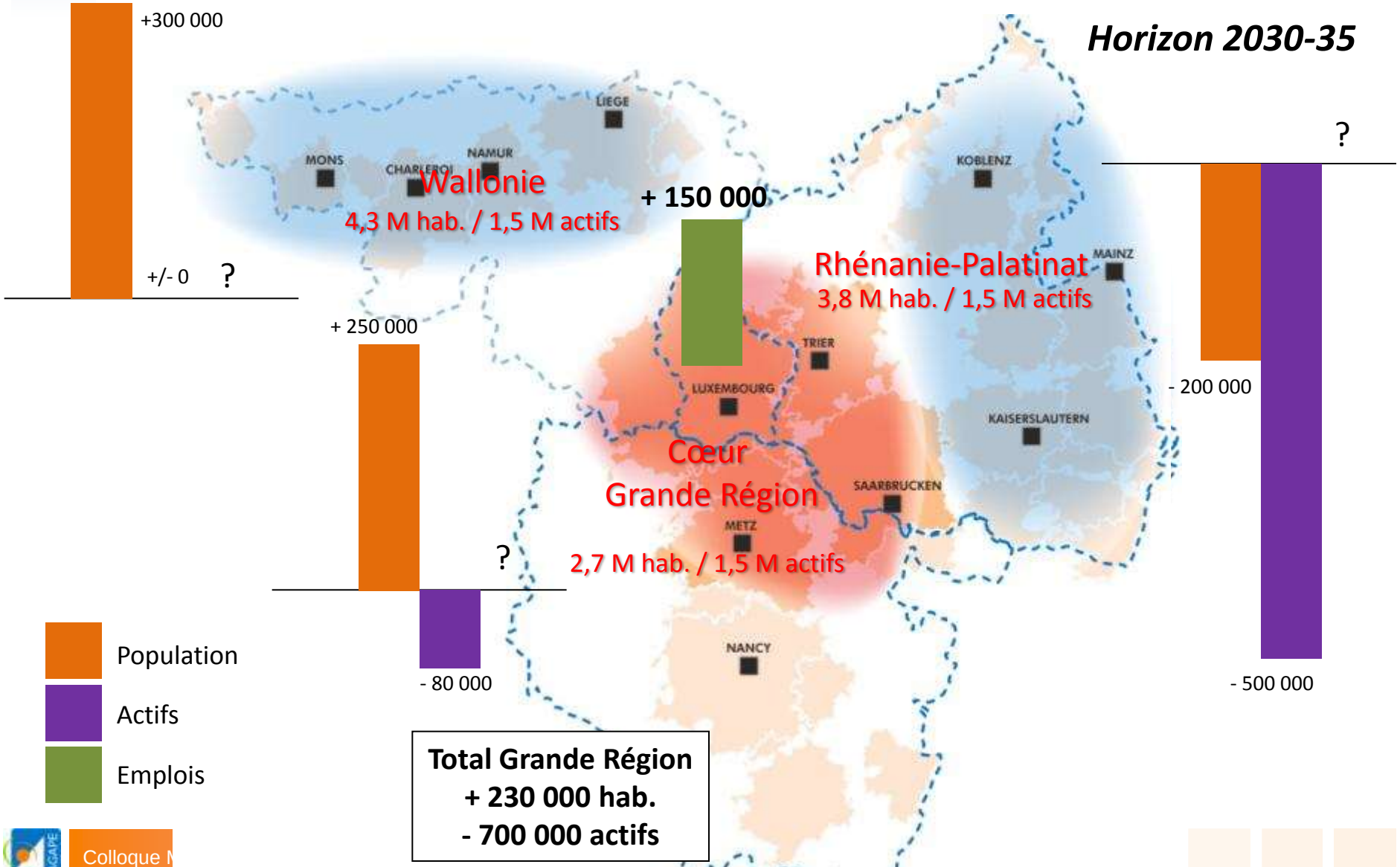
Où sont les moyens des collectivités locales ?

- Les collectivités ne perçoivent pas de recettes fiscales sur les emplois frontaliers…
- … mais doivent répondre aux besoins des populations résidentes
- 1 frontalier = une perte de 1500€ pour la commune…
- … mais un excédent de 9000€ pour le système santé-retraite luxembourgeois
- **Une nécessaire solidarité transfrontalière pour passer d'une croissance exclusive à une croissance inclusive ?**

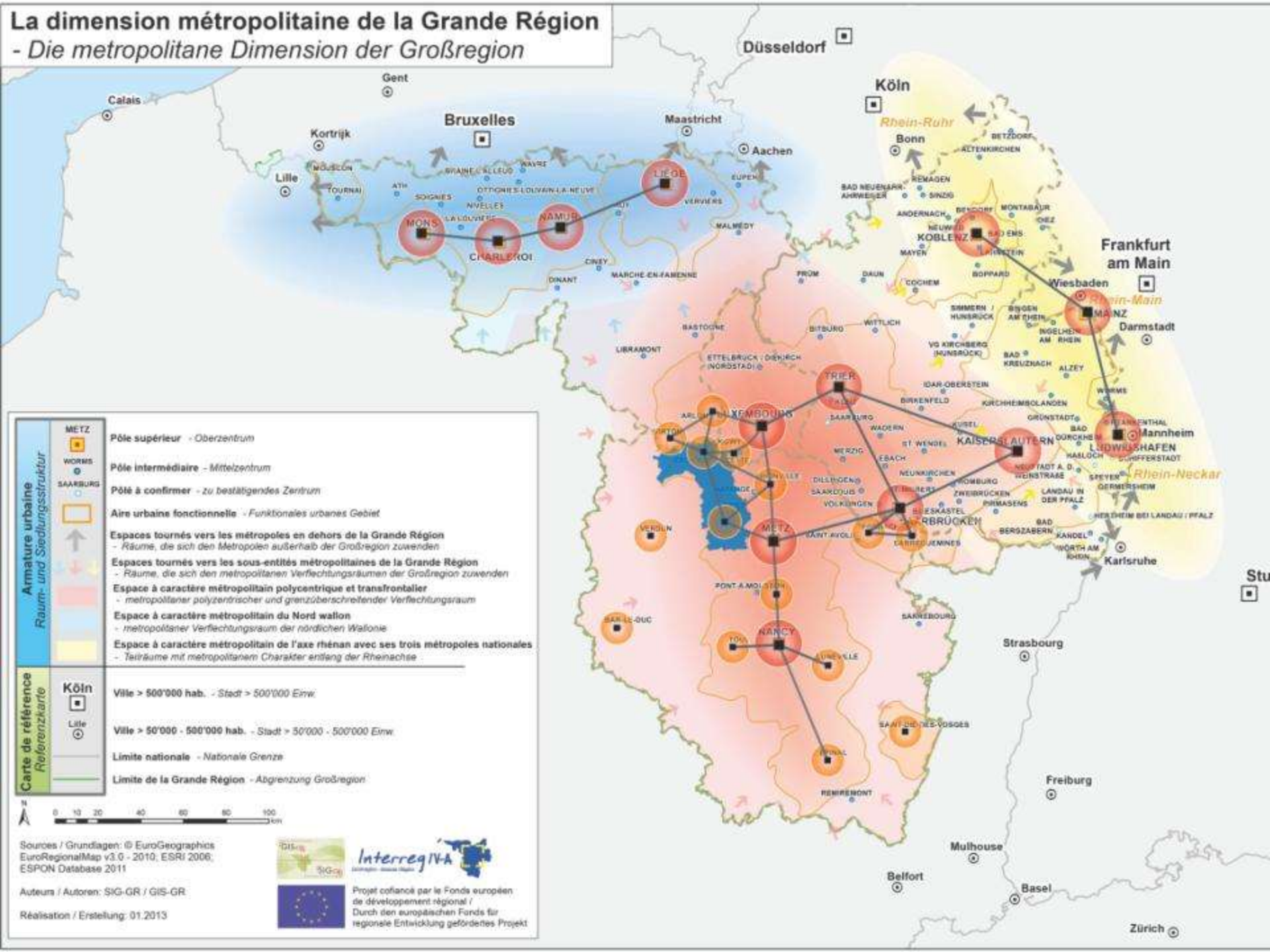
Richesse fiscale des communes en 2010



Demain, une nécessaire gouvernance… économique transfrontalière ?



La dimension métropolitaine de la Grande Région
- *Die metropolitane Dimension der Großregion*



Défis et potentiel du développement économique transfrontalier

Florian NEMETI – CH/FR

Directeur de la Chambre Neuchâteloise du Commerce et de l'Industrie

Chambre neuchâteloise du
commerce et de l'industrie

Relations interentreprises Arc jurassien franco-suisse

Une réalité à géométrie variable

Conférence Développement économique intégré des territoire transfrontaliers - Paris, 15 avril 2014

Message

Les relations entre entreprises dans l'Arc jurassien franco-suisse:

1. Priorité pour le co-développement économique
2. Contexte a priori très favorable
3. Potentiel insuffisamment exploité
4. Diagnostic
5. Pistes de progression

Priorité Interreg IV

Coopération sur des thématiques centrales

- Innovation / créativité
- Formation
- Flux de main-d'œuvre
- Logistique
- Dév. durable

Un contexte a priori favorable…

Proximité identitaire

- Langue
- Environnement socio-économique
- Culture technique et industrielle

Pour Neuchâtel, plus de proximité qu'avec la Suisse alémanique !

Un contexte a priori favorable…

Paysages économiques similaires

- Importance de l'industrie
- Dominance horlogerie / micro & précision
- Tissu PME/PMI très spécialisé
- Dépendance envers donneurs d'ordres
- Technique > marketing !

Un contexte a priori favorable…

Complémentarités

- Technologiques / position dans la filière
- Composants et savoir-faire -> solutions
- Accès au marché UE
- Pratique des grands donneurs d'ordre
- Expérience des marchés d'export

…mais des résultats mitigés

Efforts importants de mise en relation, peu de:

- Partenariats stratégiques
- Echanges commerciaux
  - hormis horlogerie / automobile
- Transfert de technologie
- Formations communes

Prédominance des flux de main-d'œuvre !

Potentiel sous-exploité

Relations interentreprises - faible intensité

- Absence de prospective commune
  - Solutions / marchés innovantes
  - Supply chain
  - Relève et succession
- Hermétisme des réseaux commerciaux et d'innovation
- Rares cas de bi-localisation

Exemples de réussite

LEA

- Projets communs en MT

Minnovarc

- Think tank
- Ateliers
- Communauté d'échange

Les entreprises y participent

Liens avec la recherche

Des logiques et des réseaux nationaux

- Prédominance des relations interpersonnelles
- Canaux de financement séparés
- Orientation R&D et incitations divergentes
- Réseaux CH et F cloisonnés

Bilocalisation: un atout relatif

Exemple du SAV, en part. horloger

- Suppression des coûts douaniers intracomm.
- Maîtrise de 2 systèmes (admin, fiscalité)

Conditions cadres asymétriques

L'effet d'aspirateur de la Suisse !

- Coûts salariaux et immobiliers
- Accès au marché intracommunautaire
- Flexibilité temps de travail / partenariat social
- Impôts et taxes
- Swiss Made
- Ouverture internationale
- Attractivité pour les investisseurs

Main d'œuvre: flux tendus !

10'000 frontaliers sur NE

- Suisse
  - fort dév. industriel
  - tensions sur marché du travail
  - problème des flux quotidiens
- France
  - assèchement du recrutement côté FR
  - problème d'attractivité et de compétitivité

Diagnostic de la MOT

Coopération cloisonnée et peu lisible

- Forte méconnaissance réciproque
- Manque de vision d'ensemble
- Dynamique transfrontalière
  - Peu lisible
  - Sans notoriété extérieure
- Cloisonnement des acteurs

Diagnostic de la MOT

Décalage politico-institutionnel

- Constellation politique
  - 1 région // 4 cantons
  - manque de convergence d'intérêts
- Fragmentation des acteurs en soutien
  - nature / missions / moyens très différents

Diagnostic de la MOT

Coopération cloisonnée et peu lisible

- Forte méconnaissance réciproque
- Manque de vision d'ensemble
- Dynamique transfrontalière
  - Peu lisible
  - Sans notoriété extérieure
- Cloisonnement des acteurs

Eléments perturbateurs

Perception des acteurs CH // transfrontalier

- Manque de leadership
- Eloigné des besoins
- En décalage avec l'action locale

Eléments perturbateurs

Motivation au dév. commun des affaires

Côté CH

- Manque d'intérêt stratégique
  - SWOT orienté sur CH
  - succès horloger masque besoins d'autres secteurs
- Orientation marché > CH All. > D USA Asie
- Clusters sectoriels
  - Ouverture internat. commerciale & supply chain
  - Hermétisme sur technologie & innovation

Pistes d'action commune

Prise de conscience des enjeux communs

- Démarche de Think Tank
- Ouverture réciproque aux dispositifs de veille
- Groupe d'échange d'expérience
- Missions économiques communes
  - Zones concurrentes & émergentes

Public-cible:

Dirigeants d'entreprises et de labos, resp. inst. / politiques

Pistes d'action commune

- Prise de conscience des enjeux communs
- Meilleure connaissance réciproque
- Emergence de leaders

Pistes d'action commune

Connaissance réciproque des savoir-faire F/CH

- Visites d'entreprises et de labos
- Réseautage sur les salons industriels
- Ateliers techno
- Portraits périodiques dans médias

Public-cible:

Dirigeants d'entreprises et de labos, resp. inst. / politiques

Pistes d'action commune

Emergence de leaders F / CH

- Parrainage de l'action par des « figures »
- Projets clés: implication de dirigeants reconnus
- Valorisation commune des leaders en devenir

Public-cible:

Dirigeants d'entreprises et de labos, opinion publique

Pratiques de la coopération économique

- **Olivier CECCOTTI – FR/BE**
  Manager des projets transfrontaliers, Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille
- **Peio OLHAGARAY – FR/ES**
  Directeur du développement économique, Chambre de Commerce et d'Industrie Bayonne Pays Basque
- **Brice FUSARO – FR/CH**
  Secrétaire général du GLCT Grand Genève
- **Boris OPOLKA – FR/IT**
  Co-directeur administratif, Parc Naturel Régional du Queyras

Pratiques de la coopération économique

Olivier CECCOTTI – FR/BE

Manager des projets transfrontaliers

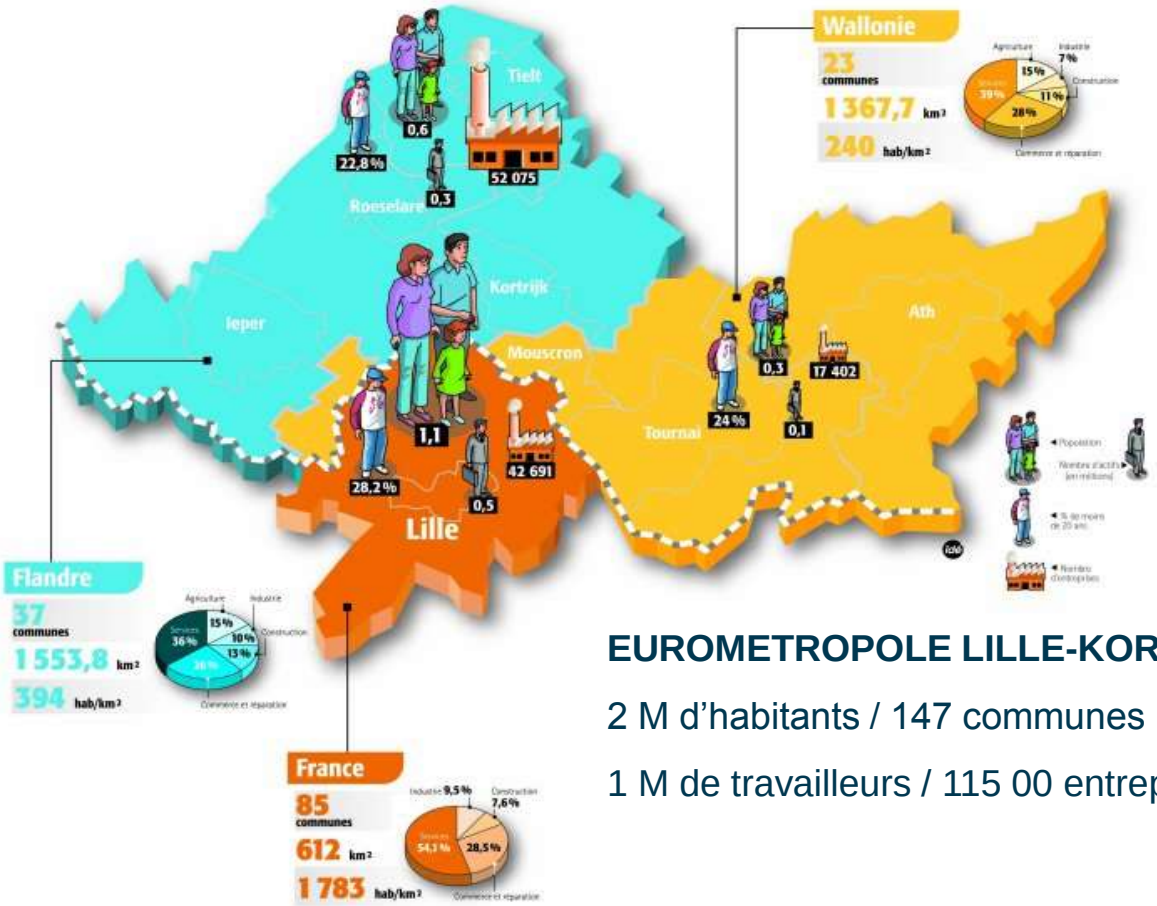
Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille

Pratique de coopération transfrontalière au service du développement économique, des entreprises et de l'emploi
L'exemple de la CCI Grand Lille

Conférence Européenne de la M.O.T.
Développement économique intégré des territoires transfrontaliers
15 avril 2014 – Paris

CCI GRAND LILLE NORD DE FRANCE

LA CCI GRAND LILLE ET LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE



EUROMETROPOLE LILLE-KORTRIJK-TOURNAI

2 M d'habitants / 147 communes

1 M de travailleurs / 115 00 entreprises

CCI GRAND LILLE NORD DE FRANCE

LA CCI GRAND LILLE ET LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

- LA BELGIQUE 1ER PARTENAIRE ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION NPDC
- SOUVENT LE 1ER PAS À L' «INTERNATIONAL» POUR NOS ENTREPRISES
- 32 000 PERSONNES QUI PASSENT CHAQUE JOUR LA FRONTIÈRE
- UNE RÉGION RICHE (LA FLANDRE), UN POTENTIEL DE POUVOIR D'ACHAT DE 1 500 MDS ET DE 78 MILLIONS D'HABITANTS DANS UN RAYON DE 300 KM
- UNE FRONTIÈRE GÉOGRAPHIQUEMENT FACILE À PASSER, AU CŒUR DES LIAISONS NORD-SUD

CCI GRAND LILLE NORD DE FRANCE

LA CCI GRAND LILLE ET LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Euro3 Grand Lille Wallonie Picarde West Vlaanderen

3pod

IOTTE

1991 → 1994 → 2008 → 2009 → 2010

Cte go-kmo

TRANSVISITE
Promouvoir notre offre commerciale en Belgique
Promotie van ons winkelaanbod in Frankrijk

CCI GRAND LILLE NORD DE FRANCE

Centre Transfrontalier des Entreprises (CTE)

Cte go-kmo
Centre transfrontalier des entreprises
Grensoverschrijdend Ondernemerscentrum voor Kmo's

LE CENTRE TRANSFRONTALIER DES ENTREPRISES

UN RÉSEAU DE PARTENAIRES COMPOSÉS D'ORGANISMES PUBLICS ET PRIVÉS ÉCONOMIQUES FRANÇAIS ET BELGES (FLAMANDS ET WALLONS) POUR ACCOMPAGNER LES PME / PMI SOUHAITANT SE DÉVELOPPER DE PART ET D'AUTRE DE LA FRONTIÈRE FRANCO-BELGE.

Le projet CTE est cofinancé par les opérateurs partenaires, l'Union Européenne (FEDER), la Wallonie et la Province de Flandre Occidentale dans le cadre du programme INTERREG IV France-Wallonie-Vlaanderen.

LE CENTRE TRANSFRONTALIER DES ENTREPRISES

Par un accompagnement spécialisé et personnalisé

- sur les questions d'ordre fiscal, social, juridique, administratif et réglementaire
- en stratégie commerciale
- assistance aux contrôles des services publics belges (Inspection des Lois Sociales et TVA)

Par un programme d'animations transfrontalières

- rencontres sur des thématiques transversales et sectorielles
- participation à des salons professionnels internationaux
- mise en réseau d'entrepreneurs français et belges
- organisation de business speed dating

Cte go-kmo
Centre transfrontalier des entreprises
Grensoverschrijdend Ondernemerscentrum voor Kmo's

LE CENTRE TRANSFRONTALIER DES ENTREPRISES

En 2013

Accompagnement individuel des entreprises

- 330 questions traitées (fiscales, sociales, réglementaire, développement commercial, recrutement …) pour un total de 154 entreprises.

Actions collectives

2 éditions de business speed dating

- Mai (journée) : 50 entreprises – 250 rendez-vous
- Décembre (demi-journée) : 64 entreprises – 250 rendez-vous

www.centre-transfrontalier.org / contact@centre-transfrontalier.org

Cte go-kmo
Centre transfrontalier des entreprises
Grensoverschrijdend Ondernemerscentrum voor Kmo's

LE CENTRE TRANSFRONTALIER DES ENTREPRISES

Elu projet stratégique Interreg (2010)

programme Interreg IV France-Wallonie-Vlaanderen

dans la catégorie développement économique

Cte go-kmo
Centre transfrontalier des entreprises
Grensoverschrijdend Ondernemerscentrum voor Kmo's

G.E.I.E. EURO 3

Groupement Européen d'Intérêt Économique des Chambres de Commerce et d'Industrie de
Europees Economisch Samenwerkingsverbond van de Kamers van Koophandel van

Euro 3

Grand Lille
Wallonie Picarde
West-Vlaanderen

GEIE EURO 3

Kamer van Koophandel West-Vlaanderen

CCI GRAND LILLE NORD DE FRANCE

CCI WALLONIE PICARDE

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-BELGE

CCFB - LILLE

Groupement Européen d'Intérêt Économique des Chambres de Commerce et d'Industrie de
Europees Economisch Samenwerkingsverbond van de Kamers van Koophandel van

Euro 3

Grand Lille
Wallonie Picarde
West-Vlaanderen

GEIE EURO 3

Il entend assumer, dans les domaines concernant le développement des entreprises (aménagement du territoire, mobilité, marché du travail, formation, fiscalité…), les trois missions des CCI :

- Donner des avis
- Formuler des propositions
- Conduire des actions

Et en particulier, de

- Faire connaître les problèmes transfrontaliers rencontrés par les entreprises,
- Proposer et co-construire des solutions,
- Donner une dimension transfrontalière à des actions déjà en place, d'un seul côté de la frontière, en matière de développement des entreprises.

GEIE EURO 3

Quelques exemples d'actions et de réalisation

Groupement Européen d'Intérêt Économique des Chambres de Commerce et d'Industrie de
Europees Economisch Samenwerkingsverbond van de Kamers van Koophandel van

Grand Lille
Wallonie Picarde
West-Vlaanderen

GEIE EURO 3

Quelques exemples d'actions

- Transposition transfrontalière du dispositif flamand BRYO pour développer l'esprit d'entreprenariat chez les jeunes et susciter la création d'entreprises innovantes

- Contribution à la mise en place d'une expérimentation de l'apprentissage en transfrontalier

- Donner une dimension transfrontalière au projet Troisième Révolution Industrielle

- Faire entendre les préoccupations du monde économique concernant le projet Canal Seine Europe

Collaboration avec le G.E.C.T. Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai

EUROMÉTROPOLE
EUROMETROPOOL
LILLE · KORTRIJK · TOURNAI

CCI GRAND LILLE
NORD DE FRANCE

COLLABORATION AVEC LE G.E.C.T. EUROMETROPOLE LILLE-KORTRIJK-TOURNAI

INNOV'EUROMETROPOLIS la plate-forme d'innovation transfrontalière

INVESTINEUROMETROPOLIS
Bringing capitals within reach

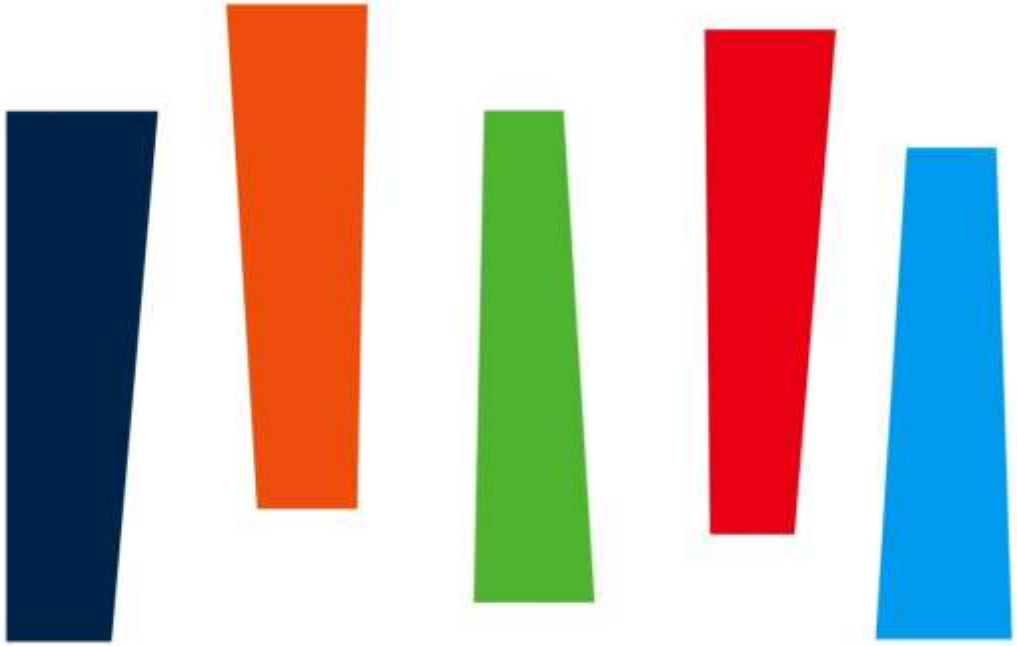
la promotion commune du territoire de l'Eurométropole

STRATÉGIE EUROMÉTROPOLE LILLE • KORTRIJK • TOURNAI 2014 - 2020

participation à la plate-forme socio-économique et aux différents groupes de travail mis en place dans le cadre du programme stratégique 2014-2020

EUROMÉTROPOLE EUROMETROPOOL LILLE • KORTRIJK • TOURNAI

CCI GRAND LILLE NORD DE FRANCE



MERCI DE VOTRE ATTENTION

Contact : Olivier Ceccotti - +33 (0)3 20 63 68 34 – o.ceccotti@grand-lille.cci.fr

CCI GRAND LILLE NORD DE FRANCE

Pratiques de la coopération économique

Peio OLHAGARAY – FR/ES

Directeur du développement économique

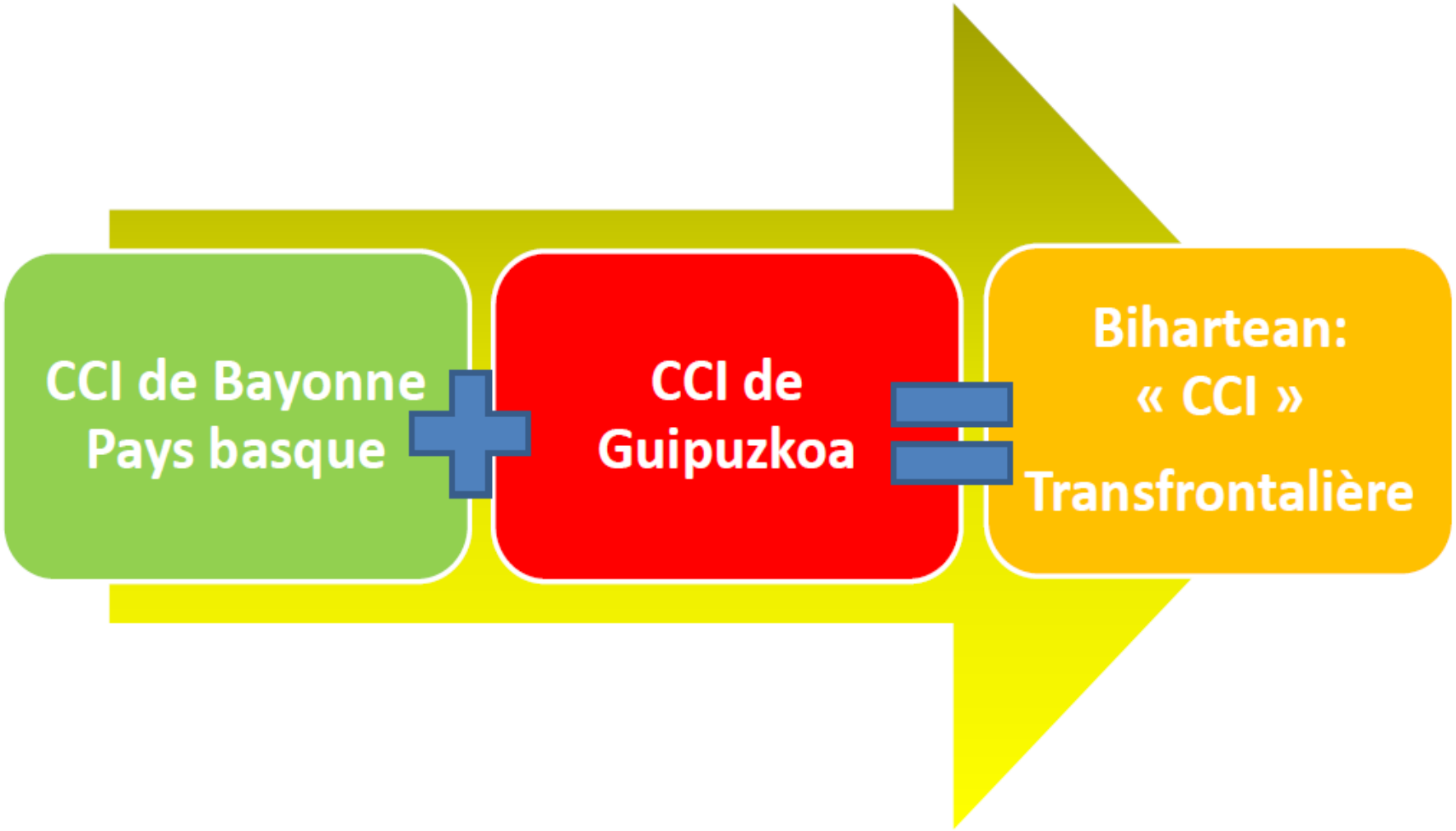
Chambre de Commerce et d'Industrie Bayonne Pays Basque

Coopération transfrontalière

Peio OLHAGARAY

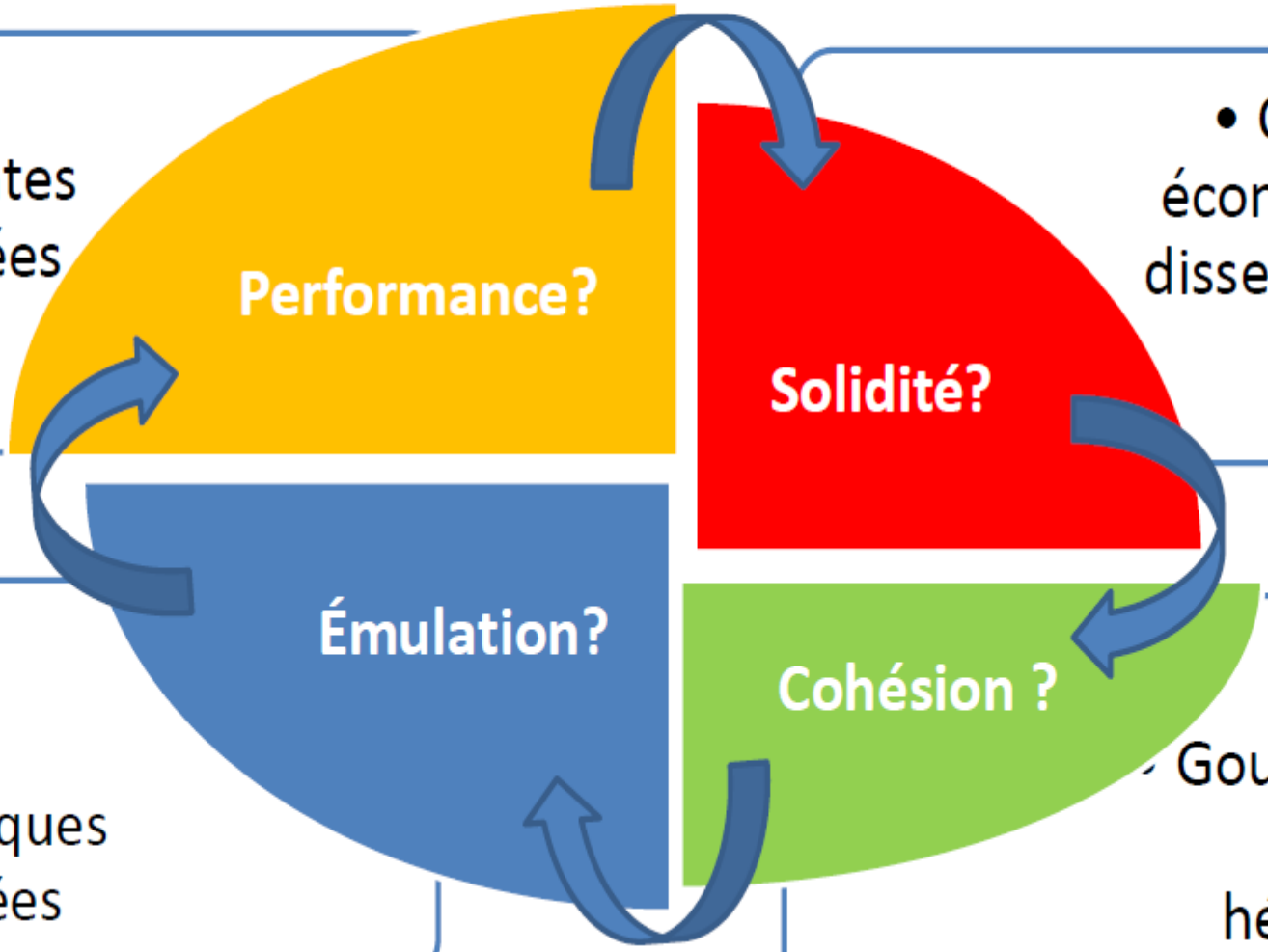
15 avril 2014

Notre projet



le Sud du Nord, le Nord du Sud!

- Activités dominantes diversifiées



- Capacités économiques dissemblables

- Cultures économiques contrastées

- Gouvernance publique hétérogène

Bilan 2013

Conseil à 184 entreprises

- Sud/Nord: 56% - Nord/sud: 46%
- 55%: Industrie + Agro – 45% Services

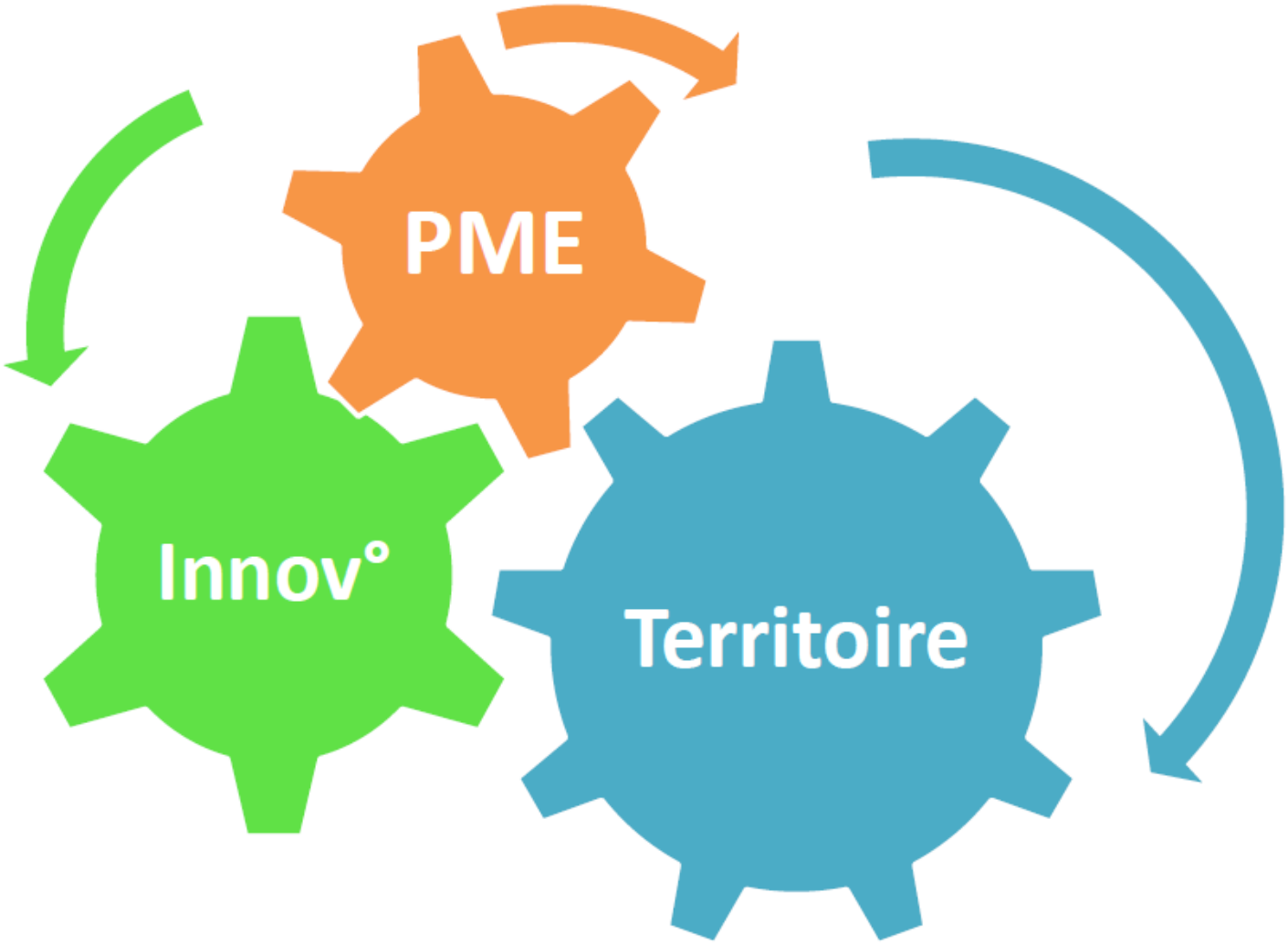
Coopération de réseaux

- Interclustering
- 2ième édition eKOP: Prix de l'entrepreneur transfrontalier

Projets communs

- Eroski: 80 produits alimentaires référencés
- Eraikinn: 160 pme accompagnées

Plan 2014/2015: élargir ET approfondir



Projets 2014 - 2015

Entreprises: consolidation des mises en relations transfrontalières et euro régionales

Projets collaboratifs: structurer et monter en puissance

Projets nouveaux: une offre de service adaptée à un marché transfrontalier

Trajectoires: suivi des dynamiques euro régionales

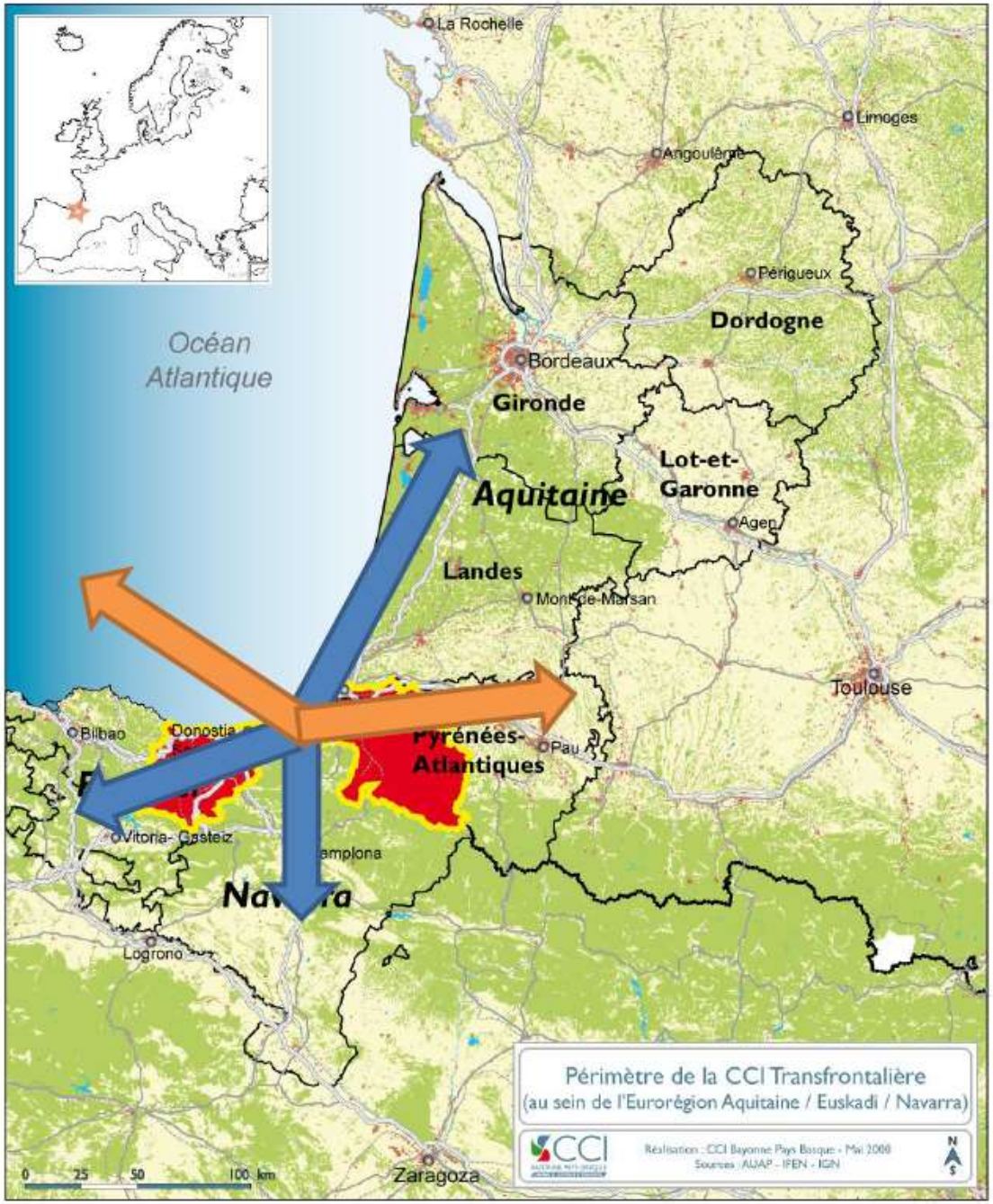
Interclustering: échanger et créer ensemble

Équipes CCI: coopérations renforcées

Agir au plus près pour consolider les bases…….

Et

agir au plan régional pour accroître l'impact économique !



Peio OLHAGARAY

15 avril 2014

Pratiques de la coopération économique

Brice FUSARO – FR/CH

Secrétaire général du GLCT Grand Genève

© Luftbild Schweiz

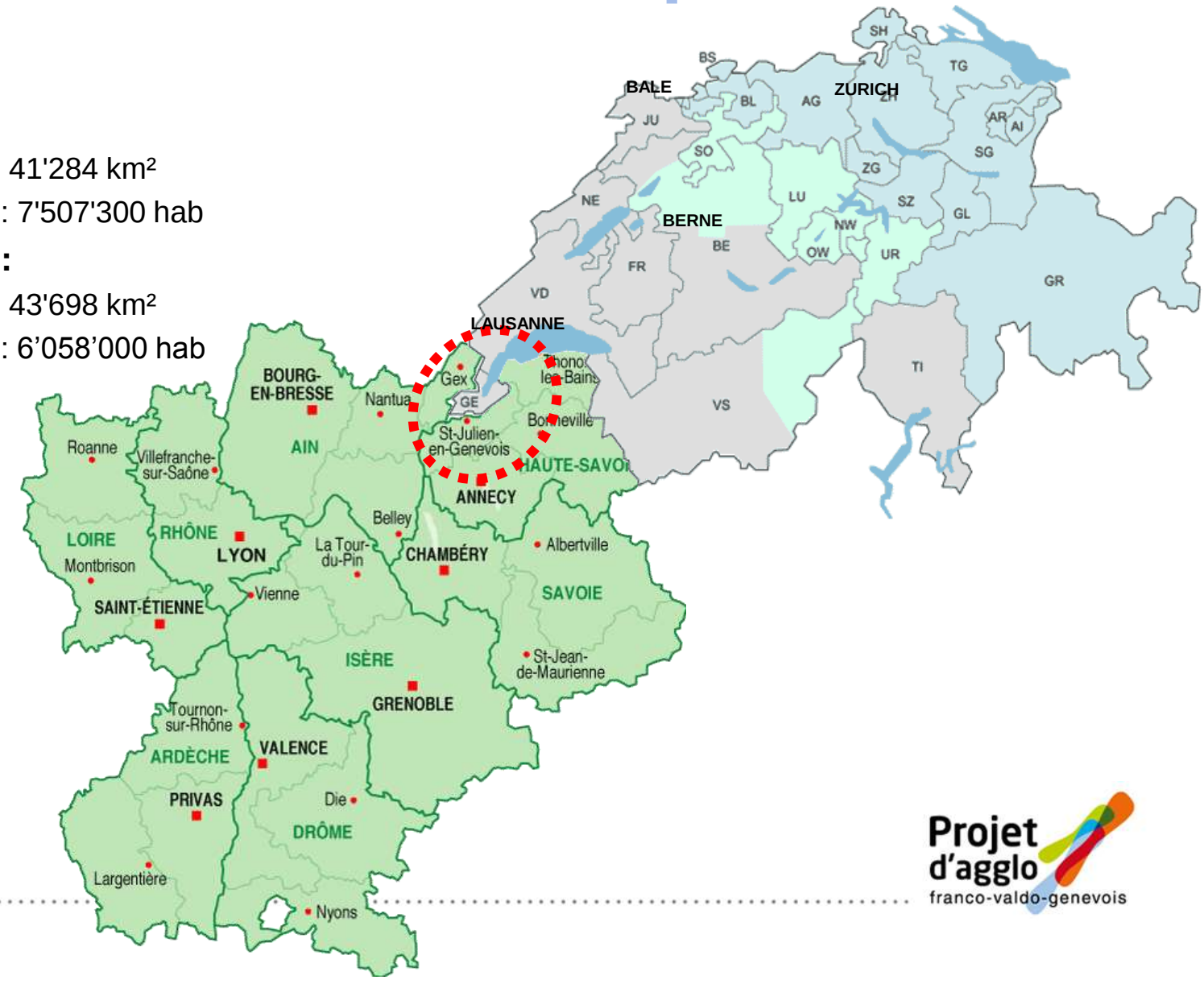
Grand Genève

AGGLOMÉRATION FRANCO-VALDO-GENEVOISE

Grand Genève
AGGLOMÉRATION FRANCO-VALDO-GENEVOISE

Entre Suisse et Rhône-Alpes

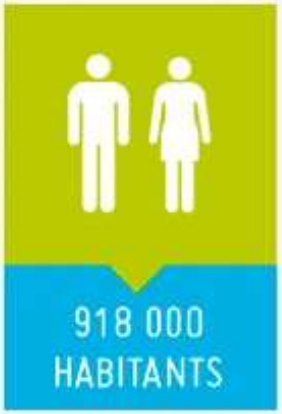
- **Suisse :**
  - Superficie : 41'284 km²
  - Population : 7'507'300 hab
- **Rhône-Alpes :**
  - Superficie : 43'698 km²
  - Population : 6’058’000 hab



Projet d’agglo franco-valdo-genevois

2 pays...

Infographie Grand Genève : Quelques Chiffres



918 000
HABITANTS

440 000
EMPLOIS

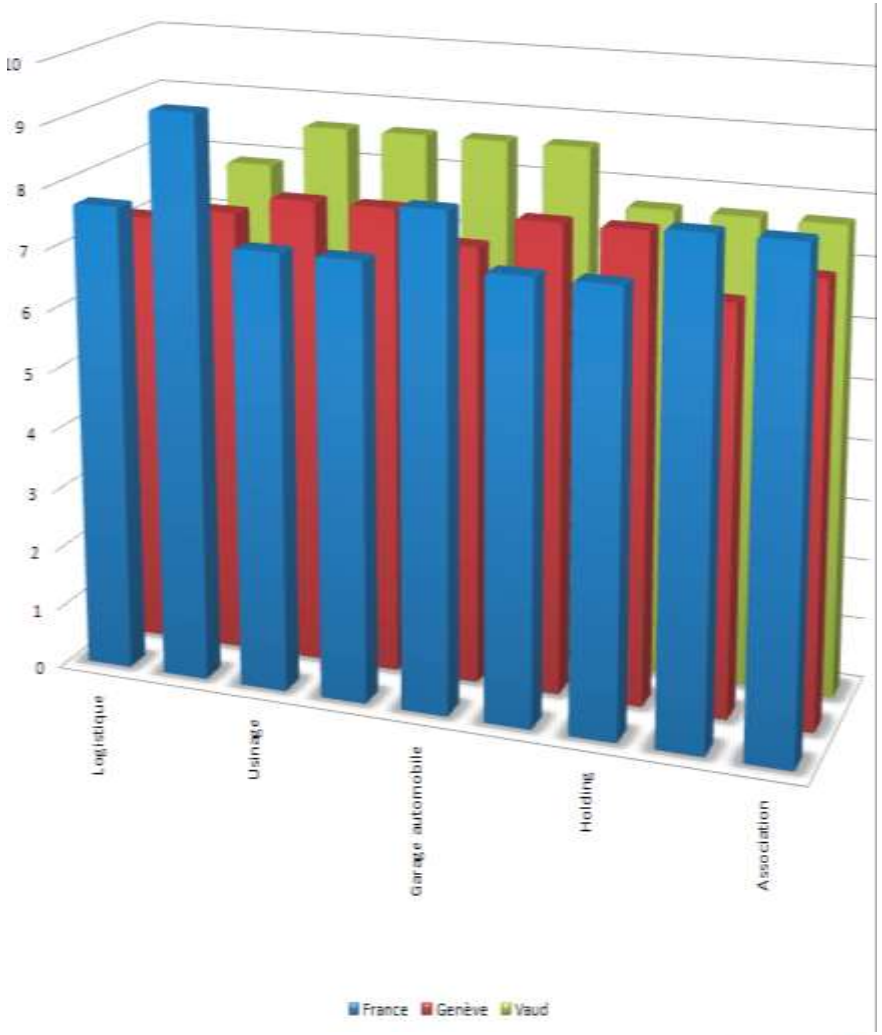
212
COMMUNES

2 000 KM²

Grand Genève
AGGLOMÉRATION FRANCO-VALDO-GENEVOISE

Comparaison des conditions d'exercice de l'activité économique en France et Suisse

Branche d'activité	France	Genève	Vaud
Logistique	7,7	7,2	8,1
Recherche et développement	9,3	7,4	7,9
Usinage	7,2	7,7	8,6
Construction	7,2	7,7	8,6
Garage automobile	8,1	7,2	8,6
Conseil en gestion	7,2	7,7	8,6
Holding	7,2	7,7	7,7
Back office	8,1	6,7	7,7
Association	8,1	7,2	7,7



Grand Genève
AGGLOMÉRATION FRANCO-VALDO-GENEVOISE

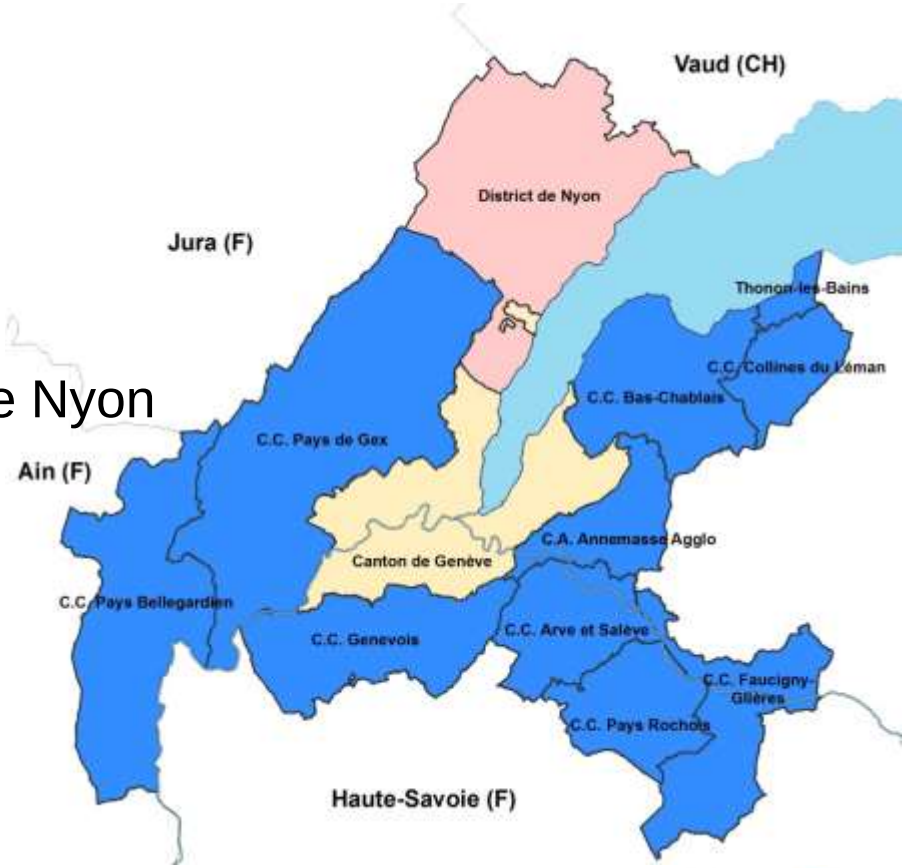
Cellule transfrontalière de développement économique

Le périmètre d'intervention :

> les frontières du Grand Genève

Les membres fondateurs :

> le Canton de Genève
> le Conseil régional du District de Nyon
> l'ARC Syndicat Mixte



Grand Genève
AGGLOMÉRATION FRANCO-VALDO-GENEVOISE

Cellule transfrontalière de développement économique

Les missions:

> **Volet endogène :** « *favoriser les synergies, les échanges et la mise en œuvre d'actions communes entre les acteurs économiques de la région, en vue de conforter le développement économique de l'Agglomération franco-valdo-genevoise et plus particulièrement la croissance des entreprises* » (extrait du cahier des charges).

> **Volet exogène :** la cellule « *s'engage à étudier et traiter un minimum de 4 à 5 dossiers par an* » d'entreprises exogènes souhaitant s'implanter sur le territoire dans une logique de bilocalisation.

La bilocalisation, une stratégie en développement

La bilocalisation est une stratégie qui permet aux entreprises françaises et suisses de créer une filiale ou une succursale dans le pays voisin, afin de bénéficier positivement de l'effet frontière.

Plusieurs avantages:

> Pour les entreprises françaises: fiscalité, positionnement sur le marché suisse…

> Pour les entreprises suisses: accès au marché européen, foncier, accompagnement à la R&D…

> Rééquilibrage des activités économiques. Extrait du PA 2012: « *créer 100 000 emplois supplémentaires à l'échelle d'agglomération d'ici 2030, dont 30% de nouveaux emplois sur le sol français* ».

La démarche éco-cité : qu'est ce que c'est ?

Deux démarches d'articulation : franco-suisse et franco-française pour

⇨ **Assembler tous les acteurs** **du développement économique (Chambres consulaires, agences économiques, Pôles de Compétitivité, d'Excellence, collectivités…)**

⇨ **Accompagner les investissements structurants en cours sur le territoire : Tramways, pôles multimodaux, transports en commun, hôpital, etc.**

⇨ **Relever le défi du développement durable :**

- **Pour l'activité économique et l'emploi sur l'ensemble du genevois**
- **en répondant à tous les enjeux socio-économiques générateurs d'activités à travers 7 axes**

Grand Genève
AGGLOMÉRATION FRANCO-VALDO-GENEVOISE

Les 7 axes de l'éco-cité

- **Les sciences du vivant (biotechnologies et medtechnologies)**
- **Le bien être, bien vivre, bien manger (Promotion commune des Thermes, valorisation des circuits courts)**
- **L'écoconstruction et les énergies durables (filière bois, domotique, isolation thermique)**
- **L'industrie du futur (mécatronique et les secteurs de l'aéronautique, cleantech, robotique et systèmes intelligents)**
- **La valorisation de l'eau et les sports nautiques (waterlab, pépinière de l'eau, salon lémanique des sports nautiques…)**
- **Les solidarités territoriales**
- **Les transports et enjeux de Mobilité (accompagnement des projets structurants : Tramways, BHNS, Transports coll., P+R+S…)**

Grand Genève
AGGLOMÉRATION FRANCO-VALDO-GENEVOISE

© Luftbild Schweiz

Merci de votre attention

> www.grand-geneve.org

Pratiques de la coopération économique

Boris OPOLKA – FR/IT
Co-directeur administratif
Parc Naturel Régional du Queyras

Eclairages européens

- **Giulia AJMONE MARSAN**
  Economiste, Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie, OCDE

- **Maureen O'REILLY**
  Economiste, pour le Centre for Cross-Border Studies, Irlande

Eclairages européens

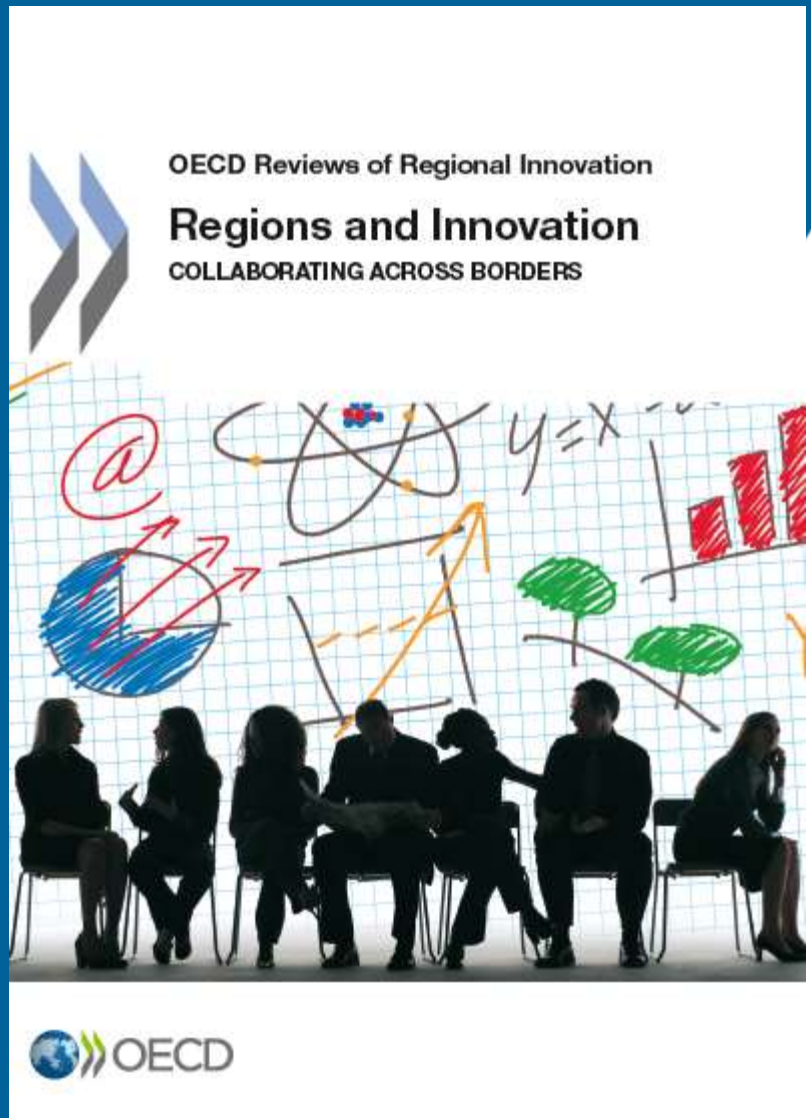
Giulia AJMONE MARSAN

Economiste

Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie

OCDE

REGIONS AND INNOVATION: COLLABORATING ACROSS BORDERS



Giulia Ajmone Marsan,
Economist,
Country Studies and Outlook Division,
Directorate for Science, Technology and Industry,
OECD

Regional development policy at the OECD: areas of research

Thematic reports

- Regional development
- Innovation
- Multi-level governance
- Urban development
- Rural development

Data

- Regional Database

http://stats.oecd.org/OECDregionalstatistics/#story=0

- Metropolitan Database

http://www.oecd.org/statistics/datalab/metro-explorer.htm

Reviews

- Regional development
  - National territorial reviews
  - Regional territorial reviews
- Urban development
  - Metropolitan reviews
  - National urban policy reviews
- Rural development
  - Rural territorial reviews
  - National rural policy reviews
- Reviews of regional innovation
- Water governance

Complementarities at regional level contribute to inclusive growth

	Efficiency	Equity	Environmental Sustainability
Economic Policies	**Sustained growth**	Economic reforms may increase equity	Green growth may improve sustainability
Social policies	Social policies may increase efficiency (knowledge, trust, security)	**Social cohesion**	Environmentally sustainable social policies
Environmental policies	Green economy may boost innovation	Social policies can enhance inclusiveness; poor people are the most hurt by environmental degradation	**Sustainable Environment**

Regions and Cities: Where Policies and People Meet (OECD/TDPC Ministerial Meeting, Dec. 2013)

1. Investing for inclusive growth: principles for action
   - Principles on effective public investment: A shared responsibility across levels of government

2. Promoting sustainable economies: designing national strategies for cities of all sizes
   - Urban lens for reviewing national policy impacts on cities
   - Facilitating policy and jurisdictional coherence and complementarities

3. Improving quality of life: fitting policies to places
   - OECD tools to identify functional economic areas and measure issues that matter to people
   - Governance arrangements that facilitate policy conception and delivery *at the right scale* (e.g. cross-border areas)

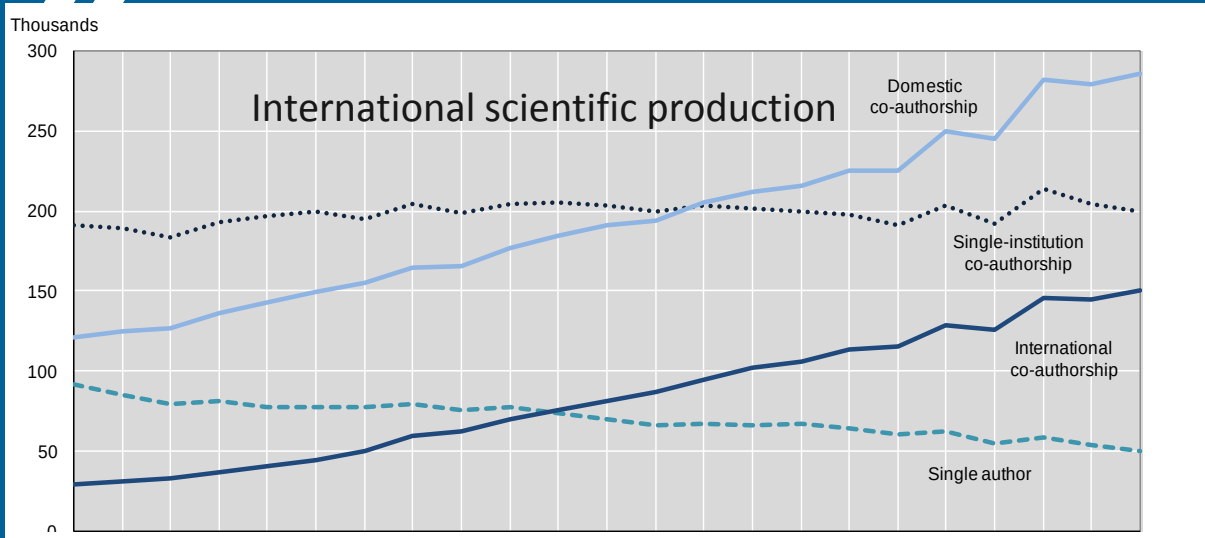
OECD Cross-border study overview

WHEN and HOW cross-border innovation policies should be designed and implemented *by*, *for* and *in* the regions

- When does it make sense to collaborate with cross-border *neighbours* (and when does it not sense)?
- What governance approaches can be used to manage collaboration?
- What policy instruments can facilitate cross-border innovation?

Metropolitan regions	Network of small and medium-sized cities	Sparsely populated areas
Oresund (Denmark, Sweden)	TTR-ELAt (Netherlands, Germany, Belgium)	Hedmark-Dalarna (Norway, Sweden)
Helsinki-Tallinn (Finland, Estonia)	Bothnian Arc (Sweden, Finland)	
Ireland-Northern Ireland (UK) (variety of settlement patterns)		

Innovation collaboration increasingly global…



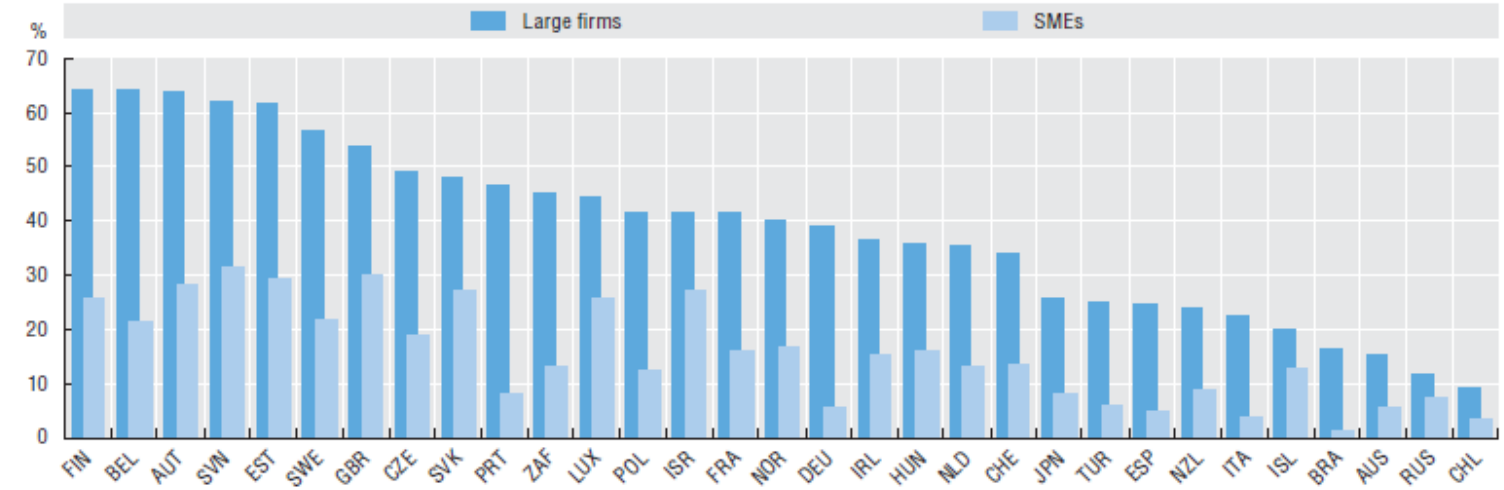
Source: OECD (2010), *Measuring Innovation: A New Perspective*, OECD Publishing, http://dx.doi.org/10.1787/9789264059474-en.

International scientific co-publications tripling from 7% in 1985 to 22% in 2007.

The share of regional co-patents with foreign inventors has doubled from 10% in 1980 to 20% in 2008.

Firms engaged in international collaboration by firm size, 2008-10

As a percentage of product and/or process innovative firms in each size category



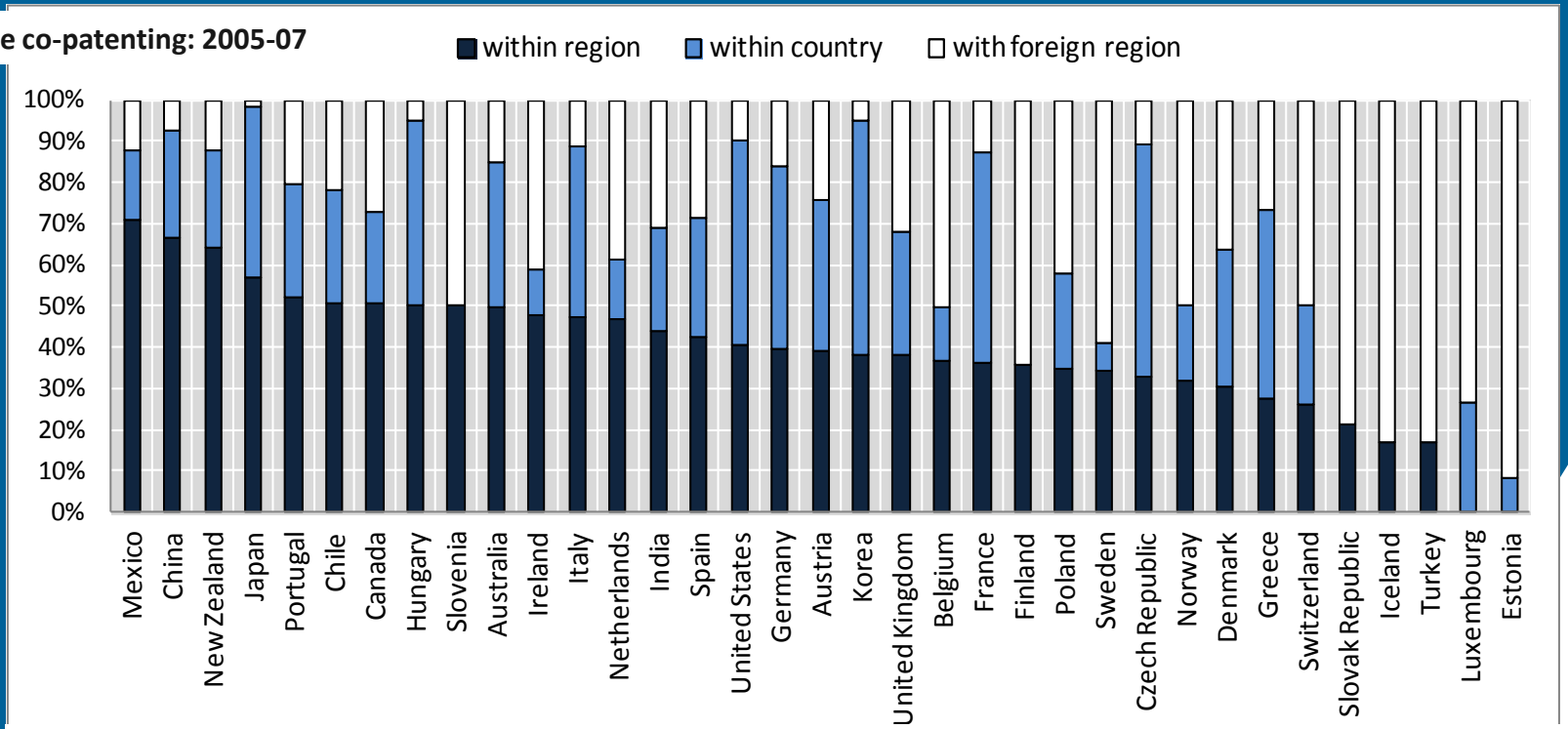
Source: OECD, based on Eurostat (CIS-2010) and national data sources, June 2013. See chapter notes.

Source: OECD Science, Technology and Industry Scoreboard, OECD Publishing. *http://dx.doi.org/10.1787/888932891416*

…. But proximity still plays a role

Over 33% of R&D in the top 10% of large regions; 58% of patents in the top 10% of small regions

Spatial decay (150-200 km); neighbourhood effects; "cost" of the border increasing over time



Source: OECD (2011), *OECD Regions at a Glance*, OECD Publishing, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2011-en.

Ten conditions favourable to cross-border collaboration for innovation

Framework conditions
1. Geographic accessibility
2. Socio-cultural proximity
3. Institutional context conditions
4. Cross-border integration
Innovation system conditions
5. Economic specialisation
6. Business innovation model
7. Knowledge infrastructure
8. Innovation system interactions
Governance and policy context
9. Governance
10. Policy mix

Source: OECD (2013); inspired and adapted from Trippl (2009)

Proximity	Favourable conditions
Geographic	Short spatial or physical distances allow for "tacit" knowledge flows
Cognitive	Shared knowledge base (need novelty but also common base). Concept of "related variety"
Organisational	Control uncertainty and opportunism (avoid lock-in)
Social	Trust and commitment for interactive learning (avoid lock-in and opportunism)
Institutional	Enabling factor providing stable conditions (need common practices but avoid lock-in and inertia)

Source: Derived from Boschma (2005).

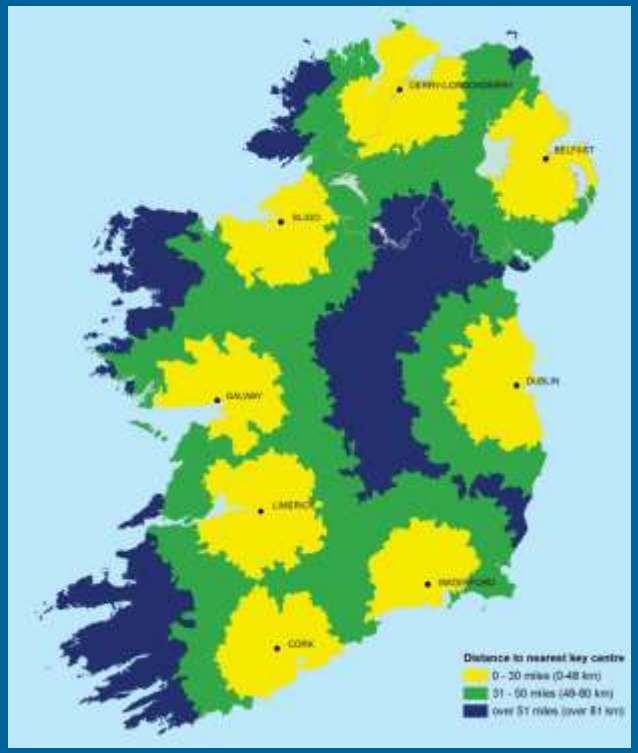
Innovating beyond borders: Why and when to collaborate

Acting beyond borders	• Innovation does not stop at the border
Borders as bridges	• Openness cross-border goes hand-in-hand with better integration and competitiveness in global networks
Borders as opportunities	• Benefit from proximity, critical mass, complementarity expertise, greater international attractiveness, etc.
Defining the functional area	• Data reveal the innovation-relevant “functional” region ≠ administrative region, resulting in variable geometry
Checking for the right conditions	• Checklist of ten conditions for a more or less favourable environment for cross-border regional innovation policy

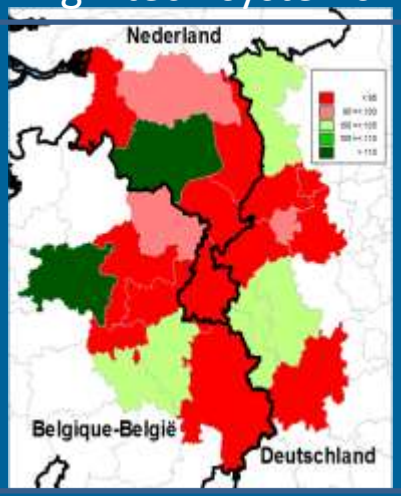
Defining the “functional” cross-border area for innovation support can differ from other functions

Narrow border area

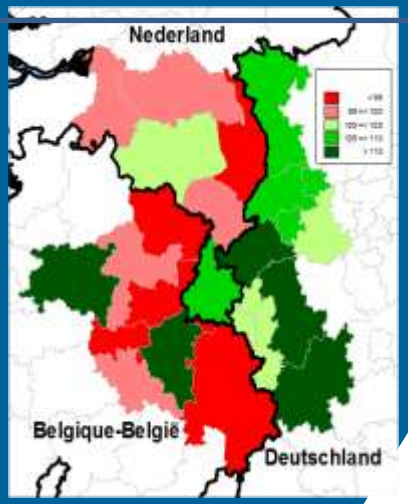
All-island definition
(international border denoted by gray line)



High-tech systems



Life sciences



Note: These maps are for illustrative purposes and are without prejudice to the status of or sovereignty over any territory covered by these maps.
Source: Special EU Programmes Body.

Source: Irish Academy of Engineering & InterTradeIreland (2010), *Infrastructure for an Island Population of 8 Million.*

Source: Competitiveness Indices: BAK Basel Economics, 2012

Governing cross-border collaboration: Public and private engagement

Raise public interest at different government levels	• Each level of government (local, regional, national and even supra-national) has a role to play
Identify overarching vision	• Need a common purpose to unify different actions
Demonstrate mutual benefit	• Each side of the border will make its own assessment of the costs and benefits, and its share of these
Governance beyond government	• Use top-down and bottom-up levers, formal and informal governance that contribute to long-term relationships of trust
Private sector engagement	• Ensure the private sector takes a sufficiently prominent role in promoting the cross-border area

Different rationales for cross-border collaboration

Economic concept	Driver	Explanation
Economies of scale	**Critical mass**	Larger labour markets; wider business and knowledge networks
	Political power	Better compete for higher level government resources
	Specialised services	Innovation support services of higher quality
Economies of scope	**Complementarities**	Diversity of assets (research, technology and economic base); “related variety”; price levels
Public and club goods	**Regional identity**	Increase internal recognition; social capital
	Regional branding	International attractiveness (firms, workers, etc.)
	Specialised infrastructure	Reduce costs and share risks
Externalities	**Border challenges**	Day-to-day issues associated with flows of people, goods, and services

Governance issues the biggest challenge for cross-border areas (case studies)

Characteristic	Specification	Comments
National political capitals	Yes, each side	Helsinki-Tallinn
	Yes, at least one	Oresund, Ireland-Northern Ireland
	None	TTR-ELAt, Hedmark-Dalarna, the Bothnian Arc
Longevity of public co-operation	20 years+	TTR-ELAt, Oresund
	10-20 years	Ireland-Northern Ireland, the Bothnian Arc, Helsinki-Tallinn
	<10 years	Hedmark-Dalarna
Innovation policy competencies	Balanced, strong	--
	Balanced, weak	the Bothnian Arc, Helsinki-Tallinn, Hedmark-Dalarna
	Unbalanced	Ireland-Northern Ireland, TTR-ELAt, Oresund
Political commitment	Balanced, strong	Ireland-Northern Ireland, Oresund (sub-national)
	Balanced, weak	the Bothnian Arc, Hedmark-Dalarna; Helsinki-Tallinn
	Unbalanced	TTR-ELAt
Institutionalization of funding sources	Present, strong	Ireland-Northern Ireland, Oresund
	Present, weak	Bothnian Arc, Helsinki-Tallinn, Hedmark-Dal TTR-ELAt

Making cross-border instruments work: Learning from international examples

Implement a strategy	• The vision needs to be translated into targets, actions, funding, and monitoring/evaluation
Develop a cross-border policy mix	• Co-ordinate and align different instruments to fulfil the strategy, addressing failures in the cross-border innovation system
Promote policy learning	• Design relevant policies based on needs and lessons learned from prior projects and programmes
Identify long-term funding	• Strive for sustainable funding opportunities, such as mainstreaming the cross-border element in existing instruments

Instruments applied cross-border

Strategy and policy development

- Analytical exercises and mappings (mapping of clusters or value chains, technology foresight exercises)
- Benchmarking and policy learning
- Joint branding of the cross-border area

Technology transfer and innovation support

- Cross-border innovation advisory services (vouchers, intermediaries)
- Advisory services to spin-off and knowledge-intensive start-ups
- Other technology transfer centres and extension programmes

Science and technology parks and innovation networks

- Cross-border science and technology parks
- Cluster or network initiatives

R&D support

- Joint public research programmes
- Joint research infrastructure, shared access to research facilities
- Cross-border private R&D funding programmes (generic and thematic)

Educated and skilled workers

- Scholarships/student exchanges
- Joint university or other higher education programmes
- Talent attraction and retention or mobility schemes
- Cross-border labour market measures

Other instruments

- Financing (venture capital funds or angel networks)
- Public procurement/ border as a source of innovation/ innovation awards

Which instruments were easier to implement? More difficult?

- What generally seems to work?
  - Cross-border linkages of firms with providers (e.g., innovation vouchers)
  - Cluster-related support for areas of common competencies
  - Joint prioritised research
  - Access to shared S&T parks , scientific installations, joint centres
- What is more difficult?
  - Attempts to allow funds from one country go to another (some exceptions)
  - Certain innovation projects in highly regulated sectors (health, energy)
  - International branding efforts often caught up in political sensibilities
- Where are there examples of both success and failure?
  - Broad university collaborations; collaboration in specific fields easier
    - Researchers look for excellence over proximity; Students need right framework conditions (diploma recognition, financing, etc.)
  - Firm networking and matchmaking; leading to collaboration?
  - Cross-border cluster initiatives

Overview of recommendations

Innovating beyond borders

Defining the functional area

- Look at what the data says, but don't wait to start
- Only pursue the cross-border element when it makes sense
- Allow flexibility in the area definition so as to not create unhelpful new borders
- Don't under-estimate the importance of other "hard" and "soft" factors beyond innovation

Governing cross-border collaboration

Aligning incentives and working together

- Give politicians a reason to care about the issue
- Identify for supra/national governments where they can help local/regional efforts
- Understand different costs and benefits, and their alignment, for a long-term, trust-based collaboration
- Engage non-public actors in governance, with some form of secretariat

Making cross-border instruments work

Learning from international lessons

- Devote more efforts to strategy development and policy intelligence
- Mainstream the cross-border element, and if not, align or allow for programme flexibility
- Make greater use of opportunities created by the border
- Publicize success stories of cross-border instruments

Thank you

For further information:

http://www.oecd.org/gov/regional-policy/regionalinnovation.htm

Contacts:

Karen Maguire, Karen.Maguire@oecd.org

Giulia Ajmone Marsan, Giulia.AjmoneMarsan@oecd.org

Eclairages européens

Maureen O'REILLY
Economiste
pour le Centre for Cross-Border Studies
Irlande

The Border Region of Ireland and the Extent of Cross Border Trade

Maureen O'Reilly & Philip McDonagh

April 2014

On behalf of the Centre for Cross Border Studies (CCBS) and the International Centre for Regional Development (ICLRD)

Donegal
Londonderry
Antrim
Tyrone
Fermanagh
Armagh
Down
Monaghan
Sligo
Leitrim
Cavan
Mayo
Louth
Roscommon
Longford
Meath
Westmeath
Galway
Dublin
Offaly
Kildare
Wicklow
Laois
Clare
Carlow
Tipperary
Kilkenny
Limerick
Wexford
Kerry
Waterford
Cork

Towards a Border Development Zone (BDZ) in Ireland ….

Project Objective:

'To promote the economic development of the cross-border zone between Ireland and Northern Ireland on a coordinated basis, maximising the use of national resources and stimulating the use of local resources and expertise'.

Towards a Border Development Zone (BDZ) in Ireland ….

- 5 Studies commissioned by the CCBS and ICLRD and funded through the EU Interreg IVA Programme

1. Overall Strategy & Structure of a BDZ
2. SMEs in Good and Services with Export Potential
3. Tourism & Recreation
4. Agriculture, Food & Fish Processing
5. Low Carbon Initiatives

The Border Region in context ….

- Southern Border Region
  - 11% of the Republic of Ireland's population
  - 10% of the business base
  - Lowest share of foreign-owned businesses across the Irish regions and higher share of smaller businesses
  - Lower average wages

- Northern Border Region
  - 38% of Northern Ireland's population
  - 45% of the business base
  - Manufacturing a more important employer
  - Lower average wages

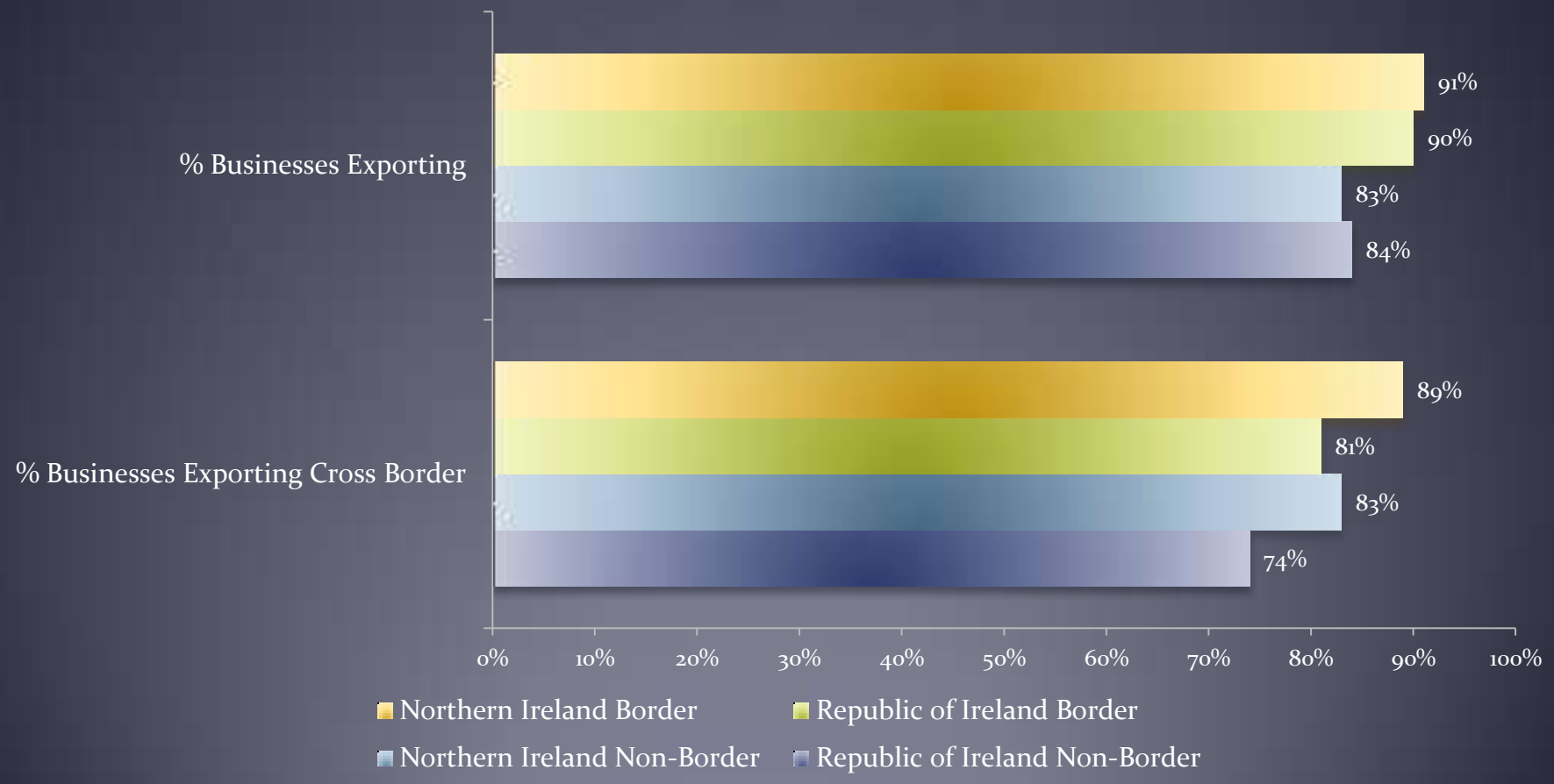
Two economies with very different export trajectories ….

- Scale of difference in internationally traded goods and services considerable:
  - Republic of Ireland (RoI) = €164bn
  - Northern Ireland (NI) = £6bn (estimated)
- % of goods exported:
  - NI to RoI = 24% of manufactured goods exported
  - RoI to NI = 1.5% of goods exports
- Fall out from Irish recession on NI exports to RoI signficant – down 1/3rd between 08/09 and 11/12

Exporting among border-based businesses is relatively strong ….

- They are more likely to have taken their first step into export markets through cross border sales
- They are also more likely to be engaged in exporting/cross border trade than their non-border based counterparts
- However, cross border trade is more important to businesses based in Northern Ireland compared to those based in the Republic of Ireland.

Border-based businesses are more likely to be exporting ….



Source: InterTradeIreland

But typically in lower value-added sectors ….

- The border region is dominated by indigenous SMEs in lower value-added sectors.
- The Food and Drink sector is the most important manufacturing industry across the region.
- Textiles, Clothing and Wood - traditionally lower value-added sectors, are also relatively more important.
- High tech industry is small by comparison and that difference is particularly pronounced in the border region of Northern Ireland.

Which is reflected in lower levels of government support ….

Southern Border Region

- Makes up a representatively lower share of assisted employment
- Has a greater focus on manufacturing than Ireland as a whole
- Has suffered a much greater fall out in terms of jobs losses as a result of the recession, particularly in Donegal

Northern Border Region

- Makes up a significant amount of InvestNI offers but a proportionately lower share of the value of assistance offered
- Has lower levels of planned investment compared to the rest of Northern Ireland
- FDI investment is again low relative to the border region's size

Export supports are relatively comprehensive ….

- There are dedicated supports available to potential exporters in both jurisdictions
- Although a more explicit support process is available to potential exporters in the RoI through EI's Potential Exporters division
- And demand to participate on trade support programmes is strong, particularly for border based businesses in NI

Border location not viewed as a significant disadvantage ….

- Border location largely viewed as positive – natural to trade across 2 jurisdictions
- Although logistics do feature more strongly as an issue, particularly in the North West
- Most of the challenges for potential exporters are internal in focus – owners time/skills, finance/cash flow, sales resource etc.

Ten Key Actions to Support Potential/Existing Exporters in the BDZ ….

1. Establish a BDZ Trade Forum
2. Celebrate 'Border Trade Success'
3. Establish a bank of BDZ Export Mentors
4. Research and review the significance of logistics as a key trade barrier for border-based businesses
5. Highlight potential for high-tech/higher value-added industry in the BDZ

Ten Key Actions to Support Potential/Existing Exporters in the BDZ ….

6. Provide greater Southern border region business exposure to trade opportunities with Northern Ireland and Scotland
7. Develop BDZ Clusters
8. Pilot a programme of shared trade interventions by Enterprise Ireland/InvestNI/InterTradeIreland
9. Ensure that indigenous BDZ entrepreneurial talent is nurtured and developed
10. Review demand for/accessibility to trade support programmes for border based businesses

Thank You!

L’action publique dans le développement économique transfrontalier

- **Bertrand WERT**
  DG Entreprises et Industrie, Commission européenne
- **Bernard SOULAGE**
  Vice-président délégué à l'Europe et aux relations internationales, Région Rhône-Alpes
- **Anne FUNK**
  Chef de Bureau Initiatives d’Europe et questions franco-allemandes, Ministère des finances et des affaires européennes, Land de Sarre
- **Jean-Michel ZABIEGALA**
  Caisse des Dépôts, Direction régionale Nord-Pas de Calais
- **Christian DUBARRY**
  Bpifrance, Responsable du Pôle Europe, Direction du Développement et de l’international

L’action publique dans le développement économique transfrontalier

Bertrand WERT
DG Entreprises et Industrie
Commission européenne

L'action publique dans le développement économique transfrontalier

Les politiques publiques d'innovation

Conférence européenne sur :
le "Développement économique intégré des territoires transfrontaliers"

Dr. Bertrand Wert bertrand.wert@ec.europa.eu
DG Enterprise and Industry – Innovation For Growth Unit
Policy Development for Industrial Innovation

15 Avril 2014

Sommaire

1. Europe 2020 et la stratégie de l'Union pour l'innovation
2. Le soutien à la commercialisation par la demande d'innovation
3. Les territoires transfrontaliers : des besoins nouveaux pour des territoires nouveaux
4. Les achats publics d'innovation : un nouvel outil de soutien à la demande d'innovation

European Commission

Innovation Union Scoreboard 2014

Les leaders européens de l'innovation sont ceux qui ont :

- Un système de recherche & d'innovation qui se caractérise par **enseignement supérieur de très haute qualité** & des **investissements massifs dans la R&I** pour secteur public comme privé
- Développé des **liens très forts entre universités & industries**
- Produit des solutions qui ont réussi à **atteindre le marché**

Où en sont nos principaux partenaires?

- L'UE a rattrapé la ½ de son retard face aux USA, même si performance de l'UE reste inférieure à 20%
- L'UE rattrape son retard sur Japon et Corée du Sud (en passe de devenir leader mondial de l'innovation)
- Globalement l'UE demeure la zone la plus innovante du monde

European Commission

Tendances en Europe et à l'international

- Initiative Union 2020 « *La stratégie Europe 2020 est de réaliser une* ***croissance*** *:* ***intelligente****, grâce à des investissements plus efficaces dans l'éducation, la recherche et l'innovation;* ***durable****, grâce à un pas décisif vers une économie à faible émission de carbone; et* ***inclusive****, avec un fort accent sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. La stratégie est axée sur* ***cinq objectifs*** *ambitieux dans les domaines de* ***l'emploi, l'innovation, l'éducation, la réduction de la pauvreté et le climat / énergie****.* »

- Europe 2020 flagship initiative : « *Une approche plus audacieuse associant l'offre et la demande est nécessaire (…) Il est essentiel de renforcer l'ensemble de la chaîne de recherche et d'innovation et d'améliorer sa cohérence, de la recherche fondamentale à la commercialisation (…) Les marchés publics représentent un marché important, notamment dans des domaines tels que la santé, les transports et l'énergie* »

- La politique industrielle : « ***Objectif de 20% du Produit Intérieur Brut PIB soit issu de l'industrie – 3e Révolution industrielle*** »

- Politique régionale et urbain : Spécialisation intelligente

OECD

Stratégie d'innovation 2010 : « *Souligne la nécessité d'une meilleure adéquation entre le soutien à l'offre et à celui de la demande, y compris en ce qui concerne le rôle des marchés publics* »

Vues de la DG ENTR - Principaux challenges contraignants la croissance

- **Demande interne faible**
- **Business environment pas assez favorable**
- **Faible innovation et investissement**
- **Haut coût de l'énergie**
- **Accès difficile aux ressources de base** : matières premières, travailleurs et capitaux qualifiés

Priorités de la Commission européenne

1. Soutenir la **compétivité industrielle**
2. **Utiliser les ressources financières** à notre disposition
3. Avoir **un environnement plus favorable au business**
4. **Faciliter l'accès aux biens de base de la production**
5. Maximiser la **potentialité du marché intérieur européen**
6. Soutenir **l'internationalisation**
7. Faciliter la **mobilité via l'éducation et la formation**

Les ressources financières européennes à disposition

- € 2.3 billion du programme COSME (entrepreunariat)
- > €100 billion des Fonds Structurels Européens sont à disposition des Régions pour financer les investissements dans la compétitivité industrielle
- €80 billion du programme Horizon 2020 pour le soutien à la R&D&I

Les outils des politiques publiques de soutien à l'innovation : L'offre et de la demande d'innovation

Soutien de la demande

- Législation
- Achats publics (PCP/PPI) et investissements publics
- Standardisation

Lead Market Initiative – Vers un mix de politiques publiques

- Clusters (éco-système d'innovation)
- Financement de la R&D
- Equity support
- Mesures fiscales pour les opérateurs
- Subventions et prêts
- Formations, foires
- ...

Intention: Supporter le marché VS supporter le "technology push"

Soutien de l'offre

European Commission

Pourquoi supporter la demande d'innovation et les achats publics d'innovation PPI?

1. Encourager et accélerer la mise sur le marché des solutions innovantes
2. Offrir de meilleurs services publics / faire face aux enjeux de société
3. Encourager le marché intérieur européen au bénéfices des entreprises (PME)
4. Levier d'action : 19% du PIB européen (18.9% PIB Fr. en 2011 - 364,73 Mi euros 2010)
5. Renforcer le mix des politiques publiques de soutien à l'innovation

Vers une politique volontariste en partant des **besoins** des territoires et entreprises transfrontaliers…

1. Les besoins économiques : à la recherche de nouveaux marchés (nouveaux secteurs, nouvelles échelles…) et de nouveaux clients/références (*lead customers*)
2. Les besoins sociétaux : mobilité (à l'intérieur/vers l'extérieur du territoire), santé, logements, enseignement/recherche, sport/culture, sécurité/sûreté publique…

Principales difficultés des acheteurs publics de solutions innovantes

1. Mauvaises **incitations**
2. Manque de **connaissances et de capacités** sur les technologies, les innovations, les développements du marché
3. Pas de **stratégie** qui aligne les achats publics avec les objectifs des politiques publiques (ex. santé, environnement, transport), et avec les programmes de support à la R&D&I
4. **Fragmentation** de la demande
5. Difficultés pour les **PME innovantes** de trouver des déboucher dans les API comme bénéficiaires directs/ clients d'un acheteur public

Les achats publics d'innovation : 2 aspects

Après évaluation des besoins, l'acheteur fait fasse à 2 possibilités

1/ Les achats qui ne nécessitent pas de R&D =
Achats publics d'innovation PPI

➔ Procédures normales d'achat / directives 2004

2/ Les API qui nécessitent de la R&D =
Achats Pré-Commerciaux PCP (article 3.6 du code marchés publics)

➔ Travail sur l'exemption de marchés de R&D (articles 16 directives 17-18/2004)

Les achats publics d'innovation : le soutien des programmes Horizon2020 et des Fonds Structurels

- Les deux programmes soutiennent les achats publics d'innovation et la formation de groupes d'acheteurs – la professionnalisation des acheteurs publics
- Les achats publics de représentent une part très importante des investments d'infrastructures (46 % du total du budget de politique de cohésion): transport (24 %); environment (direct investments, 15 %); and énergie, ICT infrastructure, urban development (rehabilitation, regeneration, housing), health, research and education infrastructure

Merci!

Conférence européenne sur :
le "Développement économique intégré des territoires transfrontaliers"

Dr. Bertrand Wert bertrand.wert@ec.europa.eu
DG Enterprise and Industry – Innovation For Growth Unit
Policy Development for Industrial Innovation

15 Avril 2014

L’action publique dans le développement économique transfrontalier

Bernard SOULAGE

Vice-président délégué à l’Europe et aux relations internationales

Région Rhône-Alpes

L’action publique dans le développement économique transfrontalier

Anne FUNK

Chef de Bureau Initiatives d’Europe et questions franco-allemandes

Ministère des finances et des affaires européennes

Land de Sarre

SAARLAND
Großes entsteht immer im Kleinen.

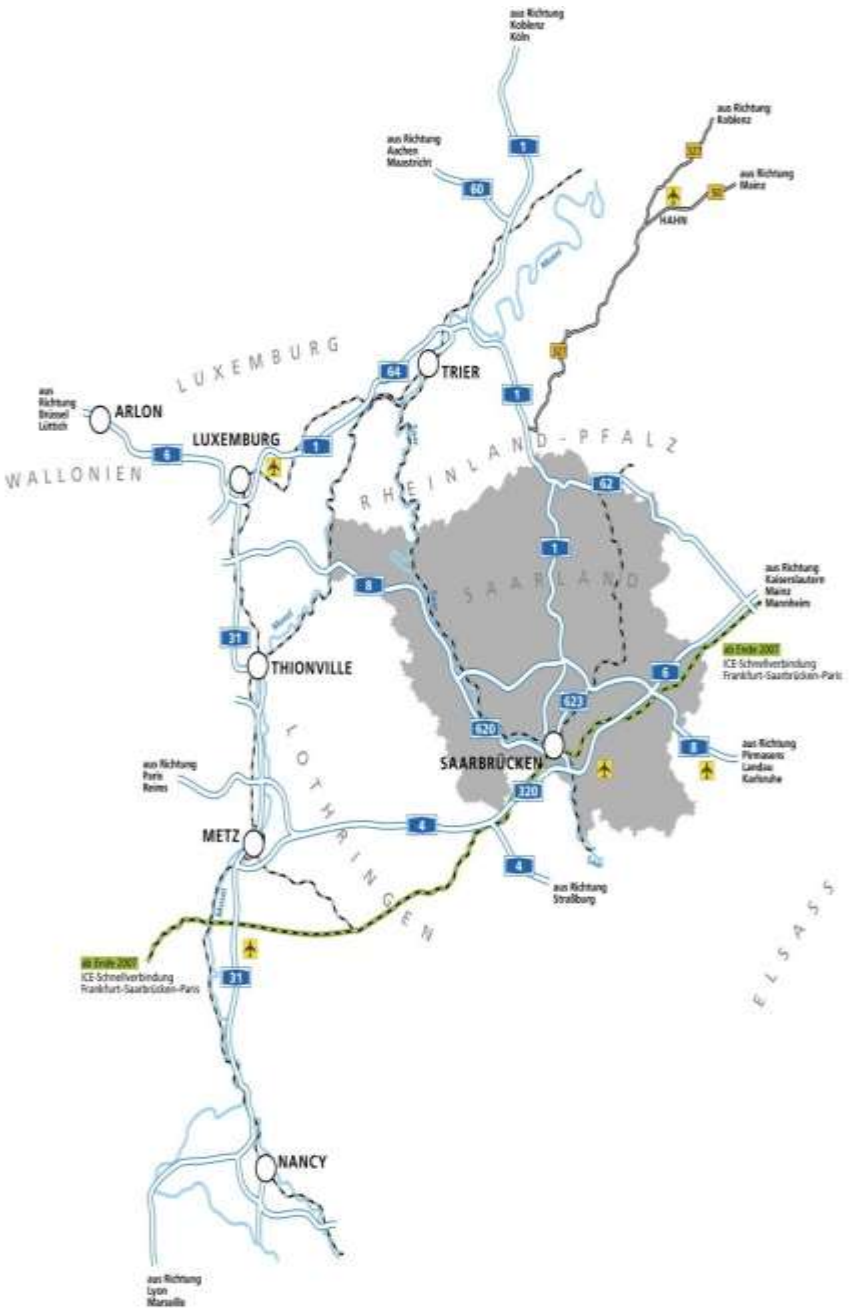
Les grands axes d'une stratégie « France » pour la Sarre

Paris, 15/04/2014

Chiffres clés

Région : Sarre
Chef-lieu : Sarrebruck
Population : environ 1 million d'habitants
Superficie : 2.570 km2
Langue : Allemand

SAARLAND



- La Sarre, au cœur de l’Europe
- une passerelle entre l’Allemagne et la France

SAARLAND

Pourquoi une stratégie France pour la Sarre ?

• une coopération franco-allemande visible et variée

• un engagement commun s'impose maintenant pour rassembler les forces et les activités

• deux objectifs : le renforcement des compétences françaises au sein du Land ainsi que la promotion, par la communication, des compétences françaises de la Sarre.

SAARLAND

La stratégie

•exploiter davantage les potentiels et orienter le cadre politique de manière ciblée.

•une perspective intérieure proposant des mesures dans les domaines de la langue, de l'administration, de l'économie et des compétences interculturelles ainsi que pour une meilleure exploitation des infrastructures en vue de futures implantations d'institutions et d'entreprises françaises, franco-allemandes et européennes.

•la stratégie extérieure a pour objectif de mieux démarquer et communiquer la caractéristique unique de *la « compétence française »* de la Sarre.

SAARLAND

La stratégie

Faire de la Sarre, d’ici 2043, un espace plurilingue performant
d’empreinte franco-allemande

SAARLAND

La Sarre en 2043 : un espace plurilingue d'empreinte franco-allemande

•l'utilisation de la langue française doit gagner en importance au quotidien: une langue véhiculaire

• la première langue étrangère: l'anglais et d'autres langues étrangères européennes

•Effet positif: l'implantation de nombreuses entreprises allemandes, françaises et franco-allemandes, de
jeunes entreprises innovantes et d'un marché de l'emploi transfrontalier intégré dont ces entreprises bénéficient.

•la création d'une région transfrontalière métropolitaine

SAARLAND

La Sarre en 2043 : un espace plurilingue d’empreinte franco-allemande

On ne commence pas à zéro:

•180 crèches bilingues (460)

•42 écoles primaires (153) – toutes les classes primaires à partir de la troisième classe et 42 écoles déjà à partir de la première classe

•4 lycées avec une section franco-allemande, dont 3 lycées AbiBac

•+ lycée franco-allemand et le lycée Schengen

SAARLAND

Mise en œuvre

•**La stratégie interne**

a. Renforcement des compétences interculturelles en Sarre vis-à-vis de la France
b. Amélioration du cadre pour les institutions et les entreprises françaises, franco-allemandes et européennes
c. Communication auprès du grand public en Sarre des sujets concernant la France

•**La stratégie externe**

a. *La Sarre, « porte d'entrée sur la France »*
b. Renforcement du critère de distinction : compétences interculturelles vis-à-vis de la France
c. Présence politique

Démarche

1. Les « *grands axes d'une stratégie France* » ont été décidés par le Conseil des Ministres le 21 janvier 2014

2. débats sur l'orientation stratégique et la mise en œuvre; une concertation interministérielle, au terme de laquelle le Conseil de Gouvernement se prononcera à nouveau sur la stratégie « France ».

3. une troisième étape consiste à élaborer, au niveau du gouvernement du Land, un plan directeur qui permette ensuite sa mise en œuvre sur une période de 30 ans

SAARLAND

Partizipez!

1. **www.saarland.de/frankreichstrategie.htm**

2. **www.saarland.de/strategie-france.htm**

SAARLAND

L’action publique dans le développement économique transfrontalier

Jean-Michel ZABIEGALA
Caisse des Dépôts
Direction régionale Nord-Pas de Calais

Christian DUBARRY
Bpifrance
Responsable du Pôle Europe, Direction du Développement et de l’international

Perspectives et conclusion

Jean PEYRONY

Directeur général de la MOT

Projet «Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers»

Développements du projet de la MOT : prochaines étapes

Phase 1 : Diagnostic (janvier – août 2014)

- Sujets à étudier (entretiens de terrain) :
  - **contexte économique local, conditions-cadres**
  - **obstacles au développement économique transfrontalier**
  - **domaines et potentiels de coopération**
  - **rôles des différentes parties prenantes et partenariats**
  - **stratégies de développement économique**
  - **projets concrets**
  - **cadres de financement**
- Recherche de bonnes pratiques aux frontières françaises et aux autres frontières européennes

Merci de votre attention

Pour plus d'information

www.espaces-transfrontaliers.eu

Contact

38, rue des Bourdonnais
75001 Paris – France
mot@mot.asso.fr
Tél. : +33 (0)1 55 80 56 80